



Etude de référence du Coton de Fairtrade en Afrique de l'ouest

Commandée par
Fairtrade International

Décembre 2015

Aidenvironment
Barentszplein7
1013 NJ Amsterdam
Pays-Bas
+ 31 (0)20 686 81 11
info@aidenvironment.org
www.aidenvironment.org

Etude de référence du Coton de Fairtrade en Afrique de l'ouest

Table des matières

TABLE DES MATIERES	2
RESUME	5
INTRODUCTION	9
1. METHODOLOGIE	10
1.1 Conception du sondage.....	10
1.2 Stratégie d'échantillonnage	10
1.3 Lien avec la Théorie du changement Fairtrade	12
1.4 Limites	13
2. DESCRIPTION DU SECTEUR COTONNIER.....	14
2.1 Sénégal	14
2.2 Mali.....	16
2.3 Burkina Faso	18
3. DECOUVERTES DE REFERENCE	21
3.1 Profil des producteurs.....	21
3.1.1 Démographies	21
3.1.2 L'expérience agricole cotonnière	22
3.1.3 Propriété foncière	22
3.1.4 Etat d'accréditation.....	23
3.2 Profil des groupes de producteurs	24
4. UNE PERFORMANCE AGRICOLE AMELIOREE	26
4.1 Résultats	26
4.1.1 Des services améliorés et un support aux d'OPP - assistance technique et formation	27
4.1.2 Des services améliorés et le support pour les membres de la OPP - Accès aux intrants et aux finances.....	30
4.1.3 Services améliorés et le support pour les membres d'OPP - systèmes de gestion.....	32
4.1.4 Conscience des droits de l'homme	33
4.2 Effets.....	34
4.2.1 Utilisation optimale des intrants et gestion des résultats - technologie et travail	34
4.2.2 Utilisation optimale des intrants et gestion des résultats - intrants de la ferme	36

4.2.3	L'utilisation optimale des intrants et de la gestion des résultats - coûts	39
4.2.4	La qualité et de la productivité améliorée	40
4.2.5	Elimination des pratiques de production dangereuses	42
4.2.6	La propriété individuelle et conjointe des actifs productifs.....	43
4.3	Impact.....	44
4.3.1	Revenu de ménage, les actifs et les niveaux de vie améliorés	44
4.3.2	Moins de vulnérabilité, sécurité alimentaire accrue.....	45
5.	ACCES AMELIORE AU MARCHÉ.....	46
5.1	Résultat.....	46
5.1.1	Un accès significatif et durable aux marchés Fairtrade et des relations commerciales solidaires	47
5.1.2	Des prix équitables et une protection contre la volatilité.....	48
5.2	Les Effets.....	50
5.2.1	Développement des marchés et l'amélioration du pouvoir de négociation, de contrôle et/ ou la propriété des chaînes d'approvisionnement	50
5.2.2	Augmentation de la rentabilité, risque réduit pour aux membres de l'OPP.....	50
6.	DES OPP SOLIDES ET OUVERTES.....	53
6.1	Les Résultats	53
6.1.1	Amélioration de la démocratie, participation et la transparence.....	53
6.1.2	Des systèmes transparents pour gérer la Prime Fairtrade.....	54
6.1.3	Participation dans les réseaux Fairtrade et de la gouvernance.	55
6.1.4	Les investissements utilisant la prime Fairtrade	55
6.1.5	L'accès accru au travail et au capital d'investissement	56
6.2	Les Effets.....	57
6.2.1	Augmentation de la rentabilité, risque réduit pour l'OPP et les membres.....	57
6.2.2	Un leadership fort et responsable	57
6.2.3	Implication des jeunes adultes au sein de l'OPP et l'égalité des sexes.	58
6.2.4	Amélioration des conditions de travail pour les ouvriers	59
6.2.5	La mise en œuvre des stratégies d'adaptation au changement climatique.	59
6.2.6	Amélioration de services, de soutien et d'infrastructures, pour les membres des OPP et les communautés	60
6.2.7	Appui aux groupes vulnérables et marginalisés.....	61
6.2.8	La capacité d'influencer les politiques et les règlements du Fairtrade et la capacité d'influencer la politique locale, régionale et internationale.....	61
6.3	Les Impacts	62
6.3.1	Amélioration de revenu des ménages, les actifs et le niveau de vie et l'amélioration de l'accès aux services de base	62
6.3.2	Renforcement de la coopération et de l'égalité des sexes au sein des communautés	64
6.3.3	Augmentation de la confiance, l'estime de soi, le contrôle et le choix.....	65
7.	LES AVANTAGES DE FAIRTRADE	66
7.1.1	Les avantages aux producteurs.....	66
7.1.2	Les avantages au niveau de l'OPP	67
8.	CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	69

APPENDIX I :	LES INDICATEURS DE L'INDUSTRIE.....	71
APPENDIX II :	LES QUESTIONNAIRES.....	72

Résumé

Ce présent rapport présente les effets d'une étude de référence sur le secteur du coton en Afrique de l'Ouest. Les données ont été recueillies auprès d'organisations de petits producteurs (OPP) certifiées et non certifiées Fairtrade au Sénégal, au Mali et au Burkina Faso. Il a inclus des enquêtes faites auprès de producteurs dont 177 étaient certifiés Fairtrade et 87 non certifiés. Des 177 producteurs certifiés Fairtrade, 104 étaient également certifiés biologiques (les autres sont désignés uniquement comme Fairtrade). Des questionnaires ont également été menés auprès des OPP : huit d'entre elles étaient titulaires de Certificats Fairtrade, 22 organisations de membres certifiées du premier degré étaient titulaires de certificats et 17 organisations de producteurs non certifiées. L'étude a eu lieu entre mars et avril 2015.

Fairtrade a l'intention de continuer cette étude de référence avec une évaluation de l'impact dans quatre ans afin de mesurer les progrès accomplis depuis l'introduction du *Fairtrade Sourcing Program* (FSP)¹. Cette future évaluation devrait mesurer les différences entre les producteurs Fairtrade et les producteurs contrefactuels au cours de la même période afin d'identifier la contribution du Fairtrade.

Caractéristiques des producteurs interrogés

La plupart des producteurs de coton dans ces trois pays ont commencé à produire du coton au cours des années 1990. En moyenne chaque ferme mesurait 10 ha, dont 1,8 ha de coton. Les producteurs non-certifiés avaient plus d'hectares de coton que les producteurs certifiés. Les fermes gérées par des femmes mesuraient approximativement la moitié des fermes de coton gérées par des hommes. La plupart des producteurs certifiés Fairtrade l'ont été après 2005. L'accréditation biologique a souvent précédé l'accréditation du Fairtrade. Les producteurs certifiés Fairtrade-biologiques avaient en moyenne quatre ans d'expérience de moins dans la culture du coton que les producteurs non certifiés.

La culture du Coton au Sénégal, au Mali et au Burkina Faso n'était pas irriguée. La plupart des activités de la culture du coton étaient manuelles, avec intervention de traction animale dans la préparation des champs. La main-d'œuvre était principalement familiale - complétée par l'aide des membres de la communauté. Les producteurs certifiés Fairtrade et, en particulier, les producteurs certifiés Fairtrade-biologiques, recourraient plus à la main-d'œuvre salariée temporaire que les producteurs non certifiés.

Effets

Les effets de cette étude de référence sont présentés en trois parties :

- Une performance agricole améliorée
- Un accès au marché amélioré
- Des OPP solides et ouvertes

En utilisant la Théorie du changement Fairtrade, l'équipe de recherche a développé une voie d'impact pour chaque thème. Chaque voie montre les relations possibles entre les interventions spécifiques du Fairtrade, les résultats (changements immédiats), les effets (changements à court terme) et les impacts (changements à long terme). Les voies expliquent comment les interventions du Fairtrade peuvent mener à des effets différents à court, moyen et long terme.

Une performance agricole améliorée

Au niveau des résultats, les producteurs certifiés ont un meilleur accès aux services que les producteurs non certifiés et les OPP certifiées fournissent plus de services de soutien à la performance agricole que les OPP non certifiées. Les OPP certifiées fournissent notamment plus de formations sur plus de sujets. Elles ont aussi plus souvent en place des politiques de droits des enfants et des systèmes de contrôle interne (SCI) pour l'utilisation des pesticides.

¹ Pour plus d'information sur le programme Coton FSP, voir svp : www.fairtrade.net/fsp-cotton-mark-html

Concernant la fourniture des intrants agricoles et les finances, les OPP certifiées et non certifiées ont eu des performances à peu près égales. Il a existé des questions concernant l'approvisionnement en biopesticides. Les OPP non certifiées ont montré des programmes de sensibilisation plus rigoureux dans l'utilisation d'équipement de protection individuelle (EPI). Cependant, les producteurs (uniquement) Fairtrade ont montré qu'ils avaient un accès plus important aux EPI grâce à leur OPP que les producteurs non certifiés.

Au niveau des effets, l'utilisation des engrais chimiques et des pesticides est similaire entre les producteurs (uniquement) Fairtrade, les producteurs certifiés et les producteurs non certifiés. Les producteurs Fairtrade-biologiques n'utilisaient pas d'intrants chimiques. Les producteurs Fairtrade-Biologiques et les producteurs (uniquement) Fairtrade utilisaient plus d'engrais biologiques que les producteurs non certifiés. Les producteurs certifiés étaient légèrement mieux performants concernant les pratiques environnementales et avaient de meilleurs niveaux de conscience sur les droits des enfants.

Les producteurs certifiés (uniquement) Fairtrade avaient des rendements similaires à ceux des producteurs non certifiés (environ une tonne par hectare). Les producteurs certifiés Fairtrade-Biologiques avaient un rendement de 50% moindre. Les niveaux de qualité sont élevés pour tous les producteurs, certifiés et non certifiés.

En excluant le coût de la main d'œuvre non salariée, les fermes certifiées Fairtrade étaient plus rentables que les fermes non certifiées. Pour les fermes Fairtrade-Biologiques l'avantage était encore plus important.

Un accès amélioré au marché

Au niveau de la production, l'étude de référence a signalé des problèmes concernant l'accès au marché. Tandis que les producteurs Fairtrade-Biologiques certifiés pouvaient en général vendre leur production sous les conditions Fairtrade, la majorité des producteurs (uniquement) certifiés Fairtrade ont connu des problèmes pour la vente de leur coton issu de coton graine certifiée Fairtrade. Ceci a particulièrement été le cas au Mali et dans une moindre mesure au Sénégal. Des chiffres fournis par Fairtrade ont montré que des volumes significatifs certifiés ont été vendus comme conventionnels (par exemple : le Mali a vendu zéro pour cent sous les conditions Fairtrade en 2013 et seulement 40 pour cent en 2014).

Les prix du coton conventionnel étaient en dessous du Prix Minimum de Fairtrade. Les producteurs qui vendaient leur production sous les conditions Fairtrade recevaient entre 8 et 18 pour cent au-dessus du prix du coton conventionnel. Les producteurs qui vendaient sous les conditions Fairtrade-Biologiques recevaient entre 27 et 60 pour cent de plus. Les primes Fairtrade versées aux OPP constituaient un pourcentage additionnel de 13 à 14 pour cent par kilo, soit 8,50 € par membre certifié. A cause du manque de marché, beaucoup de producteurs et de OPP n'ont pas pu en bénéficier.

Au niveau de la production, l'organisation verticale du secteur signifiait que les producteurs n'avaient qu'une influence limitée sur la négociation des prix. Il y avait peu de relations commerciales directes entre les producteurs et les acheteurs et la communication était souvent médiocre. Ceci était dû au fait de la nature du secteur du coton où le marketing est organisé par des sociétés cotonnières monopolistiques. Les rares OPP ayant des contacts directs avec des acheteurs internationaux ont senti qu'elles avaient une bonne capacité de négociation.

A supposer une assimilation complète du marché pour la production certifiée, les données suggèrent que l'agriculture (uniquement) certifiée était plus rentable par hectare que l'agriculture conventionnelle au Mali et que celles-ci similairement rentables au Sénégal. L'accréditation Fairtrade-Biologique serait plus rentable que l'agriculture conventionnelle au Burkina Faso, mais moins rentable au Sénégal et au Mali. Cependant, l'étude a montré que les producteurs cotonniers Fairtrade-Biologiques avaient des parcelles significativement plus petites que les producteurs (uniquement) Fairtrade ou des producteurs non certifiés. Comme résultat, le revenu net lié au coton des producteurs Fairtrade-Biologiques était considérablement plus bas que celui des producteurs (uniquement) Fairtrade ou conventionnels dans tous les trois pays. Les producteurs certifiés ont eu une rentabilité légèrement plus importante que les non certifiés au cours des dernières années. Soixante-

dix pour cent des deux catégories des producteurs certifiés et non certifiés sont satisfaits de la rentabilité du coton.

Des OPP solides et ouvertes

Au niveau de la production, les OPP ont une performance légèrement meilleure dans le timing et la qualité de leurs Assemblées Générales que les OPP non certifiées. Presque toutes les OPP ont signalé une implication de leurs membres dans la manière dont les Primes Fairtrade sont utilisées. Cependant, moins de 50 pourcent des producteurs avaient l'impression de savoir comment les primes étaient utilisées, ou ressentaient une capacité d'influer sur cette utilisation. Les Primes Fairtrade, si elles étaient reçues, étaient utilisées pour des activités sociales ou relatives à l'environnement dirigées essentiellement vers les membres de la communauté. Les OPP certifiées recevaient plus souvent des subventions de donateurs que les OPP non certifiées, et moins souvent des crédits financiers. Entre un quart et un tiers des OPP certifiées avaient des projets dirigés vers les enfants, la jeunesse et les femmes.

Au niveau de la production, environ 80 pourcent des producteurs certifiés et non certifiés percevaient leurs OPP comme œuvrant dans leurs meilleurs intérêts et étaient capables d'exprimer leurs idées et préoccupations à la direction de l'OPP. Les OPP certifiées avaient plus de femmes comme membres et plus de membres féminins au sein de leur gouvernance. Les OPP non certifiées avaient plus de jeunes dans leur modèle de gouvernance. Les OPP certifiées étaient plus actives en ce qui concerne le changement climatique que les OPP non certifiées. Les OPP certifiées affichaient plus fréquemment des effets financiers récents positifs.

Environ trois-quarts des producteurs certifiés ont constaté une plus grande coopération au sein de la communauté et une égalité hommes-femmes améliorée au sein du foyer depuis qu'ils étaient entrés dans le mouvement Fairtrade. Les deux groupes d'OPP certifiées et non certifiées ont senti avoir une influence limitée sur les politiques locale, régionale et internationale.

Impacts au niveau des ménages

Les producteurs certifiés et non certifiés avaient des profils similaires à l'égard de l'insécurité alimentaire et de leur capacité à faire face aux chocs. Pour la plupart des producteurs (certifiés et non certifiés) le revenu total du ménage avait récemment augmenté.

L'Indice de Sortie de la Pauvreté (PPI) montrait que les producteurs certifiés et non certifiés au Sénégal avaient des niveaux comparables de pauvreté, tandis qu'au Burkina Faso et au Mali les producteurs certifiés étaient plus pauvres que les producteurs non certifiés. Au sein des deux catégories de producteurs certifiés et non certifiés, les femmes étaient plus pauvres que les hommes. Les producteurs certifiés avaient un meilleur accès à des sources d'eau potable. Les taux de scolarisation, les sources d'énergie d'éclairage et l'accès aux services de santé étaient comparables.

La Théorie du changement Fairtrade prend en compte des indicateurs sur la dignité et représentativité comme indicateurs d'autonomisation (empotement). Les trois quarts des producteurs certifiés avaient plus confiance en eux depuis leur entrée dans le Fairtrade en comparaison avec les 83 pour cent des producteurs non certifiés, ces trois dernières années.

Satisfaction avec le Fairtrade

Les trois-quarts des producteurs certifiés étaient satisfaits avec le Fairtrade. Les avantages principaux mentionnés ont été la Prime Fairtrade et une meilleure cohésion de groupe. Quarante et un pour cent des producteurs non certifiés avaient une connaissance du Fairtrade et la majorité était intéressée à rejoindre le mouvement. Soixante-cinq pourcent des OPP certifiées étaient satisfaites de Fairtrade. Les principaux avantages mentionnés étaient la Prime Fairtrade et le prix minimum garanti.

Conclusions et recommandations

Les producteurs et les OPP certifiés avaient une performance supérieure à celle des producteurs et des OPP non certifiés sur plusieurs plans (par exemple : équilibre hommes-femmes, droits des enfants, pratiques antiérosives, accès à la formation, investissement dans les projets sociaux et activités d'adaptation au changement climatique). Sur certains plans, la performance est similaire (exemple : gestion de l'eau, utilisation des engrais chimiques et des pesticides (en excluant les Fairtrade-Biologiques), le service de service d'intrants des OPP). Le Fairtrade a réussi à atteindre les producteurs les plus pauvres. Il n'a pas été possible de déterminer l'impact que le Fairtrade a eu sur les niveaux de pauvreté car le niveau de pauvreté au moment de la certification n'était pas connu. Cette étude était une base de référence. L'étude de suivi prévue mesurera le progrès des producteurs Fairtrade comparé au cas des producteurs contrefactuels ainsi que la contribution du Fairtrade.

Ce rapport se termine avec plusieurs recommandations faites à Fairtrade.

1. Intensifier les efforts pour améliorer l'accès aux marchés du Fairtrade pour les producteurs. L'étude a montré que les producteurs n'y ont pas d'accès continu - et que ceci a des effets négatifs sur leur motivation et sur l'impact potentiel.
2. Effectuer une analyse plus approfondie des modèles de gouvernance du marché et du secteur, des opportunités et des contraintes pour promouvoir les systèmes, les principes et les valeurs du Fairtrade dans les trois pays. Cette étude de référence a montré que la gouvernance du secteur influence la création de relations plus directes et plus transparentes dans la chaîne de distribution. Il faut plus de travail pour établir l'étendue de cette influence et pour identifier les stratégies pour promouvoir le Fairtrade dans l'industrie cotonnière.
3. Investir plus dans le soutien aux producteurs. Par exemple, le nombre de producteurs ayant un accès adéquat à la formation sur une variété de sujets importants était relativement bas dans les trois pays. L'apport de services OPP aux membres devrait être amélioré. Viser non seulement la culture du coton, mais aussi d'autres activités agricoles et des compétences générales telles que l'éducation financière.
4. Examiner l'étude de cas pour la certification Fairtrade au niveau des fermes, des OPP et du secteur de manière plus détaillée. L'étude de cas peut créer l'acceptation de producteurs et d'OPP et provoquer l'intégration de sociétés cotonnières et du gouvernement. Ceci ne nécessite pas une étude étendue, mais plutôt une étude plus approfondie des coûts et des profits pour un échantillon réduit de producteurs. En plus des avantages financiers, une telle étude pourrait inclure les avantages non monétaires de la certification Fairtrade.
5. Développer des voies d'impact plus spécifiques pour rendre possible la priorisation des indicateurs et pour identifier l'attribution des interventions du Fairtrade. Inclure les intérêts principaux des parties prenantes, y compris les acheteurs finaux. Une combinaison plus ingénieuse d'approches quantitatives et qualitatives (idéalement dans une approche échelonnée) pourrait également aider à déterminer l'attribution.
6. Si le Fairtrade désire continuer à recueillir des données quantitatives, il faudra des investissements dans la tenue de registres au niveau de la ferme et de l'OPP et dans l'utilisation de méthodes alternatives pour produire des données chiffrées sur les volumes, les coûts, les profits et les traces.

Introduction

Fairtrade International est une approche alternative au commerce conventionnel et est fondé sur un partenariat entre les producteurs et les consommateurs. Le coton graine de Fairtrade fut d'abord introduit sur les marchés en 2004. Au début de ce mandat, il y avait 23 organisations certifiées Fairtrade avec un certificat actif pour la production de coton graine. L'Afrique de l'Ouest est une région importante pour la production de coton Fairtrade, avec une production au Sénégal, au Mali, au Burkina Faso et au Bénin. L'autre pays principal producteur de coton graine est l'Inde.

Le Fairtrade cherche à comprendre mieux le contexte de la production de coton Fairtrade dans ses principaux domaines de production. A cette fin, le Fairtrade est en train de développer un cadre de supervision qui lui permet (à lui et à ses partenaires commerciaux) de superviser l'impact des engagements commerciaux sur une série de thèmes, d'indicateurs et de mesures propres à l'industrie. Le Fairtrade a par conséquent commandé deux études de référence dans le secteur du coton. La première étude fut effectuée en Inde en 2014 et sera publiée vers la fin de 2015. La seconde étude (ce rapport) a été effectuée en Afrique de l'Ouest début 2015.

L'objectif de cette étude de référence était de fournir une compréhension claire des pratiques actuelles sur le terrain au sein du coton certifié Fairtrade en Afrique de l'Ouest et de fournir des données solides et une analyse de référence qui permettent une évaluation future de l'impact sur le coton du travail de Fairtrade à la fois au niveau de l'organisation et des producteurs. Plus spécifiquement, les objectifs étaient de :

- De recueillir des informations de base sur la production cotonnière (Fairtrade) en Afrique de l'ouest par des experts et des principales parties intéressées dans différents pays, telles que les sociétés nationales cotonnières et les chercheurs (nationaux) sur le coton.
- De comprendre la disponibilité des données actuelles au niveau des organisations productrices et de fermes pour les principaux indicateurs prioritaires pour le coton Fairtrade.
- De rassembler des données de référence sur ces « indicateurs de base » à partir de toutes les organisations productrices certifiées Fairtrade en Afrique de l'Ouest et à partir d'un échantillon représentatif de ménages engagés dans la production du coton Fairtrade.
- De comparer la production Fairtrade avec la production conventionnelle de coton dans le même pays ou la même région. Ceci nécessitait le recueillement (contrefactuel) de données pour la production de coton conventionnel. Ceci est aussi important pour le Plan d'Action Durable pour l'Habillement, en particulier en Afrique de l'Ouest.
- De tirer des conclusions et de faire des recommandations pour le travail de Fairtrade International dans le secteur cotonnier en Afrique de l'Ouest.

Cette étude de référence offre une autre occasion pour Fairtrade d'apprendre à partir de l'approche de la recherche, l'applicabilité des indicateurs dans le secteur du coton et la pertinence des questions posées dans les questionnaires. Ces leçons aident le Fairtrade à améliorer davantage sa supervision, son évaluation et ses efforts d'apprentissage.

1. Méthodologie

Cette recherche consiste en une étude de référence, non une évaluation. En conséquence, l'équipe de recherche s'est concentrée sur la collection de données de référence sur les producteurs et les OPP certifiés et non certifiés par le Fairtrade. L'on cherche moins à comprendre en profondeur pourquoi les différences identifiées ont été révélées. Nous avons donc choisi de concentrer les ressources disponibles sur le niveau de la ferme et celui de l'OPP comme moyen de recueillir les données de référence. Le Fairtrade a l'intention de mener une évaluation de suivi de l'impact dans environ quatre ans pour mesurer les changements et pour obtenir une compréhension plus en profondeur des raisons pour lesquelles ces changements se sont produits. Pour parvenir à cette fin, nous recommandons que des instruments additionnels de collection de données, tels que des groupes de discussions soient combinés avec des entrevues approfondies et une étude d'évaluation de l'impact. Ce rapport, avec les données qui le sous-tendent, fournit une base de comparaison pour cette évaluation.

1.1 Conception du sondage

Le Fairtrade International et ses partenaires industriels nous ont fourni une longue liste d'indicateurs qui constituent une part de leurs cadres de supervision et d'évaluation. En consultation avec le Fairtrade nous avons fait un choix d'indicateurs à inclure dans cette recherche. Ces indicateurs ont été produits en trois types de questionnaires :

- Sondage des ménages avec des producteurs certifiés et non certifiés : un questionnaire structuré à soumettre à des producteurs individuels. Il était conçu pour mesurer les niveaux de vie et le bien-être, les pratiques agricoles et les attitudes des producteurs à l'égard du Fairtrade. Le sondage des ménages comprenait une section avec des questions sur l'Indice de Sortie de la Pauvreté, qui est un instrument pour mesurer les niveaux de pauvreté.²
- Sondage avec des Organisations de Petits Producteurs certifiés et non certifiés: un questionnaire à soumettre à la direction des OPP, leurs prestations de services et les attitudes des producteurs à l'égard du Fairtrade.
- Sondage de données d'experts : les données chiffrées et les tendances au niveau sectoriel recueillies auprès des entrevues d'experts ou à partir de sources secondaires de données.

Les sondages comprenaient des questions sur des données quantitatives et qualitatives. La plupart des questions qualitatives étaient rendues quantifiables par des options de réponses prédéfinies (ex. a augmenté - est resté stable - a diminué). Ceci a rendu possible une comparaison simple et claire entre les producteurs certifiés et non certifiés. Les sondages ont été testés et revus au Mali avant le recueillement des données. Le recueillement des données était mené par deux équipes d'enquêteurs dirigées par deux consultants externes qui supportaient Aidenvironment : Ibrahima Pouye du Sénégal et Lassina Konaté du Burkina Faso. Les questionnaires finaux se trouvent dans l'annexe 2.

1.2 Stratégie d'échantillonnage

La stratégie d'échantillonnage était basée sur une procédure d'échantillonnage à deux étapes. Son point de départ était l'identification du nombre de producteurs certifiés au Sénégal, au Burkina Faso et au Mali. Au total, il y avait 21.713 producteurs certifiés. La population était dérivée d'une liste exhaustive fournie par le Fairtrade International. La taille de l'échantillon pour l'étude de référence était déterminée sur une marge d'erreur de 7,5 pour cent et un niveau de confiance de 95 pour cent pour générer une taille d'échantillon dans les limites du budget disponible. La taille de l'échantillon fut établie à 177 producteurs certifiés Fairtrade. La distribution par pays était en proportion du nombre de producteurs basés dans ce pays.

² Voir <http://www.progressoutofpoverty.org>

Tableau 1 : Taille de l'échantillon dans le sondage des producteurs

Pays	# de producteurs certifiés dans le secteur*	# de producteurs certifiés dans le sondage	% femmes	# non certifiés dans le sondage	% femmes
Sénégal	9.372	74	38%	38	32%
Mali	4.596	38	32%	18	33%
Burkina Faso	7.745	65	31%	31	10%
<i>Total</i>	<i>21.713</i>	<i>177</i>	<i>34%</i>	<i>87</i>	<i>24%</i>

* Basé sur les chiffres fournis par Fairtrade International avec une correction pour le Mali après une visite test sur le terrain.

Dans la deuxième étape de la conception de l'échantillon nous avons adopté une approche d'échantillonnage en grappes, stratifié et aléatoire, basé sur quatre filtres :

Filtre 1 : Choix des régions : Pour réduire le temps de déplacement dans le recueillement des données, nous avons choisi deux régions par pays sur la base des critères suivants :

- L'importance de la région dans l'industrie cotonnière nationale en termes de volume
- L'importance de la région en termes du nombre de producteurs certifiés Fairtrade (hommes et femmes)
- La présence de producteurs non certifiés (les producteurs non certifiés sont des producteurs non certifiés Fairtrade)³
- La présence de producteurs certifiés Fairtrade-Biologiques
- La localité : pour réduire les coûts, il y a eu quelque regroupement géographique de sites

Filtre 2 : Choix des OPP certifiées. Au sein de chaque région, nous avons choisi au moins une organisation de producteurs certifiée Fairtrade, sur la base des critères suivants :

- Le nombre de producteurs certifiés
- L'équilibre des sexes : la présence à la fois de producteurs hommes et femmes était préférée
- Le type d'accréditation : la diversité de producteurs Fairtrade et Fairtrade-Biologiques était préférée
- L'année initiale d'accréditation : la variété en durée était préférée
- La localité : pour réduire les coûts, il y a eu quelque regroupement géographique des sites

Au Burkina Faso, il y avait seulement un titulaire de certificat au niveau national. Au lieu de choisir les titulaires de certificats par région, nous avons choisi les départements sur la base des mêmes critères.

Sur la base de ce choix, la taille de l'échantillon par pays était subdivisée par OPP certifiée selon leur taille relative en termes du nombre de membres certifiés. Les OPP concernées étaient incluses dans le sondage des OPP.

Filtre 3 : Choix de villages ou d'OPP de premier degré : Au sein de l'étendue géographique de l'OPP certifiée, nous avons choisi un nombre de communautés sur la base des critères présentés dans le filtre 2. Au sein de ces communautés nous avons choisi un nombre d'OPP de premier degré (quand ils correspondaient au niveau d'un village) ou de villages. Le nombre de villages ou d'OPP de premier degré dépendait de la taille de l'échantillon. Les OPP à ce niveau étaient aussi incluses dans le sondage des OPP.

Filtre 4 : Choix des enquêtés : En moyenne, nous avons interrogé six producteurs par village. Au sein des villages choisis ou des producteurs de premier degré, nous avons pris un échantillon stratifié de producteurs hommes et femmes . La division entre hommes et femmes était en proportion de leur nombre dans le total des membres. Si ce nombre était en-dessous de 30 pour cent, l'échantillon stratifié les établissait à 30 pour

³ Au préalable, il n'a pas été possible de déterminer si les producteurs non-certifiés Fairtrade sélectionnés étaient titulaires d'autres certificats. Il s'est avéré que non.

cent du total de la taille de l'échantillon (à moins qu'il n'y ait insuffisance de femmes présentes). Le seuil de 30 pour cent a été atteint sauf pour les producteurs non certifiés au Burkina Faso. Les hommes et les femmes étaient choisis sur la base de la méthode d'échantillonnage aléatoire systématique où nous avons :

- calculé l'intervalle d'échantillonnage (le nombre de producteurs dans l'OPP ou village divisé par le nombre de producteurs requis pour l'échantillon) ;
- choisi un début aléatoire entre un et l'intervalle d'échantillonnage ;
- plusieurs fois ajouté des intervalles d'échantillonnage pour choisir les ménages suivants.

Les producteurs non certifiés étaient choisis parmi les OPP non certifiées voisines au niveau du village, en suivant la même méthode d'échantillonnage aléatoire systématique. Ces OPP ont été aussi incluses dans le sondage d'OPP comme contrefactuelles. Les producteurs non certifiés qui étaient membres d'une OPP de premier degré qui aussi contient des producteurs certifiés étaient considérés comme étant représentatifs en tant que contrefactuels à cause de l'effet de débordement au sein de cette organisation.⁴ Il est à noter que dans le contexte du secteur du coton en Afrique de l'Ouest, tous les producteurs sont membres d'une OPP, ainsi il n'y avait pas dans l'échantillon de producteurs non organisés.

Les producteurs de coton en Afrique de l'Ouest sont généralement organisés en organisations de producteurs avec une hiérarchie précise, basée sur la géographie : niveaux du village, du district, de la province et du pays. Les organisations du niveau du village sont généralement considérées comme étant des organisations du premier degré et le niveau suivant comme étant le second degré, etc. Les titulaires de certificats Fairtrade peuvent être trouvés à des niveaux différents. Par exemple, au Burkina Faso, le titulaire de certificat est l'organisation nationale, tandis qu'au Sénégal, la plupart sont au niveau régional. Pour le but de cette recherche, nous avons simplifié la classification en désignant les titulaires de certificats comme tels, indépendamment de leur niveau. Pour les contrefactuels, les associations du niveau du village sont désignées comme étant des OPP du premier degré et toutes les autres comme étant du second degré.

Tableau 2 : Taille réelle de l'échantillon : Sondage des OPP

	# d'OPP certifiées (titulaires de certificats)	# d'OPP certifiées du premier degré	# d'OPP non certifiées du premier degré/second degré
Sénégal	3	9	6 / 1
Mali	4*	4	4 / 1
Burkina Faso	1	9	5 / 0
Total	8	22	15 / 2

* Ce nombre comprend deux OPP qui étaient dans le processus d'accréditation pendant la visite sur le terrain, après que leurs associations membres de niveau inférieur ont perdu leur accréditation l'année dernière.

1.3 Lien avec la Théorie du changement Fairtrade

Les sondages comprenaient beaucoup de questions dérivées de la Théorie du changement Fairtrade (TdC). La TdC pose une distinction entre interventions par le Fairtrade, les résultats, les effets et les impacts. Ceux-ci sont définis de la manière suivante⁵ :

⁴ Avant le sondage il n'a pas été possible de déterminer si les producteurs non-certifiés Fairtrade sélectionnés étaient titulaires d'autres certificats. Il s'est avéré qu'il n'y en avait que 6. (Voir section 3.1)

⁵ Théorie du changement Fairtrade, Fairtrade International, décembre 2013

- Les interventions : un instrument utilisé par le Fairtrade pour parvenir à ses objectifs, tels que les standards, les politiques, les programmes de support aux producteurs, et l'engagement avec des entreprises
- Les résultats : Les processus, les biens et les services qui proviennent directement des engagements du Fairtrade et d'autres changements immédiats, tangibles résultant des interventions du Fairtrade qui sont pertinents pour parvenir aux effets.
- Les effets : Les effets à court et à moyen terme des résultats de Fairtrade, qu'ils soient intentionnels ou non intentionnels.
- Les impacts : Positifs ou négatifs, primaires ou secondaires, des effets à long terme produits par le Fairtrade, directement ou indirectement, intentionnels ou non intentionnels.

De plus, Fairtrade a développé des indicateurs fondamentaux d'atteinte qui décrivent le système du Fairtrade et comprennent des indicateurs tels que le nombre de producteurs certifiés Fairtrade. Il a aussi développé des indicateurs spécifiques de produit pour les producteurs principaux de Fairtrade et pour le coton, une présélection d'indicateurs pertinents de l'industrie.

En vue de structurer la présentation des effets de référence, l'équipe de recherche a choisi de présenter les découvertes selon trois voies d'impact largement définies. Les voies d'impact connectent les interventions spécifiques, les résultats, les effets et les impacts autour de sujets-clés. Pour l'objectif de cette recherche de référence, les voies d'impact ont été développées autour des thèmes suivants :

- Une performance améliorée des fermes
- Un accès amélioré au marché
- Des OPP solides et ouvertes

Les voies d'impact ont été définies par une équipe de recherche. Tandis que ces trois voies d'impact ont aidé à structurer la présentation des effets, on devrait reconnaître que bien d'autres voies d'impact sont possibles. Le Fairtrade ne se concentre pas aussi spécifiquement sur ces trois voies d'impact. Au moment de la finalisation de ce rapport, le Fairtrade était engagé dans un processus définissant les voies d'impact.

1.4 Limites

Cette étude a eu certaines limites dont il faut tenir compte lors de l'interprétation des effets. D'abord, nous avons inclus seulement un choix d'indicateurs de la Théorie du changement Fairtrade. Nous avons choisi d'inclure des indicateurs sur une gamme étendue de sujets. Presque tous les thèmes ont été inclus mais le nombre d'indicateurs par thème a été réduit. Nous avons essayé d'inclure les plus pertinents, mais le Fairtrade peut avoir eu d'autres résultats, d'autres effets et d'autres impacts qui n'ont pas été inclus dans cette recherche. Le choix de l'équipe de recherche de ne pas inclure de groupes de discussion a limité notre capacité à expliquer les raisons pour les différences observées entre les producteurs certifiés et non certifiés.

En deuxième lieu, la fiabilité des données constitue un problème. Pendant le recueillement des données, il s'est avéré clair que beaucoup de producteurs et d'OPP n'avaient pas de pratiques de tenue de livres ou n'en avaient que de médiocres. En conséquence, les données, surtout pour des indicateurs quantitatifs, étaient souvent incomplètes et devaient être traitées avec prudence. Nous n'avons pas vérifié les réponses, ni n'avons inclus des visites aux fermes ou mené des entrevues avec les travailleurs ou les membres de famille pour valider les réponses. En conséquence, les trouvailles n'ont pas la même rigueur que des effets vérifiés.

En troisième lieu, à cause d'une mauvaise communication, une partie du questionnaire destiné aux OPP du premier degré au Mali n'a pas été complétée. Ceci concernait un nombre limité de questions. Dans l'analyse ci-dessous, nous ferons remarquer ce fait quand c'est nécessaire.

Finalement, aucune analyse statistique complète n'a été menée, mais pour certaines variables des fermes, nous avons testé leur signification. Le test du Chi carré (I) a été utilisé pour déterminer s'il y avait une

différence significative entre les fréquences attendues et les fréquences observées dans une ou plus d'une catégorie. Le test t a été utilisé pour déterminer s'il y avait une différence significative entre les moyennes dans une ou plus d'une catégorie. Les effets de ces tests ont été inclus dans quelques-uns des tableaux. Dans le texte, nous mentionnons les effets significatifs quand ils sont identifiés et quand des corrélations ont été trouvées.

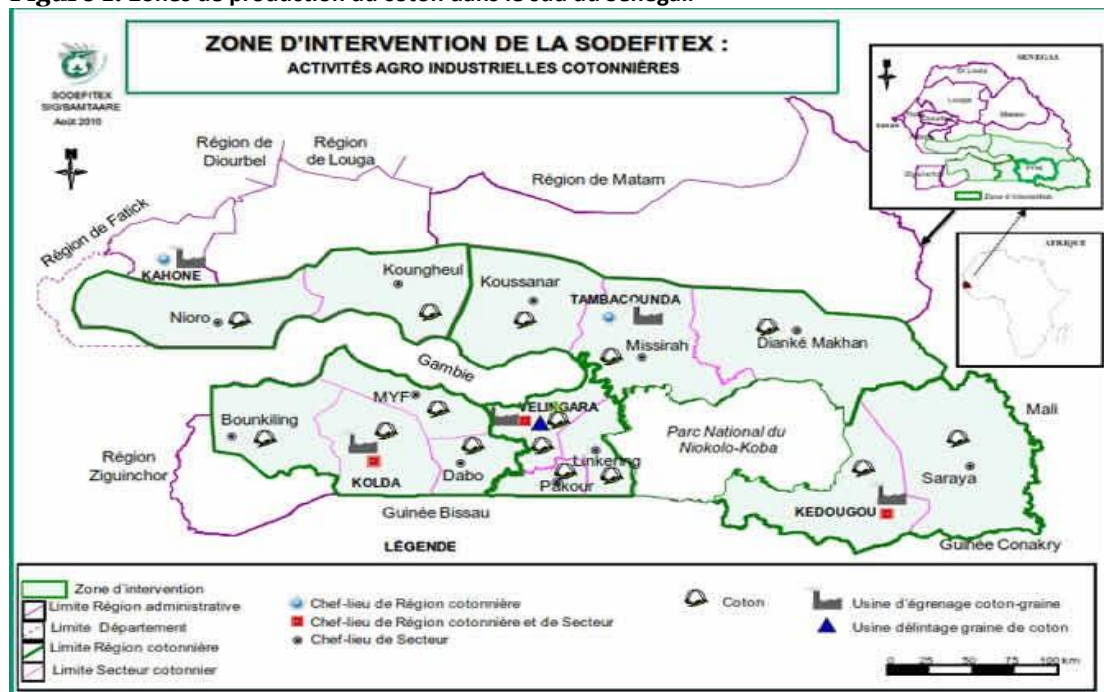
2. Description du secteur cotonnier

2.1 Sénégal

Géographie

Le coton est cultivé dans le sud du Sénégal. La figure 1 ci-dessous montre une carte des zones de production. Les producteurs certifiés Fairtrade étaient situés à Kedougou, Tambacounda, Velingara et Kolda. Dans la région du sud-est de Kedougou, tous les producteurs étaient certifiés Fairtrade.

Figure 1: Zones de production du coton dans le sud du Sénégal.



Source : Site web du SODEFITEX

Chaîne de valeur

Le secteur cotonnier au Sénégal comprend trois acteurs principaux : (1) la société nationale du coton (Société de Développement des Fibres Textiles), (2) la Fédération Nationale des Producteurs de Coton (FNPC) et la Caisse Nationale de Crédit Agricole (CNCAS).

La SODEFITEX est une société fondée en 1974 par le gouvernement. Depuis 2003, c'est une société privée. Ses actionnaires sont Geocoton (51 pour cent), qui est l'ancienne société française CFDT, l'Etat du Sénégal (46,5 pour cent), la Banque CBAO Attijari (1,25 pour cent) et la CNCAS (1,25 pour cent). La société supervise toute la production du coton et à elle seule achète, traite et exporte le coton dans le pays. La SODEFITEX fournit aux producteurs les intrants, le crédit, les services de vulgarisation, l'assistance technique, de l'infrastructure rurale et d'autres programmes de support. Ils achètent le coton des producteurs, le traitent dans leurs égreneuses de coton et sont responsables pour le marketing du coton et de ses produits dérivés. La FNPC regroupe tous les producteurs de coton du Sénégal, approximativement 35.000. Elle consiste en secteurs au niveau du département (US-GPC) qui à son tour consiste en groupes de producteurs au niveau du

village (GPC). A travers cette structure, elle identifie la demande d'intrants et de crédit pour chaque producteur de coton. La CNCAS finance le crédit agricole.

Les prix de coton graine et d'engrais sont établis au niveau national et négociés entre la SODEFITEX avec la PNPC.

Système agricole dominant

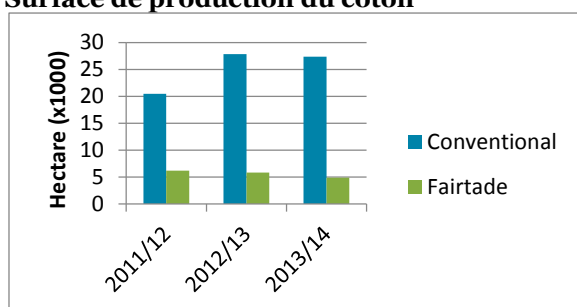
Le système agricole dominant au Sénégal est semi-mécanisé avec l'utilisation de la traction animal au cours de la préparation des champs. La récolte est faite manuellement ou avec un semoir. La main d'œuvre familiale est dominante, bien qu'il existe de la main d'œuvre salariée saisonnière. Il n'y a pas d'irrigation dans la production du coton. Il n'y a pas de coton génétiquement modifié au Sénégal.

Volumes

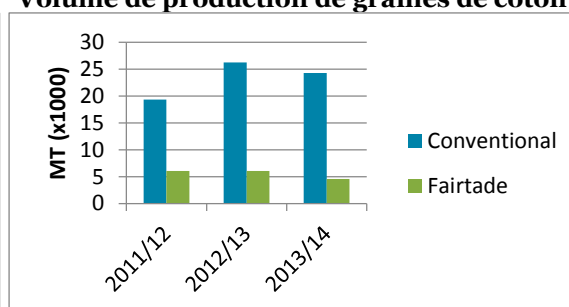
La production du coton au Sénégal a dramatiquement diminué depuis 2007 (elle était alors de 52.000 tonnes métriques) à cause d'une combinaison de pratiques médiocres, une augmentation des coûts et des difficultés institutionnelles.⁶ Cependant, comme l'ont montré nos données, la production s'est redressée légèrement au cours des trois dernières saisons (depuis 20.000 jusqu'à 27.000 tonnes métriques). En revanche, le total des hectares de la zone certifiée par Fairtrade et les volumes ont diminué au cours de la même période (les statistiques de Fairtrade montrent une tendance opposée - voir plus bas). Sur la base de ces chiffres, la part de Fairtrade dans le volume de la production du Sénégal a diminué, de 24 pour cent en 2011/12 à 16 pour cent à 2013/14. Le rendement total a diminué avec le rendement Fairtrade étant systématiquement plus haut que le rendement conventionnel.

Figure 2: Vue d'ensemble de la production de coton au Sénégal

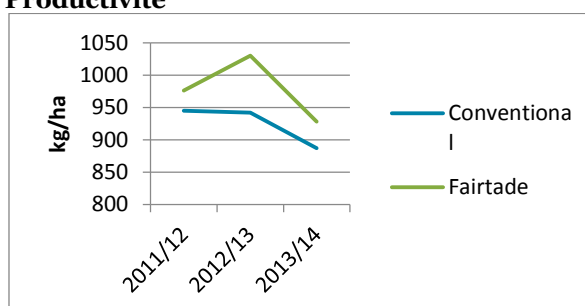
Surface de production du coton



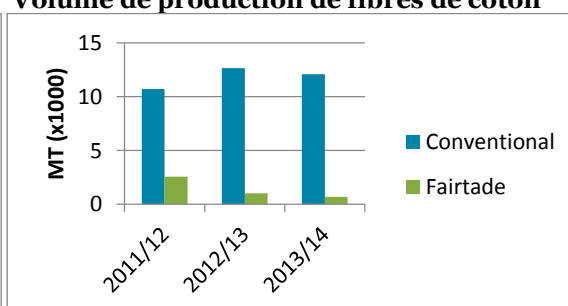
Volume de production de graines de coton



Productivité



Volume de production de fibres de coton



Source : Information fournie par SODEFITEX, Avril 2015

Fairtrade

En 2005, les trois premières organisations de producteurs à Kédougou ont été certifiées au Sénégal. A l'époque du travail sur le terrain, il y avait sept OPP certifiées, dont six étaient OPP du second degré et une du premier degré.

Tableau 3 : Vue d'ensemble d'organisations de producteurs au Sénégal

Région	Nombre de titulaires de certificats	Membres certifiés (2014)	Nombre de femmes	Première accréditation
--------	-------------------------------------	--------------------------	------------------	------------------------

⁶ <http://bettercotton.org/about-better-cotton/regions/senegal/>

Tambacounda, Velingara, Kolda, Kedougou	7	9,372	1,882	2005 - 2008
--	---	-------	-------	-------------

Source : Données fournies par Fairtrade International, Janvier 2015

Contrairement aux données fournies par la SODEFITEX, les données fournies par Fairtrade International ont montré une forte augmentation de la surface de production et des volumes. Il n'est pas clair pour l'équipe de recherche pourquoi il y a tant de différence entre les chiffres du Fairtrade et ceux de la SODEFITEX

Tableau 4 : Chiffres de la production et du marketing pour Fairtrade

	2011/12	2012/13	2013/14
Surface (ha)	6.417	8.781	16.378
Volume de production (MT)	4.806	9.363	11.110
Volume vendu comme Fairtrade (MT)	1.057	3.187	4.040
Valeur des ventes Fairtrade (euro)	1.057.648	1.304.018	1.558.365
Primes reçues (euro)	50.980	19.284	20.878

Source : Données fournies par Fairtrade International, 7 Janvier 2015

Selon la SODEFITEX, il n'y a pas de production cotonnière certifiée (seulement) Biologique au Sénégal bien qu'il y ait une certaine production certifiée Fairtrade-Biologique. En 2014, la BCI a été lancée dans la région de Kolda, dont nous n'avons pas eu les statistiques de production.

2.2 Mali

Au Mali, le coton est produit dans les provinces méridionales. Le secteur est divisé en quatre zones. En 2012/13 les régions du sud et du sud-est étaient les zones les plus importantes, suivies par la région Centrale.

Géographie

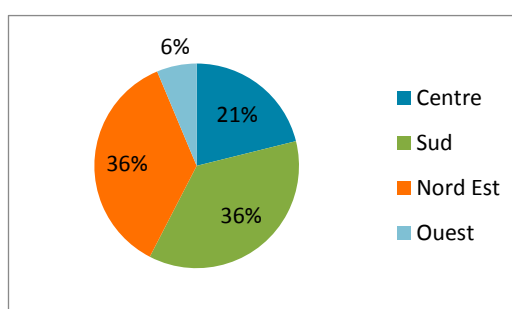
Figure 3: Production du coton au Mali

Surface de production du coton au Mali



Source : Nelson, V. et Smith, S. (2011)⁸

Part de la production par zone



Source : CMDT, UN-OHVN (2012)⁹

⁷ L'analyste de données de Fairtrade a précisé que le montant de revenu-primes pour la saison 2011/2012 comprend des primes reçues applicables aux saisons précédentes pour trois OPP

⁸ Nelson, V. et Smith, S. (2011), coton Fairtrade: Évaluation de l'impact au Mali, au Sénégal, au Cameroun et en Inde. Rapport de synthèse. Université de Greenwich & l'Institut des études de développement

⁹ CMDT, UN-SCPC, OHVN (2012), le Programme de développement stratégique de la filière coton de 2013 à 2018

Chaîne de la valeur

La production cotonnière malienne est coordonnée par une société nationale cotonnière, la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT). Elle détient le monopole pour la collection des coton graine, l'égrenage et la commercialisation des fibres de coton. Elle est la propriété de l'Etat Malien (78 pour cent), l'union nationale des producteurs de coton (20 pour cent) et la Geocoton (2 pour cent). La CMDT fournit à tous les producteurs du crédit et une assistance technique.

La distribution des intrants, le remboursement des crédits et la première collection de coton est faite à travers les coopératives de producteurs.¹⁰ Il y a environ 7.000 coopératives au niveau du village, qui sont regroupées en 288 unions au niveau de la communauté, qui sont à leur tour regroupées en 41 unions au niveau du département, et en quatre unions ou une union par zone. Celles-ci forment l'union nationale des coopératives de producteurs de coton UN-SCPC.¹¹

La CMDT et l'UN-SCPC constituent ensemble l'*interprofession* ou organisation du secteur Interprofession du coton du Mali (IPC) et c'est à ce niveau que les prix au producteur sont déterminés pour le coton et les intrants. Le gouvernement, propriétaire principal de la CMDT, possède une influence importante sur la stratégie de la CMDT et fournit aussi des subsides et des engrais. Depuis plusieurs années, le gouvernement Malien s'est proposé de privatiser la CMDT et de libéraliser le secteur du coton mais jusqu'à présent on ne sait pas si ceci se produira. D'autres acteurs pertinents sont le secteur financier dans lequel plusieurs banques nationales et internationales supportent financièrement le programme des intrants et l'Institut d'Economie Rurale (IER), l'institut national de recherche agricole travaillant principalement sur le coton.

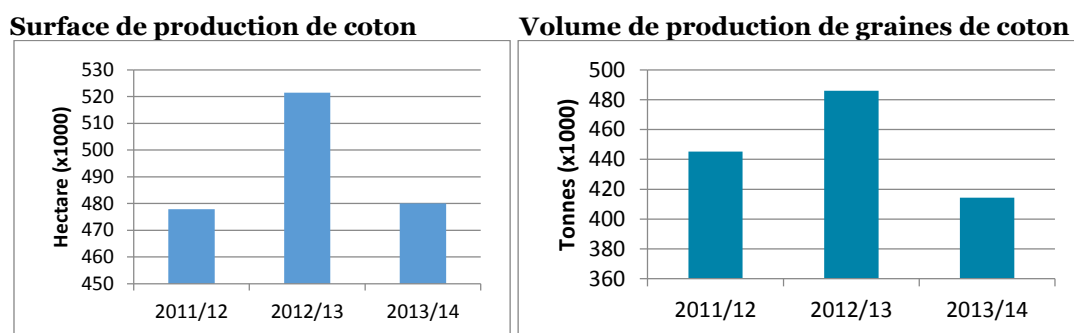
Système agricole dominant

Le système agricole dominant au Mali est manuel avec l'usage de la traction animale au cours de la préparation des champs. La récolte est faite manuellement. La main d'œuvre familiale est dominante, bien qu'il y ait de la main d'œuvre saisonnière salariée. Il n'y a pas d'irrigation dans la production cotonnière. Il n'y a pas de coton OGM au Mali (il est actuellement illégal, mais certaines voix veulent que ceci soit repensé.)

Volumes

Après un effondrement de la production au milieu de la dernière décennie, la production malienne a commencé à se relever ces dernières années. Tandis qu'en 2008/09 le Mali a produit 200.000 de tonnes métriques de graines de coton, en 2013/14 il a produit 480.000 de tonnes métriques et il vise à produire 800.000 de tonnes métriques en 2018. Presque toute cette récolte est exportée, la Chine étant la principale destination.

Figure 4: Production cotonnière au Mali



Source : Données fournies par la CMDT, Mars 2015

¹⁰ Aidenvironment, IIED, NewForesight (2015), la transformation du secteur: une étude de cas du Mali, commandée par l'IFC

¹¹ IPC (n.d.), L'évolution des Organisations de Producteurs de la filière coton

Nous n'avons pas obtenu de chiffres officiels sur la production Fairtrade de la CMDT. Les chiffres venant de Fairtrade International montrent que le Fairtrade représentait un pour cent de la production nationale.

Fairtrade

Jusqu'à l'année dernière, il existait cinq OPP certifiées. Mobiom fut la première à être certifiée ; tous leurs producteurs étaient certifiés Fairtrade et Biologiques. En 2005 et en 2006, trois unions communales de la zone de Kita ont été certifiées et une autre en 2012. En 2014, ces unions ont été dé-certifiées. Il existe actuellement un processus de ré-accréditation - mais sous un certificat géré au niveau du secteur.

Les volumes Fairtrade du Mali n'étaient pas clairs. Les chiffres obtenus de certaines OPP que nous avons visitées étaient différents des chiffres disponibles chez Fairtrade International. Cela a été un défi d'obtenir des données fiables des deux Unions Communales que nous avons visitées dans la région de Kita, et les données que nous avons recueillies n'étaient pas en accord avec les données de Fairtrade. En conséquence de ces différences, nous avons été incapables de fournir une vue d'ensemble de la zone de production, des volumes, des ventes et des primes pour le coton de Fairtrade au Mali. La gestion des données devrait donc être améliorée au niveau des OPP. Si le Fairtrade désire continuer à recueillir de telles données sur une grande échelle, alors il faudrait plus de soutien à la tenue des livres aux niveaux des OPP et des fermes. Le Fairtrade pourrait aussi envisager des méthodes alternatives pour le recueillement d'une telle sorte de données.

2.3 Burkina Faso

Géographie

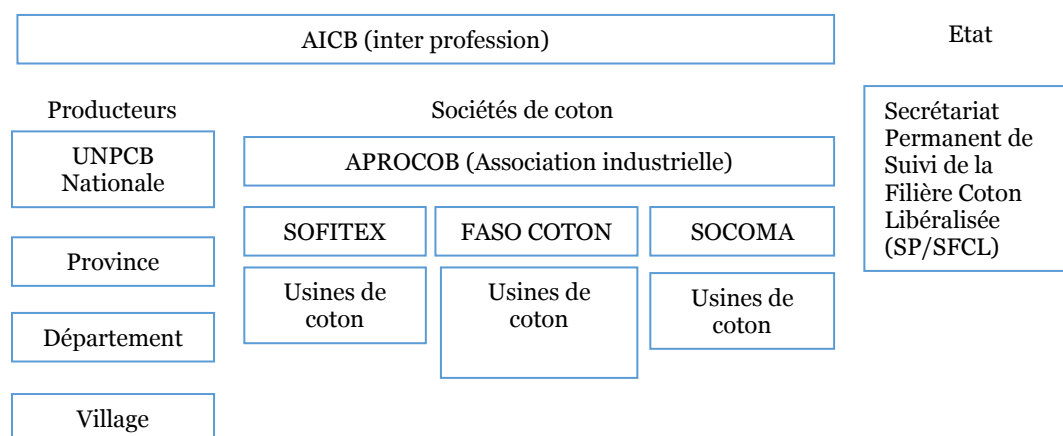
Au Burkina Faso, le coton est principalement cultivé dans la partie occidentale du pays, mais la zone de production est en train de s'étendre progressivement à des zones variées du sud et de l'est. Le secteur du coton est divisé en trois zones :

- La zone SOFITEX (ouest) : consistant en 6 régions et en 20 provinces
- La zone FASO COTON (centre) : consistant en 5 régions et en 11 provinces
- La zone SOCOMA : consistant en 2 régions et en 6 provinces

Chaîne de la valeur

Le secteur cotonnier au Burkina Faso comporte deux acteurs principaux : des sociétés cotonnières et des producteurs. La propriété diffère par société. La propriété de la SOFITEX est plus ou moins également répartie entre le gouvernement, Géocoton et les producteurs de coton (à travers l'UNPCB). La majorité des actions (51 pour cent) de la SOCOMA est possédée par Géocoton, 20 pour cent appartiennent à l'UNPCB, et le reste est divisé entre trois sociétés différentes. L'UNPCB possède 10 pour cent du capital de FASO COTON, et les 90 pour cent restants sont la propriété de 4 sociétés différentes, y compris un fournisseur d'engrais.

Figure 5: Acteurs clés du secteur cotonnier au Burkina Faso



Les trois sociétés cotonnières ont chacune une zone désignée d'approvisionnement et sont responsables de l'approvisionnement en intrants, de l'assistance technique aux producteurs, de l'approvisionnement en coton graine, de la transformation et de la commercialisation du coton et des produits dérivés. Les trois sociétés sont regroupées en une association : l'Association Professionnelle des Sociétés Cotonnières (APROCOB). Tous les producteurs sont organisés au niveau national en une Union Nationale des Producteurs de Coton du Burkina Faso (UNPCB), qui a été créée en 1998. Elle consiste en unions au niveau provincial (UPPC), départemental (UDPC) et villageois (GPC). L'Assemblée Générale de l'UNPCB consiste en trois membres par venant de chaque union provinciale. Le rôle des organisations de producteurs comprend la distribution des intrants, la gestion du crédit à court et à moyen terme, la collection du coton et en des activités sociales.

Au niveau national, les sociétés cotonnières et l'UNPCB forment l'organisation du secteur avec le mandat de gouverner le secteur (Association Interprofessionnelle du Coton du Burkina Faso - AICB). Cette plateforme détermine les prix du coton au producteur et les prix des intrants et alloue aussi les budgets de recherche.

Les autres acteurs sont le gouvernement, qui détermine la législation et les politiques fiscales, définit les politiques agricoles, contrôle et supervise le secteur et investit dans l'infrastructure. L'INERA, l'institut national pour la recherche travaille à améliorer les variétés de coton graine, les pratiques agricoles et les systèmes de production. Le financement du modèle de crédit est assuré par un groupe de banques étrangères et nationales qui peuvent aussi financer les investissements dans les compagnies cotonnières.

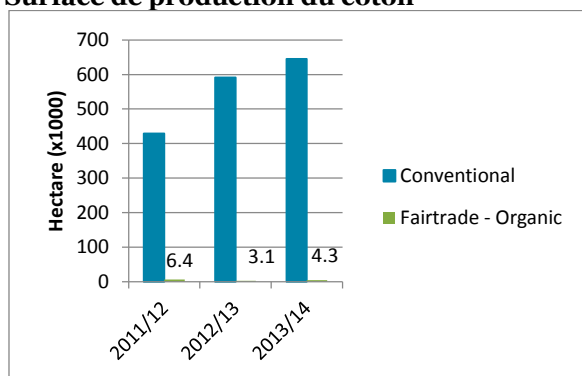
Le Burkina Faso a une certaine industrie textile, dont les composantes ne sont pas certifiées et servent les marchés domestiques.

Système agricole dominant

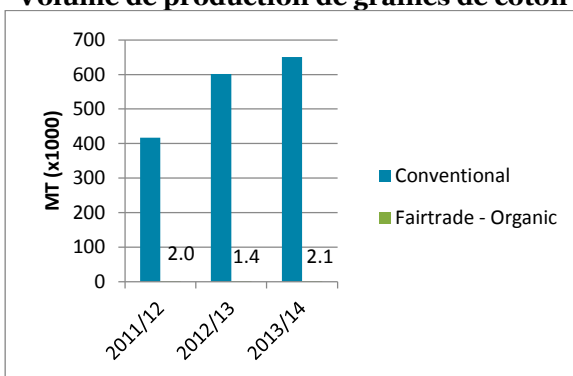
Le système agricole dominant au Burkina Faso est l'agriculture manuelle avec l'utilisation de la traction animale au cours de la préparation des champs. La récolte se fait manuellement. La main d'œuvre familiale est dominante, bien qu'il existe quelque main d'œuvre salariée saisonnière. Il n'y a pas d'irrigation dans la production du coton. Au Burkina Faso, 80 pour cent du coton est OGM, après qu'il fut introduit par Monsanto en 2009. C'est le seul pays en Afrique de l'Ouest qui a plus de 50 pour cent de coton OGM. Tout le coton Fairtrade au Burkina Faso est aussi certifié Biologique.

Figure 6: Chiffres de la production du coton au Burkina Faso

Surface de production du coton

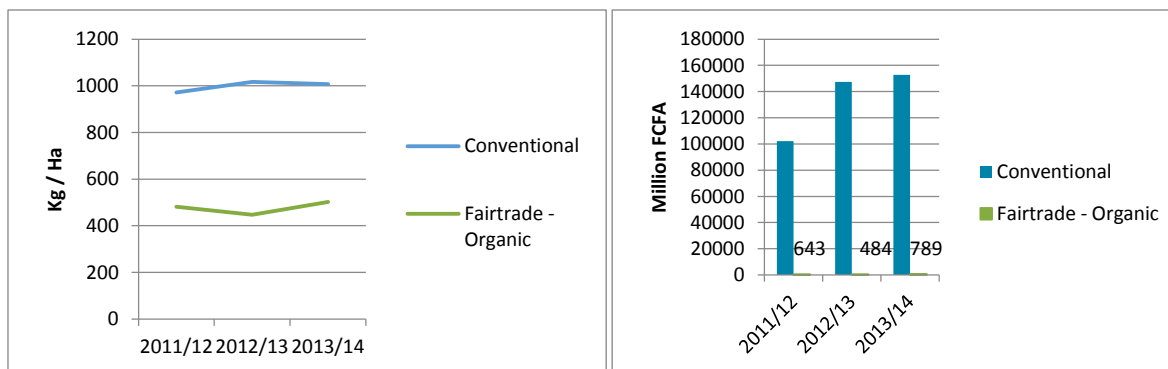


Volume de production de graines de coton



Productivité

Valeur des graines de coton



Source : Données fournies par l'UNPCB, Mars 2015

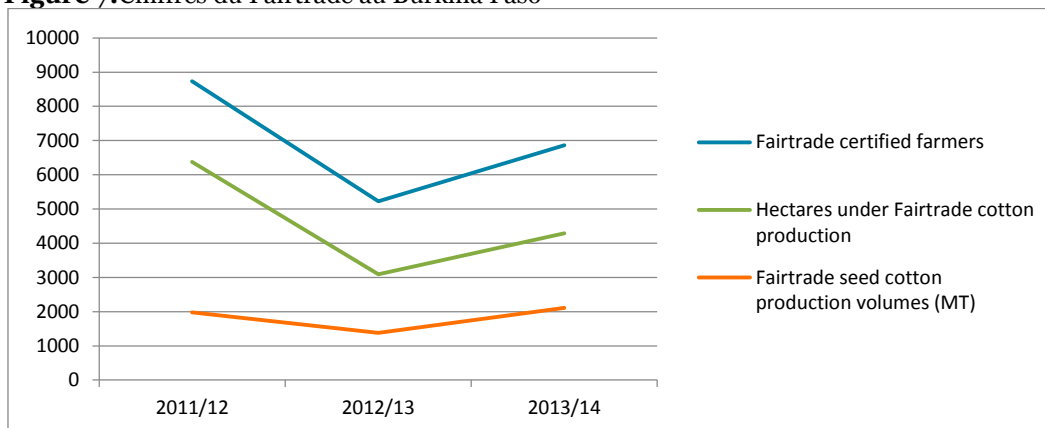
Volumes

Les chiffres ci-dessous montrent que la production cotonnière au Burkina Faso a augmenté de 55 pour cent au cours des trois dernières saisons. Comme les rendements ont légèrement augmenté, cette augmentation a été accomplie en étendant les superficies cultivées par 50 pour cent. Il y avait environ 350.000 producteurs en 2013 en 2013/14, avec une moyenne de 1,8 ha par champ de coton. Les producteurs Fairtrade au Burkina Faso sont aussi certifiés Biologiques. Selon l'UNPCB, ils représentent 0,7 pour cent de la surface totale de production et 0,3 pour cent du volume total de production en 2013/14.

Fairtrade

Le coton Fairtrade-Biologique est produit en des localités spécifiques à travers la zone cotonnière. L'UNPCB est la titulaire du certificat. La première accréditation eut lieu en 2005. Contrairement au coton conventionnel, le nombre de producteurs, la surface de production et le volume de production ont diminué ces dernières années. Un fait intéressant à noter c'est que la proportion de femmes membres d'OPP certifiées a augmenté entre 2012 et 2014 de 29 pour cent à 39 pour cent.

Figure 7: Chiffres du Fairtrade au Burkina Faso



Source : Données obtenues par l'UNPCB, Mars 2015

3. Découvertes de référence

3.1 Profil des producteurs

3.1.1 Démographies

Conclusion: Les profils socio-économiques des producteurs certifiés et non certifiés étaient similaires

Le tableau 5 fournit une vue d'ensemble des types de producteurs inclus dans le sondage. Le producteur moyen était dans sa quarantaine et était probablement marié. Les niveaux d'alphabétisation et d'éducation étaient bas. Plus de la moitié de ces producteurs ne pouvaient ni lire ni écrire et n'avait reçu aucune éducation. Les productrices femmes (74 pour cent) avaient plus de probabilité de ne pas avoir d'éducation, comparées aux producteurs hommes (48 pour cent). Les niveaux d'alphabétisation et d'éducation étaient les plus bas au Burkina Faso : en moyenne 78 pour cent des producteurs ne pouvaient ni lire ni écrire, suivis par le Sénégal (50 pour cent). Les niveaux d'alphabétisation et d'éducation étaient plus élevés au Mali. En moyenne 65 pour cent des producteurs étaient capables de lire et d'écrire au moins dans une langue et 67 pour cent avaient reçu de l'éducation, même si elle était informelle. Le ménage moyen consistait en 7 adultes, huit enfants et une personne vivant en dehors du ménage dépendant du revenu du ménage. Les producteurs au Mali avaient probablement plus d'enfants, adultes et dépendants. En moyenne 22 personnes vivaient dans un ménage, comparé à 17 personnes au Sénégal et à 12 personnes au Burkina Faso.

Tableau 5 : Profil des producteurs échantillonnés

Désignation		Certifiés	Non-certifiés
Sexe	Homme	119	60
	Femme	60	21
Age	Ans	44	41
Etat-Civil	Mariés	94%	97%
	Célibataires	2%	3%
	Veufs/veuves	4%	-
Lire et écrire ***	Non	60%	56%
	Français	7%	8%
	Une autre langue	28%	26%
	Français et une autre langue	5%	9%
Niveau d'éducation ***	Sans éducation	58%	55%
	Une instruction informelle	28%	30%
	Un peu de primaire	8%	7%
	Primaire complétée	5%	8%
	Un peu de secondaire	1%	-
Adultes dans le ménage	Moyenne	7	7
Enfants (<18) dans le ménage	Moyenne	8,3	7,9
Dépendants du revenu du ménage	Moyenne	0,9	0,8

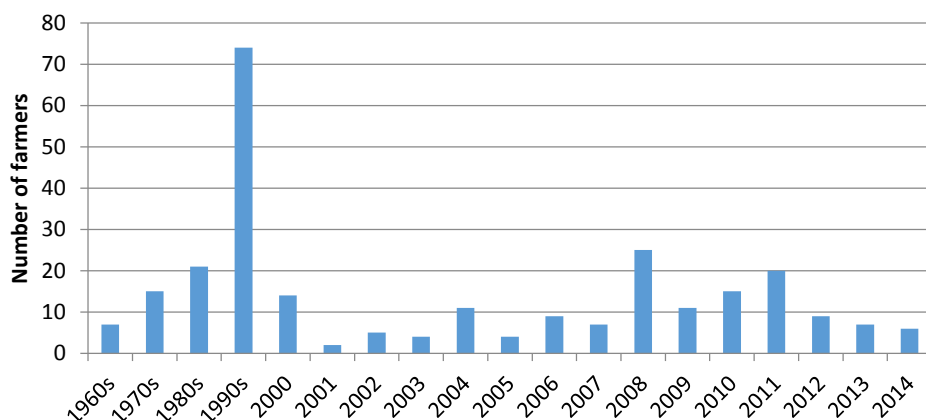
* non significatif $p > 0.1$, ** marginalement significatif $p < 0.1$, *** significatif $p < 0.05$

3.1.2 L'expérience agricole cotonnière

Conclusion: Les producteurs Fairtrade-Biologiques avaient en moyenne 4 ans moins d'expérience dans la culture du coton que les producteurs Fairtrade ou non-certifiés.

La Figure 8 montre les dates auxquelles les producteurs ont commencé à cultiver le coton. En moyenne, 44 pour cent des producteurs ont commencé à cultiver le coton avant l'an 2000, avec un grand nombre ayant commencé au cours des années 1990. Les producteurs non certifiés ou Fairtrade (seulement) ont en moyenne plus de quatre ans de plus d'expérience que les producteurs Fairtrade-Biologiques.

Figure 8: Année où les producteurs ont commencé la culture du coton



3.1.3 Propriété foncière

Conclusion: Les producteurs non certifiés avaient plus d'hectares sous culture de coton que les producteurs certifiés. En moyenne, 21 pour cent de la terre totale de la ferme était cultivée avec du coton. Les fermes de coton possédées par des femmes étaient environ la moitié de la taille des fermes de coton possédées par des hommes.

La surface moyenne de culture du coton pour un producteur était de 1,6 ha, avec un minimum de 0,25 ha et la plus grande surface étant de 20 ha parmi les ceux qui ont été interrogés. La part des champs de coton dans la taille totale de la ferme était de 21 pour cent. La part du champ de coton dans le total de la zone cultivée était de 33 pour cent. La zone moyenne de culture de coton pour les producteurs non certifiés était plus élevée que pour les certifiés : 2,3 ha comparés à 1,7 pour les producteurs Fairtrade (seulement) et de 0,9 pour les producteurs Fairtrade-Biologiques. La proportion de la zone de coton dans la ferme totale était aussi plus élevée pour les producteurs non certifiés. Les femmes possédaient des fermes plus petites que les hommes et leurs concessions de coton étaient approximativement la moitié de la taille de celles des hommes.

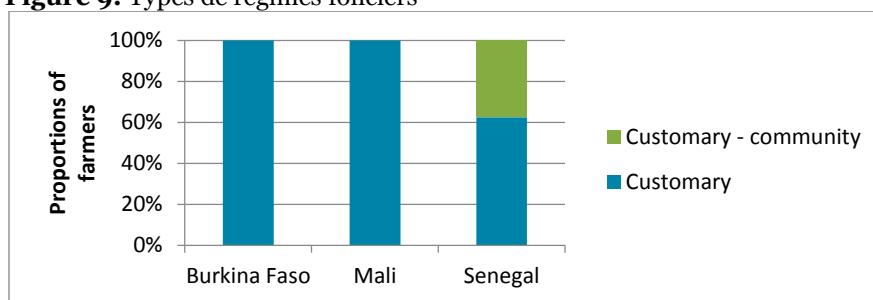
Tableau 6 : Tailles des fermes

Type de producteur	Taille totale de la ferme (ha)	Terre sous culture (ha)	Zone de culture du coton (ha)	Part du champ de coton dans la terre totale sous culture
Fairtrade	8,8	4,6	1,7	23%
Fairtrade - Biologique	10,7	6,8	0,9	13%
Non certifié	10,4	7,2	2,4	28%

Homme	11,4	7,4	1,9	21%
Femme	7,0	3,9	0,9	20%
Total	10,1	6,3	1,6	21%

Un seul producteur possédait un titre officiel de propriété foncière. Tous les autres producteurs avaient des droits d'utilisateur coutumier sur la terre officiellement possédée par l'Etat (voir figure 9). Ces droits d'utilisateur coutumier sur la terre peuvent exister pendant des générations au sein d'une famille mais ils ne disposent pas de garantie de propriété. Au Sénégal, approximativement un tiers des producteurs avaient des droits fonciers coutumiers sur ce qui est classé comme terre commune, qui fournit légèrement plus de sécurité que la terre coutumière sur une autre terre possédée par l'Etat.

Figure 9: Types de régimes fonciers



3.1.4 Etat d'accréditation

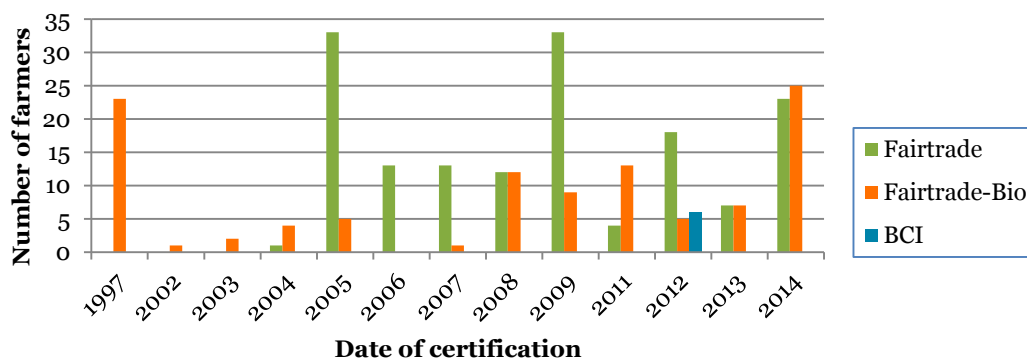
Conclusion: Les producteurs certifiés ont été certifiés Fairtrade pendant huit ans en moyenne.

Le tableau 7 ci-dessous montre le type d'accréditation par les producteurs: 177 producteurs étaient certifiés Fairtrade. Il y avait 104 avec à la fois une accréditation Fairtrade et une accréditation Biologique. Sept producteurs certifiés Fairtrade avaient été décertifiés l'année dernière, mais étaient en train de se faire reaccréditer. Nous les avons inclus dans le groupe des producteurs certifiés. Il y avait 6 producteurs au Mali qui étaient membres du Better Cotton Initiative (BCI). Ils étaient classés comme producteurs non certifiés. Parmi les producteurs certifiés Fairtrade, 60 pour cent pouvaient mentionner l'année où ils avaient été certifiés pour la première fois et parmi les producteurs certifiés biologiques 78 pour cent pouvaient mentionner ceci. (Voir Tableau 8). La figure 10 montre les dates de première accréditation. Les certificats Fairtrade ont été issus l'an 2004 tandis que l'accréditation Biologique avait commencé plus tôt, c'est-à-dire en 1997. Il y a eu un pic dans le nombre de certificats Fairtrade issus en 2005 et en 2009. Tous les producteurs BCI étaient inclus dans le programme BCI en 2012.

Tableau 7 : Statut d'accréditation des producteurs

Type of d'accréditation/ vérification	Nombre de producteurs
Fairtrade (seulement)	73
Fairtrade – Biologique	104
Better Cotton Initiative (BCI)	6
Aucune	81

Figure 10: Date de première accréditation/vérification



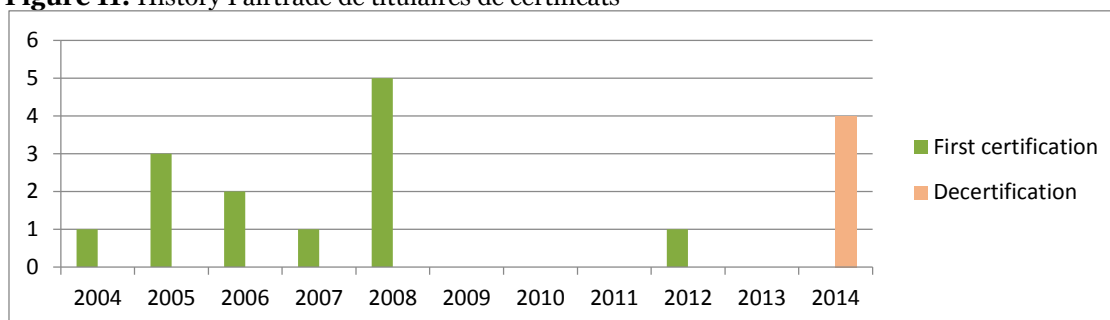
3.2 Profil des groupes de producteurs

Conclusion: La plupart des OPP certifiées dans le sondage avaient été certifiées pendant plus de cinq ans - 4 avaient été dé-certifiées l'année dernière et étaient dans le processus de ré-accréditation. La taille et l'étendue géographique des titulaires de certificats différaient considérablement. Il y a eu une diminution du nombre de membres produisant du coton accrédité.

Le sondage des OPP comprenait des organisations de types différents. Il comprenait par exemple des groupes de producteurs du niveau du village tout comme l'association nationale de producteurs du Burkina Faso qui regroupe tous les producteurs dans le pays. Quelques OPP avaient seulement quelques membres certifiés, d'autres avaient à la fois des membres certifiés et non certifiés. Pour la plupart des groupes de producteurs, la première activité était de supporter leurs membres dans la culture, de distribuer des intrants et de collecter le coton pour la société cotonnière. De toutes les OPP, une titulaire de certificat au Mali et une au Sénégal étaient impliqués dans certaines activités de transformation avec le coton.

Au Sénégal, au Mali et au Burkina Faso, il y avait au total 13 titulaires différents de certificats (parmi lesquelles sept étaient comprises dans ce sondage). A l'époque de la visite sur le terrain, quatre d'entre elles (décertifiées en 2014) étaient dans le processus de réaccréditation sous une organisation faitière (et qui ont été aussi comprises dans ce sondage). La plupart des OPP ont été certifiées pendant huit années ou plus. Remarquez aussi que certaines titulaires de certificats ont augmenté en nombre de membres certifiés pendant des années, ce qui pourrait expliquer les différences avec les données obtenues par les producteurs dans la section précédente.

Figure 11: History Fairtrade de titulaires de certificats



Le nombre de membres de titulaires de certificats variait entre 1.250 pour un groupe au Sénégal et 350.000 pour une organisation nationale de producteurs au Burkina Faso - dont environ 25 pour cent sont des femmes. Quelques groupes comprenaient des membres qui produisent des récoltes autres que le coton et d'autres membres cultivant seulement du coton. Toutes, excepté une titulaire de certificat, avaient des

organisations de producteurs. La variation, en termes du nombre de membres, de l'activité et de l'étendue des produits au sein des organisations de premier degré était plus basse. Le Tableau 8 montre que des OPP certifiées de premier degré étaient en moyenne plus étendues et avaient relativement plus de femmes parmi leurs membres que les OPP non certifiées. Habituellement tous leurs membres cultivent aussi du coton et ils sont ou bien certifiés ou non.

Tableau 8 : Nombre de membres d'organisations du premier degré

Organisation du premier degré	Nombre moyen de membres	% femmes
Certifiées	51	29%
Non-certifiées	44	18%

Presque 40 pour cent des OPP du premier degré ont connu une diminution du nombre des membres (voir Figure 12 - Au Mali, les données n'ont pas été recueillies - voir section 1.4). Au Sénégal, ce pourcentage était plus élevé (56 pour cent) tandis qu'au Burkina Faso, les deux-tiers ont connu une augmentation. Parmi les producteurs non-certifiés, 10 pour cent ont connu une diminution du nombre de membres. Les titulaires de certificats dans les trois pays ont aussi connu une diminution du nombre de membres cultivant le coton. Il y a eu un déclin net du nombre de membres certifiés, tandis que le nombre de producteurs non certifiés a légèrement augmenté (Voir Figure 13). En d'autres termes, il y a eu dans le secteur du coton en Afrique de l'ouest le problème de convaincre les producteurs à continuer à produire du coton certifié. Il est possible que ceci soit lié aux problèmes d'assimilation du marché (voir chapitre 5), mais une autre recherche pourrait analyser les causes qui mènent les producteurs et les OPP à commencer ou à terminer une accréditation. La Figure 13 exclut les producteurs non certifiés du titulaire de certificat au Burkina Faso parce que leurs nombres est trop grand (environ 350.000) et déformerait les chiffres. Cependant, le nombre de producteurs de coton conventionnel a augmenté au Burkina Faso pendant les trois dernières années.

Figure 12: Pourcentage d'organisations du premier degré avec un nombre de membres décroissant, stable ou décroissant au cours des trois dernières années (Mali excepté)

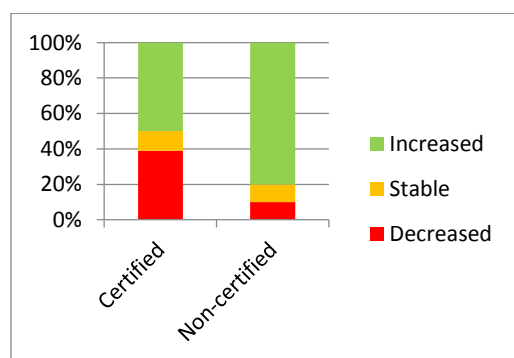
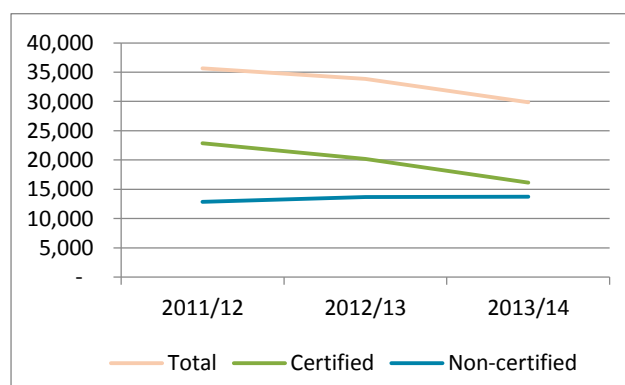


Figure 13: Moyenne du développement des membres certifiés et non certifiés titulaires du certificat Fairtrade (Pour le Burkina Faso les membres non-certifiés n'ont pas été inclus dans ces chiffres)



4. Une performance agricole améliorée

Le Fairtrade encourage la performance agricole améliorée comme un moyen de développement des moyens de subsistance. La Figure 14 montre quelques-unes des interventions du Fairtrade, ses résultats, ses effets et ses impacts qui sont une partie de la Théorie du changement Fairtrade pour former une voie possible d'impact sur ce thème.

Ces questionnaires ont compris des indicateurs variés à des niveaux différents. Cette section présente les effets de ces questionnaires structurés par sujet.

Figure 14: Théorie du changement Fairtrade : Une performance agricole améliorée

Intervention	Résultat	Effets	Impacts
<ul style="list-style-type: none"> • Niveau Fairtrade • Prix minimum Fairtrade • Prime Fairtrade • Services de support au producteur 	<ul style="list-style-type: none"> • Avantages renforcés pour les petits producteurs • Augmentation des connaissances et de la capacité des petits entrepreneurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Une performance agricole améliorée • Protection de l'environnement et adaptation au changement climatique • Avantages accrus pour les petits producteurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration des revenus ménagers, des capitaux et des niveaux de vie • Moins de vulnérabilité, augmentation de la sécurité alimentaire

Les interventions Fairtrade les plus pertinentes pour améliorer la performance agricole sont (1) le Niveau Fairtrade, (2) le Prix Minimum Fairtrade et la Prime Fairtrade et (3) les Services de Support au Producteur. Les producteurs certifiés se conforment aux niveaux de production Fairtrade et sont doivent recevoir au moins des Prix Minimum Fairtrade pour leur production vendue en tant que Fairtrade. Leur OPP est supposée recevoir une Prime Fairtrade pour les volumes vendus sous la marque et qui peut être réinvestie dans des activités destinées à améliorer la performance agricole. En plus, l'OPP peut bénéficier de services de support au producteur fournis par Fairtrade, qui peuvent indirectement ou directement profiter aux producteurs membres.

Le problème de savoir si les producteurs et les OPP ont reçu des Prix Minimum Fairtrade et une Prime Fairtrade sera discuté dans le chapitre 5. Parmi les titulaires de certificats, il est dit qu'un tiers a reçu des Services de Support au Producteur destinés directement aux producteurs au cours de l'année dernière. Parmi les organisations membres du premier degré, seulement une sur vingt a dit avoir reçu de tels services directement du Fairtrade.

4.1 Résultats

Les thèmes pertinents de la Théorie du changement Fairtrade pour cette section sont :

- Des services améliorés et un support aux membres d'OPP ;
- La capacité parmi les petits producteurs à améliorer la productivité et la qualité, protéger la santé et l'environnement et s'adapter au changement climatique ;
- Capacité de gestion et technique dans les OPP ;
- Conscience des droits de l'homme (travail, sexes, enfants)
- Compréhension des principes et pratiques du Fairtrade

Les sections suivantes couvriront les indicateurs de chacun des thèmes ci-dessus. Afin d'améliorer le flux, quelques-uns des thèmes seront combinés tandis que d'autres seront divisés en sous-thèmes.

4.1.1 Des services améliorés et un support aux d'OPP - assistance technique et formation

Conclusions: Les producteurs certifiés- en particulier les femmes - ont eu un meilleur accès à la formation que les producteurs non certifiés. Les OPP certifiées sont plus actives dans la provision de formation aux membres et couvrent plus de sujets que les OPP non certifiées. Cependant, 40 pour cent des producteurs certifiés rapportent n'avoir reçu aucune formation de leur OPP en 2014.

Les sondages des producteurs ont montré que les producteurs certifiés ont reçu plus de formation en 2014 de leur OPP que les producteurs non certifiés (60 pour cent contre 29 pour cent). Cette différence était significative. En particulier, les producteurs certifiés ont eu un accès considérablement meilleur à la formation fournie par leur OPP. Cette différence n'était pas significative (voir Figure 15). Néanmoins, ce n'est pas chaque OPP qui était capable d'organiser la formation au cours de la saison dernière et 40 pour cent des producteurs certifiés n'ont reçu aucune formation. Les niveaux de satisfaction pour la formation étaient comparables parmi les producteurs certifiés et ceux non certifiés (voir Figure 16).

Figure 15: Producteurs ayant reçu une formation de leur OPP en 2014

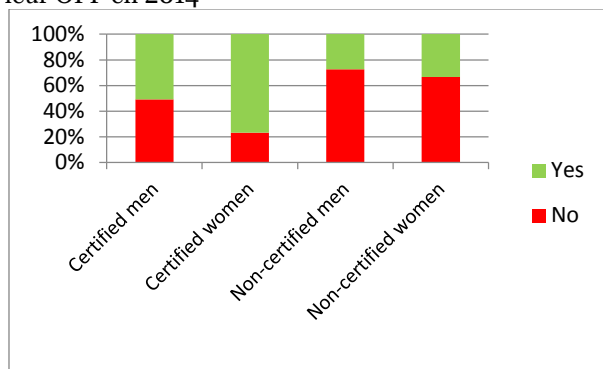


Figure 16: Satisfaction des membres concernant la formation de l'OPP

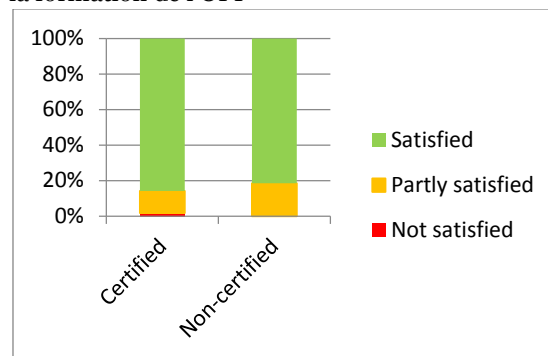


Figure 17: Sujets de formation fournis par les OPP aux producteurs en 2014 (Effets d'un sondage de producteurs)

Sujet de formation	Certifiés	Non certifiés
Préparation des champs	30%	7%
Ensemencement	26%	3%
Gestion des mauvaises herbes	26%	6%
Lutte contre les insectes nuisibles et les maladies	28%	7%
Gestion des sols (fertilité, érosion)	35%	6%
Gestion de l'eau	24%	5%
Récolte	35%	5%
Manipulation après la récolte, transport	30%	5%
Pratiques agricoles biologiques	35%	5%
Gestion intégrée des insectes nuisibles	3%	7%
Gestion durable des déchets (p.ex. compostage)	6%	6%
Mesures sanitaires dans l'agriculture, sécurité et environnement	3%	2%
Principes des coopératives	3%	2%
Alphabétisation	6%	6%
Travail des enfants et protection des enfants	12%	
Mesures de sécurité de stockage et de manipulation des produits chimiques dangereux	10%	6%

Selon les sondages des producteurs, la formation concernait surtout les pratiques agricoles et les mesures à prendre après la récolte (Voir Figure 17). Les thèmes sociaux tels que le travail des enfants ou la manipulation des pesticides étaient moins fréquemment abordés. On devrait noter que l'étude a couvert seulement la formation reçue en 2014. Il est possible que la formation concernant d'autres sujets ait été fournie au cours d'années antérieures.

Seuls de rares OPP avaient la capacité de fournir des services liés à l'agriculture aux producteurs : trois titulaires de certificats ont employé des agronomes qualifiés (Voir Figure 18 - allant de quatre agronomes pour une organisation au niveau du district à 50 pour une organisation nationale). Toutes les OPP, certifiées ou non certifiées engagent occasionnellement des agronomes, excepté pour une OPP certifiée de premier degré qui n'a jamais eu recours aux agronomes. Presque toutes les OPP ont fait usage de producteurs guides qui fournissaient des conseils à leurs collègues. Les organisations de premier degré avaient en moyenne trois producteurs guides.

Dans le sondage des producteurs, il y avait une petite différence dans la fourniture d'accès à l'assistance technique et à la formation d'OPP certifiées et non certifiées par des partenaires extérieurs (78 pour cent pour les certifiées et 73 pour cent pour les non certifiées - voir Figure 19). Les sources les plus populaires étaient les organisations faitières, les sociétés cotonnières et les ONG (voir Figure 20).

Figure 18 Utilisation d'agronomes au sein des OPP

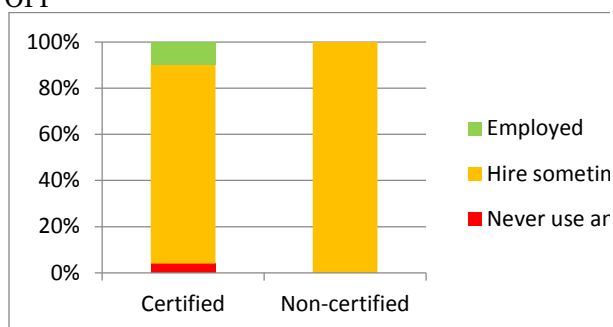


Figure 19 Accès des membres d'OPP de premier degré à l'assistance technique grâce à des partenaires

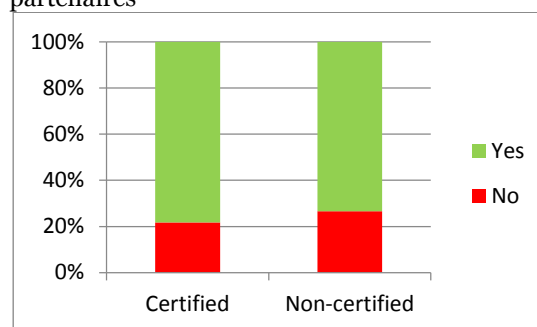
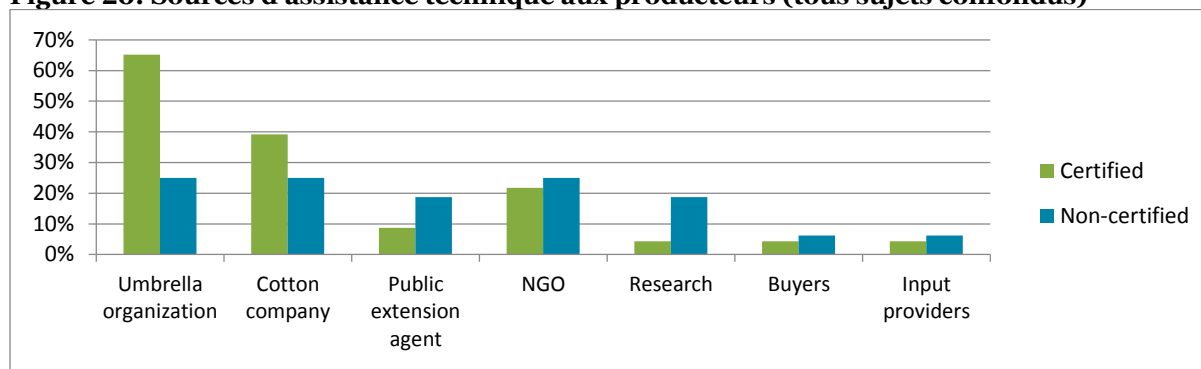
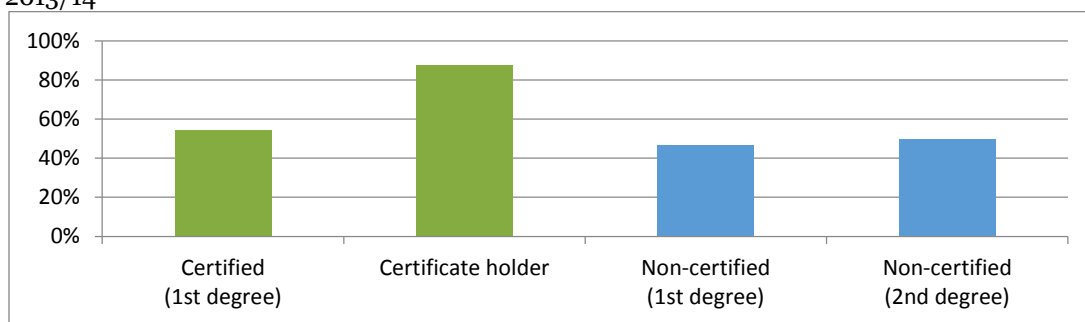


Figure 20: Sources d'assistance technique aux producteurs (tous sujets confondus)



Dans les sondages d'OPP, les OPP certifiées ont signalé plus fréquemment que leurs membres avaient plus d'accès à la formation que les OPP non certifiées. Pour les OPP certifiées, les pourcentages étaient de 55 pour cent pour le premier degré et de 88 pour les titulaires de certificats, et pour les OPP non certifiées les pourcentages étaient approximativement de 50 pour cent pour à la fois les OPP de premier et de second degré (voir Figure 21). Dans 58 pour cent des OPP certifiées et dans 74 pour cent d'OPP non certifiées, c'était l'OPP elle-même qui fournissait la formation. Dans d'autres cas, elle était faite à travers des partenaires.

Figure 21:: Part des OPP indiquant que leurs membres avaient accès à la formation au cours de la saison 2013/14



Le tableau 9 montre le nombre de bénéficiaires par type d'OPP dans le sondage des OPP. Il est à remarquer que ceux-ci ne sont pas les seuls bénéficiaires vu que certains producteurs peuvent avoir reçu des formations multiples. Elle montre que les OPP certifiées avaient une proportion relativement plus élevée de femmes bénéficiaires que les OPP non certifiées.

Tableau 9 : Nombre de bénéficiaires par formation durant la saison 2013/2014

	Nombre moyen de bénéficiaires (hommes et femmes)	Part des femmes
Certifiées (1 ^{er} degré)	198	60%
Certifiées (Titulaires de certificats)	18.912	43%
Non-certifiées (1 ^{er} degré)	389	26%
Non-certifiées (2 ^{ème} degré)	20	0%

Les sujets multiples de formation sont présentés dans le tableau 10. La variété de sujets de formation était plus étendue parmi les OPP certifiées comparées aux non certifiés. Les OPP certifiées étaient plus actives dans les sujets sociaux tels que le travail des enfants, le problème homme-femme et les droits du travail, aussi bien que dans les aspects environnementaux tels que la biodiversité et les éléments polluants. Ces chiffres ne concordent pas complètement avec les effets venus du sondage des producteurs. Par exemple, une proportion relativement plus élevée de producteurs a signalé avoir reçu une formation sur les pratiques agricoles et une proportion plus basse dit avoir reçu une formation sur les problèmes sociaux.

Tableau 10 : Pourcentage d'OPP fournissant une formation par sujet au cours de la saison 2013/14 (employés propres ou par des partenaires)

Sujet de formation	Certifiées (1 ^{er} degré)	Titulaires de certificat	Non-certifiées (1 ^{er} degré)	Non-certifiées (2 ^{em})
Préparation des champs	23%	13%	33%	50%
Ensemencement	5%	-	-	-
Gestion des mauvaises herbes		13%	-	-
Lutte contre les insectes nuisibles et les maladies	9%	13%	7%	-
Gestion des sols (fertilité, érosion)	5%	-	7%	-
Utilisation des engrais	5%	25%	-	-
Récolte	-	25%	13%	-
Manipulation après la récolte/Transport	14%	-	7%	50%
Pratiques agricoles biologiques	27%	25%	13%	50%
Gestion intégrée des insectes nuisibles	-	13%	-	50%
Gestion de la ferme	-	-	7%	50%

Gestion durable des déchets (ex. compostage)	-	-	7%	-
Éléments polluant l'environnement	-	38%	-	-
Biodiversité	5%		7%	-
Mesures sanitaires dans l'agriculture, sécurité et environnement	5%	13%	7%	-
Utilisation de l'équipement de protection individuel	-	38%	-	50%
Principes des coopératives	-	-	13%	-
Alphabétisation	5%	25%	7%	-
Travail des enfants et protection des enfants	23%	25%	-	-
Problématique homme-femme	5%	25%	-	-
Principes des coopératives	-	-	13%	-
Diversification des revenus	-	13%	7%	-
Droits des travailleurs salariés	-	25%	-	-
Principes du Fairtrade	-	13%	-	-

4.1.2 Des services améliorés et le support pour les membres de la OPP - Accès aux intrants et aux finances

Conclusions: Les producteurs certifiés avaient un accès comparable aux engrais chimiques et aux pesticides comme les producteurs non certifiés, mais des problèmes existaient pour l'accès aux biopesticides et aux engrais biologiques. La provision de service par les OPP était comparable entre les producteurs certifiés et ceux non certifiés. Les producteurs certifiés par Fairtrade (seulement) recevaient plus souvent de l'EPI que les producteurs non certifiés.

Tous les producteurs recevaient du matériel d'ensemencement de la société de coton. Les sociétés cotonnières fournissaient aussi des engrais par le biais des OPP aux producteurs. Le degré de succès est varié comme le montre le tableau 11. Les producteurs certifiés avaient un accès légèrement meilleur aux engrais chimiques et aux pesticides que les producteurs non certifiés, mais les différences n'étaient pas significatives. Presque tous les producteurs certifiés avaient accès aux engrais, mais quelques-uns se sont plaints sur des coûts élevés impliqués. Les engrais biologiques et les biopesticides généralement n'étaient pas livrés à travers les structures des sociétés cotonnières. La majorité des producteurs certifiés (52 pour cent) avaient du mal à accéder aux engrais biologiques, tandis que 30 pour cent des producteurs Fairtrade-Biologiques connaissaient des difficultés à accéder aux biopesticides. Le manque de disponibilité était la raison la plus importante, tandis que certains ont aussi signalé le manque de matières premières pour les fabriquer et le temps qu'il faut pour produire des intrants biologiques.

Tableau 11 : Accès aux engrais et aux intrants en 2014

Accès aux intrants	Certifiés	Non-certifiés
Accès aux engrais chimiques*		
• Limité dû au manque de disponibilité	0%	2%
• Limité à cause des coûts élevés	6%	14%
• Bon	94%	84%
Accès aux engrais biologiques		
• Limité dû au manque de disponibilité	39%	
• Limité à cause de l'insuffisance de matières premières ou de temps	14%	
• Bon	48%	

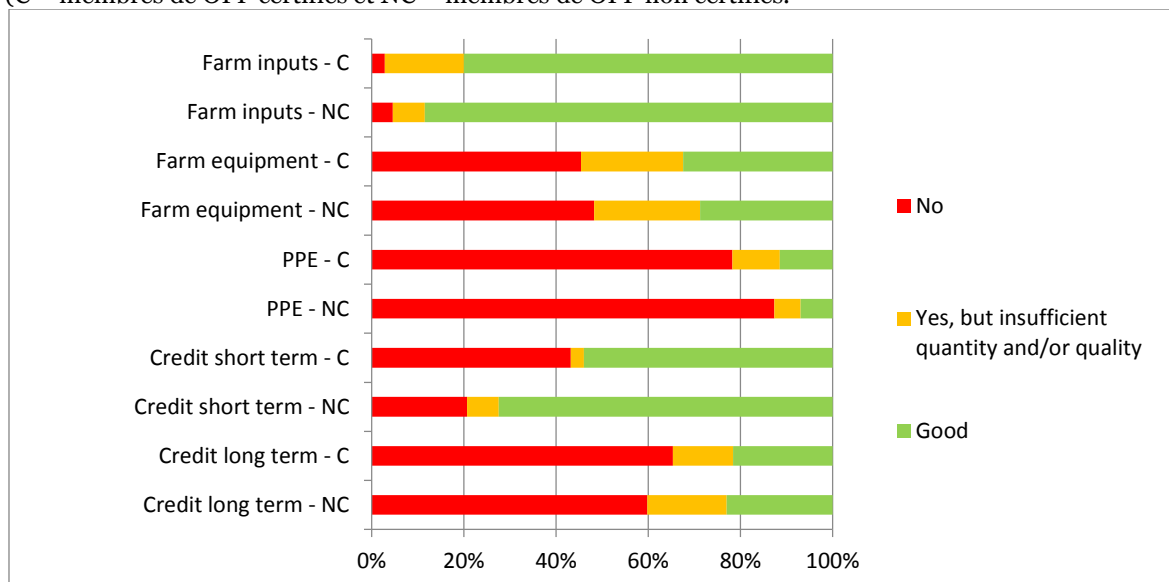
Accès aux pesticides chimiques*		
• Limité dû au manque de disponibilité	1%	7%
• Limité à cause des coûts élevés	8%	15%
• Bon	90%	78%
Accès aux biopesticides		
• Limité dû au manque de disponibilité	24%	
• Limité à cause de l'insuffisance de matières premières ou de temps	4%	
• Limité à cause des coûts élevés	2%	
• Bon	70%	

*non significatif $p = >0,1$, ** marginalement significatif $p = <0,1$, * ** significatif $p = <0,05$

Les producteurs ont aussi indiqué à quelle mesure leur OPP leur fournissait des intrants (voir Figure 22). Les producteurs non certifiés ont répondu légèrement plus positivement que les certifiés. Cependant, ceci était dû au fait qu'une proportion relativement élevée de producteurs Fairtrade-Biologiques ont répondu que leur OPP leur fournissait des intrants mais pas en quantité et en qualité suffisante. Ceci est en accord avec la conclusion ci-dessus selon laquelle il y avait des problèmes avec l'accès aux intrants bio ou biologiques. Ces intrants aussi n'étaient pas fournis par les sociétés cotonnières nationales.

L'accès des producteurs à d'autres services OPP tels que l'équipement de fermes et au crédit agricole était comparable pour les deux groupes de producteurs certifiés et non certifiés (Voir Figure 22). Une exception est l'accès au crédit à court terme, où les producteurs non certifiés avaient un accès légèrement meilleur par le biais de leur OPP que les producteurs certifiés. De tous les producteurs certifiés, 21 pour cent ont signalé que leur OPP leur fournissait au moins de l'équipement de protection individuel (EPI), comparé aux 13 pour cent des producteurs non certifiés (exemples des EPI : les gants, les bottes, les masques et l'habillement protecteur). Quand on observe les producteurs Fairtrade (seulement) on note que 46 pour cent recevaient au moins de l'EPI de leur OPP. Ceci est considérablement plus que les 13 pour cent pour les producteurs non certifiés.

Figure 22: Provision de services liés aux activités agricoles des OPP aux membres en 2014
(C = membres de OPP certifiés et NC = membres de OPP non certifiés.



4.1.3 Services améliorés et le support pour les membres d'OPP - systèmes de gestion

Conclusions: Presque tous les OPP avaient des politiques sur le travail des enfants et des procédures en place et un système SCI pour superviser l'utilisation des pesticides. Les OPP non certifiées ont eu une moins bonne performance sur ces points mais ont eu plus de programmes complets de conscience de l'EPI en place que les OPP certifiées.

En plus de la capacité mentionnée ci-dessus à fournir de la formation et des intrants, les OPP peuvent appliquer des politiques et des systèmes de gestion qui encouragent la performance agricole. Le sondage des OPP comprenait quelques-uns d'entre eux - par exemple l'existence de politiques sur le travail des enfants et des procédures (Voir Figure 23). Toutes, sauf deux sur trente OPP certifiées les avaient en place - une de ces deux concernées était en voie de ré-accréditation. Les OPP certifiées ont eu un meilleur score que les non certifiées. On peut aussi noter avec surprise que la plupart des OPP non certifiées avaient aussi des politiques sur le travail des enfants et des procédures en place.

Figure 23: Politiques et procédures sur le travail des enfants en place au niveau de l'OPP (C = certifiée et NC = non certifiée)

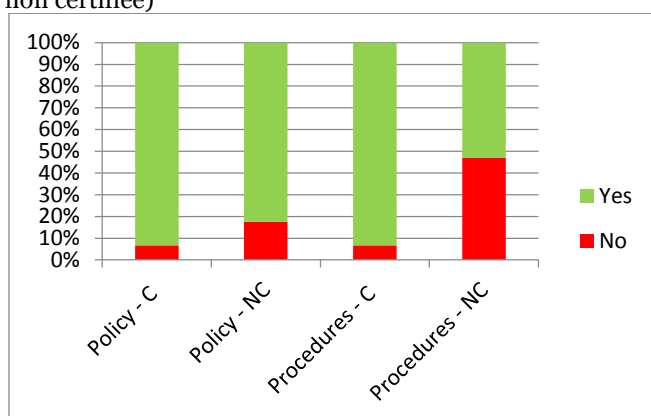
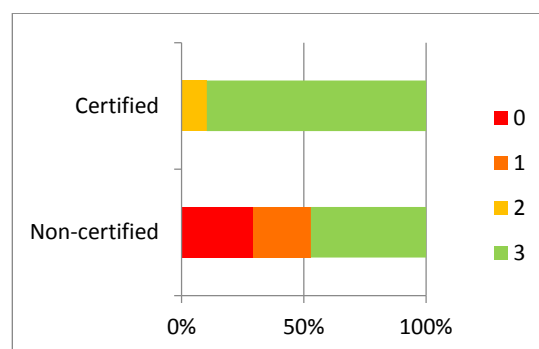


Figure 24: Système SCI avec le nombre d'indicateurs liés aux pesticides



Toutes sauf une OPP certifiée avaient un système de contrôle interne (SCI) qui supervisait l'utilisation de pesticides en termes de pesticides interdites, d'autres types de pesticides et quantités (Voir Figure 24). Approximativement la moitié des OPP non certifiées avaient un tel système complet en place. L'étendue du sondage n'a pas permis d'examiner la qualité de ces systèmes.

Parmi les OPP certifiées, 60 pour cent ont signalé avoir un programme complet de conscientisation atteignant au moins 80 pour cent de leurs membres et travailleurs, presque le même niveau pour les OPP non certifiées (Voir Tableau 12). Les OPP non certifiées ont signalé avoir des programmes de conscientisation plus rigoureux dans l'utilisation d'EPI, y compris des cours de remise à niveau. Comparées aux OPP non certifiées avec les OPP Fairtrade (seulement), les OPP certifiées montrent qu'elles ont des programmes plus rigoureux. Ceci est en quelque sorte contraire aux effets du sondage des producteurs, comme cela a été noté dans la section précédente, la distribution des EPI par les OPP aux membres a été confirmée par 46 pour cent de producteurs Fairtrade (seulement) et par 13 pour cent de producteurs non certifiés.

Il est à noter que les Standards Fairtrade n'exigent pas aux OPP de fournir des EPI à leurs membres, mais doivent appliquer des mesures pour assurer que tout le monde porte de l'EPI quand on manipule des pesticides ou des produits chimiques dangereux. Le besoin d'utilisation de l'EPI peut aussi être moins important pour les producteurs certifiés Fairtrade-Biologiques que pour les producteurs certifiés Fairtrade (seulement) dû à la nature des produits qu'ils utilisent.

Tableau 12 : Procédures OPP pour l'utilisation d'équipement de protection individuel (EPI) concernant l'utilisation de pesticides

Procédures	Certifiés	Non-certifiés
1. L'organisation n'a mené aucune activité d'information	7%	0%
2. Moins de 50 pour cent des membres ou de travailleurs ont été informés OU le contenu/la qualité de l'information était insuffisante	17%	18%
3. Au moins 50 pour cent des membres et travailleurs ont été informés ET le contenu de l'information était suffisant.	17%	24%
4. Au moins 80 pour cent des membres et travailleurs ont été informés ET le contenu était suffisant ET il y avait des matériels d'information	47%	12%
5. RANG 4 Et il y a une formation en cours/un plan de conscientisation/une formation de remise à niveau, ou il n'y a pas de pesticides ou de produits chimiques dangereux.	13%	47%

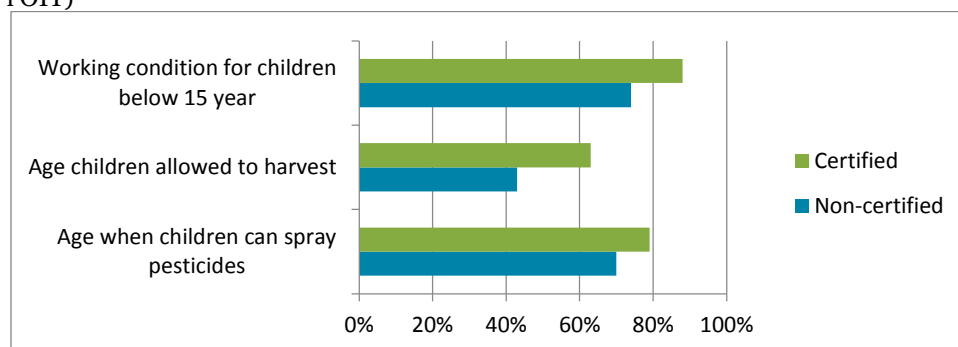
*Ces catégories ont été utilisées sur la base de critères à respecter développés par FLO-CERT pour déterminer l'accord avec le standard Fairtrade. Pour l'objectif de cette recherche, des groupes non certifiés ont aussi été examinés par l'équipe de recherche concernant les critères de respect des prescriptions FLO-CERT

4.1.4 Conscience des droits de l'homme

Conclusions: Les producteurs certifiés ont des niveaux de conscience plus élevés sur les droits de l'enfant que les producteurs non certifiés, mais cette conscience pourrait être améliorée.

Dans le sondage des producteurs, la plupart des questions concernent l'application des pratiques et non les connaissances du producteur sur les Principes et les Pratiques du Fairtrade. Un des sujets sur lesquels la connaissance du producteur a été examinée ce sont les droits de l'enfant (tels que définis par les Conventions de l'Organisation Internationale du Travail et les standards Fairtrade). Les producteurs certifiés avaient des réponses significativement meilleures que les producteurs non certifiés sur toutes les questions (Voir Figure 25). Cependant, les niveaux de conscience sur les droits de l'enfant chez les producteurs certifiés ont montré qu'il pourrait y avoir place pour une amélioration vu que 6 pour cent avaient des réponses mauvaises sur toutes les questions et seulement un tiers avait la bonne réponse sur toutes les questions.

Figure 25: Conscience sur les droits de l'enfant par les producteurs (tels que définis par les Conventions de l'OIT)



Les réponses aux questions : des heures courtes, du travail léger, en dehors des horaires scolaires, sous la supervision des parents, 15 ans, 18 ans.

Il faudrait remarquer que la question de l'âge dans lequel les enfants sont autorisés à participer à la récolte a été formulée trop strictement ; elle suggère qu'il y a un âge en dessous duquel les enfants ne sont pas autorisés à récolter. Ceci n'est pas complètement en accord avec les Standards. En fait, le Fairtrade permet

aux enfants à aider leurs parents à récolter dans l'esprit de l'apprentissage. Le travail de l'enfant est quelque chose qui peut être considéré comme positif, car il contribue au développement de l'enfant et au bien-être de la famille, y compris à la sécurité alimentaire. Il leur fournit des aptitudes et de l'expérience et aide à les préparer à être des membres productifs de la société pendant leur âge adulte. Ainsi, les enfants sous l'âge de quinze ans peuvent aider leurs parents à ramasser le coton, dans la mesure où cela se fait en dehors des horaires scolaires, ne dépasse pas un certain nombre d'heures, est supervisé, non pas forcé et ne se fait pas pendant la pulvérisation de produits chimiques.

4.2 Effets

Les résultats décrits dans la section 4.1 devaient aboutir à une performance agricole accrue. Les thèmes pertinents du Fairtrade pour cette section sont :

- L'utilisation optimale des intrants et la gestion des résultats
- Une productivité et une qualité accrue
- L'élimination des pratiques de production nuisibles
- La possession individuelle et commune des capitaux productifs

4.2.1 Utilisation optimale des intrants et gestion des résultats - technologie et travail

Conclusion: La production du coton dans les trois pays est non irriguée et semi-mécanisée (traction animale). Le système de travail dominant est la main-d'œuvre familiale et l'assistance mutuelle. Les producteurs certifiés Fairtrade (11 pour cent) et particulièrement les producteurs certifiés Fairtrade-biologiques (22 pour cent) ont fait plus usage de labeur salarié que les producteurs contrefactuels (7 pour cent).

Système agricole

Le tableau 13 montre quelques caractéristiques des systèmes de culture du coton. Les différences entre les producteurs certifiés et non certifiés ne sont pas significatives. Le cycle de la production du coton a pris généralement 120 jours. Tout le coton dans les trois pays n'était pas irrigué. Les sondages des producteurs ont montré que les taux de mécanisation étaient bas avec seulement 8 pour cent des producteurs certifiés et 13 pour cent des non certifiés utilisant un tracteur dans la préparation des champs. La traction animale était légèrement plus élevée parmi les producteurs certifiés. L'utilisation de semoirs est plus élevée parmi les producteurs non certifiés (60 pour cent) que parmi les producteurs certifiés. Les autres plantent manuellement. Les semoirs sont utilisés au Sénégal et au Mali, mais non au Burkina Faso. La quantité moyenne de coton graine par hectare est de 26 kg pour les producteurs certifiés et de 25 kg pour les producteurs non certifiés, mais la différence n'est pas significative.

Tableau 13: Caractéristiques des systèmes de culture du coton

Caractéristiques	Certifiés	Non-Certifiés
Longueur de la saison	120	120
Irrigation	0%	0%
Préparation des champs*		
(1) Aucune	7%	10%
(2) Manuelle	3%	2%
(3) Traction animale	82%	75%
(4) Tracteur	8%	13%
Ensemencement*		
(1) Manuel	45%	41%
(2) Semoir	55%	60%
Quantité de coton graine (kg per ha)	26	25

*non significatif $p > 0.1$, ** marginalement significatif $p = < 0.1$, *** significatif $p = < 0.05$

Travail utilisé

Le sondage comprenait quelques questions sur le travail utilisé, bien qu'il ne comprenne pas d'analyse détaillée sur la manière dont le travail est investi dans la ferme. Les producteurs certifiés avaient en moyenne neuf membres du ménage qui travaillaient sur la concession et les producteurs non certifiés en avaient dix. La division entre hommes, femmes et enfants en-dessous de dix-huit ans en termes du nombre de gens impliqué était approximativement égale (Voir Tableau 14). Les femmes étaient plus impliquées dans le maintien de la ferme et les activités de récoltes. Elles étaient moins impliquées dans l'application des pesticides et travaillaient moins souvent dans l'étape de la préparation du champ. L'implication des enfants du ménage en-dessous de dix-huit ans était légèrement moins importante chez les producteurs certifiés comparés aux fermes non certifiées. Ils étaient surtout très impliqués dans les activités de récoltes, mais aussi participaient régulièrement à la préparation des champs, à l'application des pesticides (contre cinq pour cent pour les producteurs non certifiés). Quand ceci concerne des pesticides conventionnels (dangereux), ceci n'est pas acceptable par les standards du Fairtrade. Il faudrait plus de recherche pour comprendre pourquoi les producteurs utilisent leurs enfants pour de telles tâches et quel type de pesticides (bio ou chimiques) cela implique.

Tableau 14 : Participation du labeur du ménage

Main d'œuvre ménagère	Certifiées			Non-certifiés		
	Femme	Homme	Enfant (<18)	Femme	Homme	Enfant (<18)
Nombre des membres du ménage œuvrant sur le champ	3.2	3.2	2.6	3.1	3.4	3.2
Activité						
Préparation du champ	27%	96%	44%	18%	94%	52%
Ensemencement	56%	94%	32%	43%	92%	51%
Maintenance	79%	94%	36%	69%	97%	52%
Application de pesticides	7%	94%	4%	6%	94%	5%
Récolte	91%	96%	54%	82%	93%	56%

Le tableau 14 se concentre sur le travail du ménage dans l'activité agricole. Dans le contexte de l'Afrique de l'Ouest, les producteurs sont souvent aidés par leur parents et voisins, comme ils les aident aussi en échange. Le sondage a montré que pour la plupart des producteurs, cette assistance mutuelle était une source importante de labeur. Les producteurs certifiés utilisent leurs voisins et parents plus fréquemment que les producteurs non certifiés. (Voir Tableau 15)

Tableau 15 : Fréquence de l'assistance mutuelle par activité

Assistance mutuelle	Certifiés	Non certifiés
Pourcentage des producteurs qui comptent sur l'assistance mutuelle	77%	68%
Activité		
Préparation du champ	27%	21%
Ensemencement	26%	22%
Maintenance	37%	36%
Application de pesticides	17%	18%
Récolte	70%	61%

En comparant les sources de main d'œuvre pour les producteurs certifiés Fairtrade (seulement), Fairtrade-Biologiques et non certifiés, nous pouvons voir que les Fairtrade (seulement) comptaient plus sur la main-d'œuvre familiale que les autres catégories et que les certifiés Fairtrade-Biologiques comptaient plus sur l'assistance mutuelle et le travail salarié (voir Tableau 16). Ceci pourrait s'expliquer par le fait que les tailles moyennes des ménages au Burkina Faso sont considérablement plus basses qu'au Sénégal, et surtout qu'au Mali. Le fait que les producteurs non certifiés au Burkina Faso aussi comptaient moins sur les membres du ménage comparé aux deux autres pays peut supporter ceci.

Tableau 16: Type de la main-d'œuvre

Main d'œuvre	Fairtrade	Fairtrade-Biologiques	Non-certifiés
Main d'œuvre ménagère			
- Femmes (<18) (nombre de personnes)	3,5	3	3,1
- Hommes (<18) (nombre de gens)	3,9	2,6	3,4
- Enfants (<18) (nombre de gens)	3,9	1,5	3,2
Assistance mutuelle (fréquence de producteurs)	61%	88%	67%
Main d'œuvre salariée (fréquence de producteurs)	11%	22%	7%

Quand les producteurs ont utilisé la main-d'œuvre salariée (14 pour cent de la taille totale de l'échantillon), c'était de manière temporaire, avec un accord verbal (il y avait seulement un producteur avec un contrat de travail permanent). Les travailleurs étaient payés de différentes manières (voir Tableau 17). La variation des salaires mentionnés est élevée. Le nombre bas de réponses et les différences par pays ont rendu impossible le calcul de moyennes représentatives ou les comparaisons entre fermes certifiées et non certifiées.

Tableau 17 : Arrangements salariaux

Arrangements de paiements	Fréquence dans l'échantillon (264)
Par hectare	15
Par jour	10
Par mois	4
Par récolte	8

4.2.2 Utilisation optimale des intrants et gestion des résultats - intrants de la ferme

Conclusion: la proportion de producteurs certifiés utilisant des intrants chimiques était considérablement plus basse que pour les producteurs non certifiés. Ceci était dû au fait que les producteurs Fairtrade -Biologiques généralement ne les utilisaient pas. L'utilisation d'engrais chimiques et de pesticides de producteurs Fairtrade (seulement) et de producteurs non certifiés était comparable. Comparés aux producteurs non certifiés, les deux groupes, Fairtrade-Biologiques et Fairtrade utilisaient plus d'engrais biologiques.

Intrants de ferme

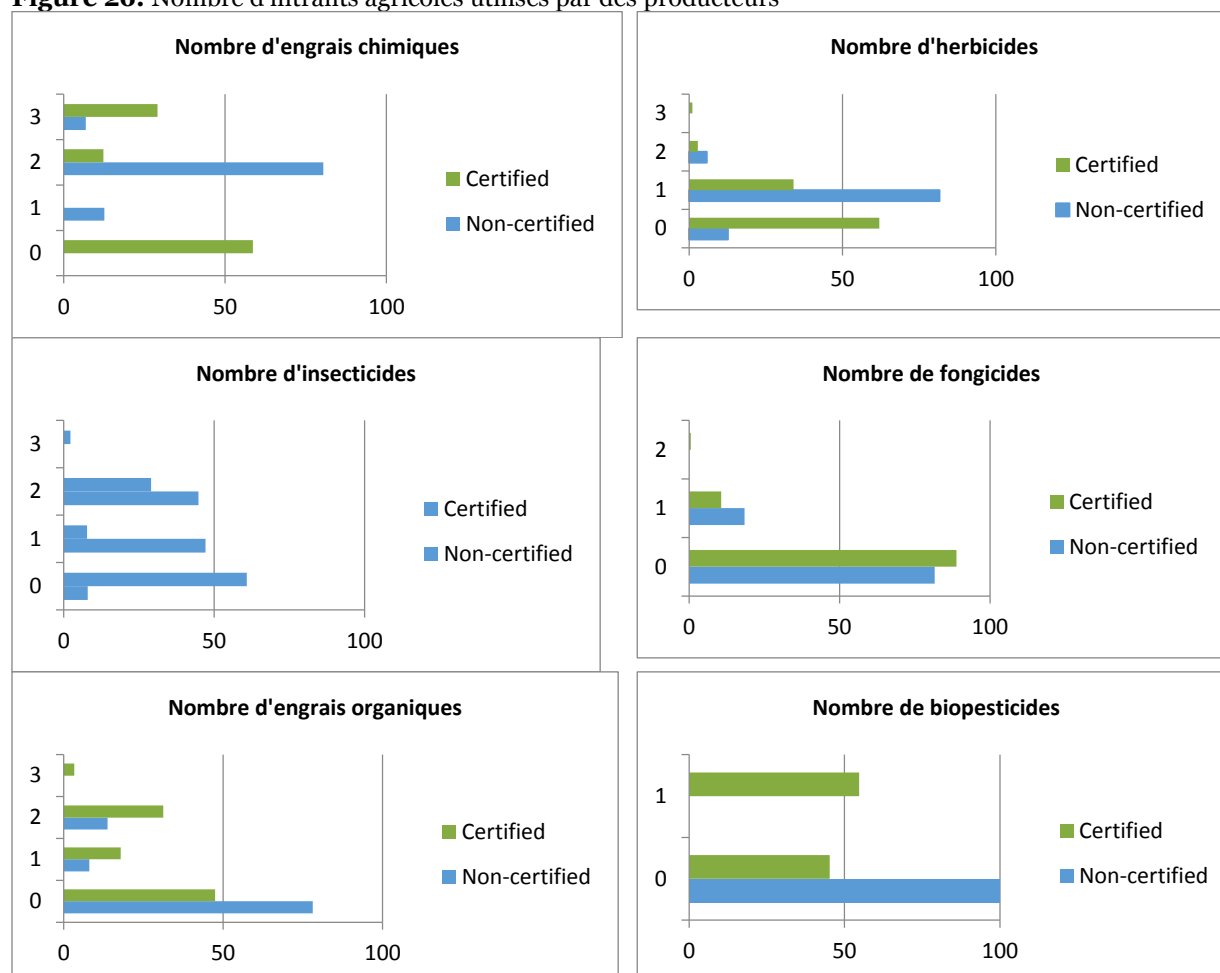
Les producteurs de coton utilisaient différents types d'intrants. La proportion de producteurs certifiés utilisant des engrais et des pesticides chimiques était plus basse comparée aux producteurs non certifiés (voir Tableau 18). Ceci est dû au fait que les producteurs certifiés Fairtrade-Biologiques n'utilisent pas de produits chimiques. En fait, une proportion légèrement plus élevée de producteurs Fairtrade (seulement) utilisaient des pesticides chimiques que les producteurs certifiés. Les producteurs certifiés de Fairtrade seulement et de Fairtrade-Biologiques utilisent des engrais biologiques plus souvent que les producteurs non certifiés.

Tableau 18 : Proportion de producteurs utilisant des intrants

Intrant	Certifiés	Non-certifiés	Fairtrade (seulement)
Engrais chimiques	41%	100%	100%
Engrais biologiques	53%	22%	27%
Herbicides	38%	87%	91%
Insecticides	39%	92%	93%
Fongicides	11%	18%	26%
Biopesticides	55%	0%	0%

La figure 26 montre le nombre d'intrants utilisés par type de producteur. Le groupe certifié comprend à la fois les producteurs Fairtrade (seulement) et les Fairtrade-Biologiques et par conséquent les producteurs certifiés utilisent considérablement moins de types d'intrants chimiques que les producteurs non certifiés. Les producteurs Fairtrade (seulement) utilisent une variété légèrement plus élevée d'intrants (ex. herbicides) que les producteurs non certifiés.

Figure 26: Nombre d'intrants agricoles utilisés par des producteurs



Dans les trois pays, le NPK et l'urée ont été prescrits par les sociétés cotonnières. Les producteurs certifiés par Fairtrade (seulement) ont appliqué NPK plus fréquemment et à des doses plus élevées que les producteurs non certifiés (voir le tableau 19). Ces derniers ont appliqué l'urée moins fréquemment et à de plus faibles doses que les producteurs non certifiés.

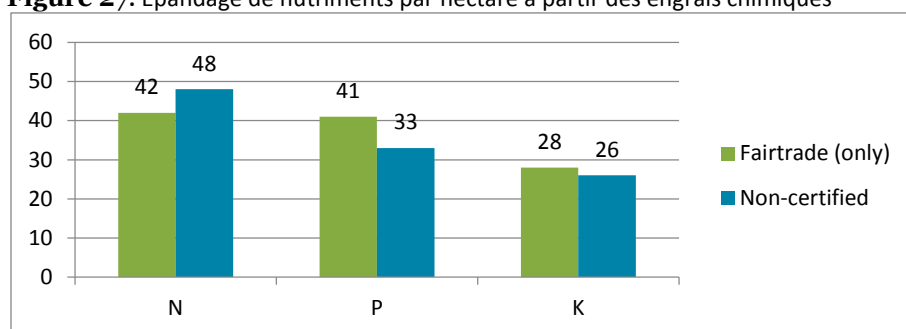
Tableau 19: L'utilisation d'engrais chimiques

	NPK		Urée	
	% d'utilisation	Quantité (kg/ha)	% d'utilisation	Quantité (kg/ha)
Fairtrade (seulement)	96%	186	60%	53
Non certifié	92%	161	83%	65

Les chiffres ci-dessus peuvent être convertis en volumes d'applications spécifiques moyennes en éléments nutritifs provenant des engrais chimiques. La figure 27 montre que les producteurs certifiés ont P élevés et les taux d'application inférieure K et N taux provenant des engrais chimiques que les producteurs non certifiée application. Considérant les recommandations strictes des sociétés cotonnières, on pourrait penser que les différences entre les pays, entre les producteurs certifiés et non certifiés seraient plus faibles. Ce ne

fut pas le cas. Il est difficile de savoir si les différences sont liées aux différentes recommandations de fertilisation par localité du pays, les différences dans l'accès aux engrais ou les décisions des producteurs soucieux d'optimiser les régimes d'engrais. L'évaluation de suivi est recommandée afin d'examiner cette situation de manière plus approfondie.

Figure 27: Épandage de nutriments par hectare à partir des engrais chimiques



Basé sur le suivant: des contenus N:P:K : Sénégal = 14:23:14, 14:18:18 = Mali, le Burkina Faso = 14:18:18

Le tableau 20 révèle le montant moyen d'engrais biologiques utilisés par les producteurs certifiés et non certifiés. En moyenne, les producteurs certifiés, et en particulier les producteurs Fairtrade-biologiques ont utilisé du compost et de fumier trois fois plus que les producteurs non-certifiés, ce qui n'est pas surprenant puisque ces producteurs n'ont pas utilisé d'engrais chimiques. Les producteurs certifiés Fairtrade seulement utilisent des engrais biologiques aussi plus que les producteurs non-certifiés.

Tableau 20: Apport d'engrais biologique

Les apports d'engrais biologiques (moyenne)	Certifiés	Non-certifiés
Fumier (kg/ha)	150	43
Compost (kg/ha)	1633	514

Le tableau 21 montre la dose recommandée par hectare pour certains des pesticides utilisés au Sénégal. Cette information a été recueillie auprès des interviews d'experts. Les principaux produits utilisés dans tous les pays ont été autorisés par Fairtrade. Nous n'avons pas obtenu les doses recommandées pour le Mali et le Burkina Faso, mais les mêmes produits ont été utilisés dans ces pays. A supposer que les doses recommandées par Sénégal s'appliquent pour tous les trois pays, il semblait y avoir une bonne prise de conscience des dosages d'Emacot et de Triumph. Presque tous les producteurs certifiés (Fairtrade seulement) et non-certifiés utilisant ces pesticides ont appliqué les doses correctes. Dix pour cent des producteurs certifiés utilisant Epcot ont utilisé deux fois plus que la dose recommandée. Moins de la moitié des producteurs certifiés utilisant Attakan ont utilisé la dose recommandée; les autres ont utilisé un litre qui est au-dessus de la dose recommandée. Tous les producteurs non-certifiés ont utilisé au moins quatre fois plus que la dose recommandée de 0,25 litres et il y avait certains producteurs qui ont utilisé 35 litres par hectare. Les deux producteurs certifiés et non certifiés ont utilisé plus que la dose recommandée de Tian. Les producteurs certifiés ont utilisé 0,25 litres au lieu de 0,2 litres, tandis que les producteurs non certifiés ont utilisé un litre en moyenne, ce qui représente 5 fois plus que la dose recommandée. Comme l'enquête a révélé de nombreux types de pesticides utilisés, il est impossible de tirer des conclusions définitives sur si les producteurs certifiés ou non certifiés utilisent plus ou moins de pesticides en termes de volume.

Tableau 21: Pourcentage de producteurs utilisant des pesticides chimiques au-dessus de la dose recommandée par la société sénégalaise de coton (seuls les producteurs qui utilisent ces produits sont inclus)

Pesticide	La dose recommandée /ha	(%) Fairtrade (seulement) au-dessus de la dose recommandée	(%) Non- certifiés au-dessus de la dose recommandée
Emacot	0.5 L	10%(n=63)	2% (n=44)
Triumph	0.25L	0%(n=54)	0%(n=36)
Attakan	0.25 L	66% (n=13)	100% (n=15)

Tian	0.2 L	100% (n=5)	100% (n=7)
Califor G	3 L	0% (n=43)	0% (n=34)

La majorité des producteurs certifiés et non-certifié par Fairtrade ont utilisé le même type de pesticides. Cependant, la variété des produits était plus grande pour les producteurs non-certifiés que les certifiés.

Le régime de pesticides par défaut prescrit par les sociétés cotonnières était le «traitement calendrier» où les producteurs pulvérisent des quantités fixées de pesticides à des moments fixes dans l'année. Il y avait la mise en œuvre très limitée de pulvérisation spécifique de stade ou un seuil qui peuvent être considérées comme des méthodes plus efficaces (voir le tableau 22). Tous les producteurs Fairtrade-biologique ont utilisé des biopesticides.

Tableau 22: Régimes de pesticides

Régime de pesticides	Fairtrade (seulement)	Fairtrade-Biologique	Non-certifiés
(1) Traitement calendrier	96%	0%	98%
(2) Le traitement au stade spécifique	0%	0%	0%
(3) Les pulvérisations de seuil	4%	0%	1%
(4) <i>Integrated Plant and Protection Management</i> (IPPM)	0%	0%	1%
(5) Biopesticides	0%	100%	0%

4.2.3 L'utilisation optimale des intrants et de la gestion des résultats - coûts

Conclusion: Ne tenant pas compte des coûts de main-d'œuvre non rémunérée, il y avait un avantage de rentabilité pour la production des fermes Fairtrade (seulement) et certainement Fairtrade-biologique par rapport aux fermes non certifiées.

L'enquête de producteurs a demandé aux producteurs de fournir les coûts totaux par saison pour des activités spécifiques (voir la figure 28 et le tableau 23). La qualité de ces données devrait être considérée avec prudence, car de nombreux producteurs n'ont pas tenu des registres. Cela n'inclut aussi des coûts du travail non rémunéré. Toutefois, il fournit toujours une indication utile. Les producteurs certifiés avaient en moyenne 65 pour cent des coûts inférieurs par hectare que les producteurs non-certifiés (96 euros par ha contre 172 Euro par ha). Cela est principalement dû aux faibles coûts d'intrants pour les producteurs Fairtrade-biologiques. Les producteurs Fairtrade (seulement) ont eu 12 pourcent des coûts inférieurs que les producteurs non certifiés. Les producteurs Fairtrade (seulement) ont eu des intrants, de l'équipement (aucun) et d'autres coûts plus inférieurs que les producteurs non-certifiés. La production Fairtrade-biologique avait des coûts des intrants considérablement inférieurs.

Figure 28: Les coûts agricoles par ha divisés par catégorie de coûts

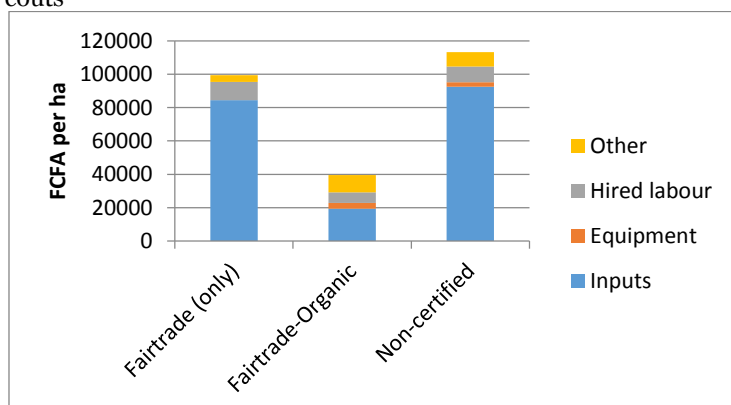


Tableau 23: Total des coûts agricoles par ha

	FCFA par ha
Fairtrade (seulement)	99,325
Fairtrade-Biologique	39,439
Non-certifiés	112,515

4.2.4 La qualité et de la productivité améliorée

Conclusion: Les producteurs certifiés Fairtrade (seulement) avaient des rendements similaires aux producteurs non certifiés. Les producteurs certifiés Fairtrade-Biologique avaient des rendements nettement inférieurs. Ces données doivent être considérées avec précaution car la tenue des dossiers était généralement de moyenne à mauvaise à la fois au niveau de ferme et de l'OPP. Les normes générales de qualité des produits étaient élevées pour les producteurs certifiés et non certifiés, mais pas toujours connu.

Productivité

Cette étude a recueilli des données provenant de différentes sources pour estimer la productivité. Selon les enquêtes auprès des producteurs, le rendement moyen de la saison 2013/14 pour les fermes certifiées Fairtrade (seulement) était 986 kg de coton grain par hectare (voir la figure 29). Ce chiffre est légèrement inférieur à celui du coton conventionnel (1027 kg / ha). Le coton Fairtrade-biologique a eu un rendement significativement inférieur de 517 kg / ha.

Les données que nous avons recueillies auprès des organisations du second degré a montré une situation identique, bien que celles de certifiés par Fairtrade était légèrement plus élevées que conventionnel et Fairtrade-Biologique a montré encore plus bas que les données de ferme (voir Figure 31). Les données recueillies auprès des organisations de premier degré ont montré une baisse des rendements considérable pour les producteurs certifiés par Fairtrade (voir Figure 30). Il convient de noter qu'en raison de problèmes de communication, pas de données ont été recueillies aux OPP de premier degré au Mali.

Figure 29: Rendement selon les enquêtes auprès des producteurs (kg / ha pour la saison 2013/14)

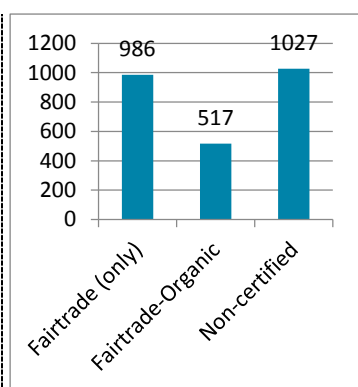


Figure 30: Les rendements selon des organisations de premier degré (de la saison 2013/14 –des données du Mali ne sont pas disponibles)

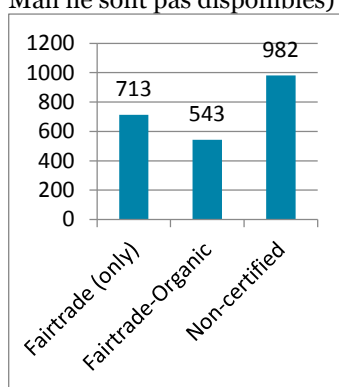


Figure 31: Les rendements selon les organisations de second degré

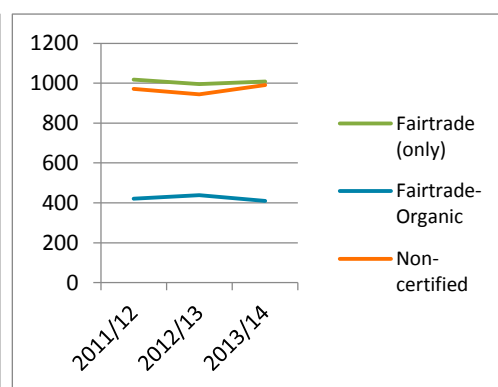


Tableau 24: Le rendement moyen par pays et de l'accréditation, selon les sondages auprès des producteurs (2013/2014)

	Burkina Faso	Mali	Sénégal	Total
Fairtrade (seulement)	1129	925	987	986
Fairtrade-Biologique	553	493	433	517
Conventionnel	1116	1089	912	1027

Basé sur les données agricoles, la productivité était la plus élevée au Burkina Faso pour les producteurs certifiés et non certifiés (voir le tableau 24). Des données provenant des OPP de second degré ont révélé des rendements relativement stables par ha dans les trois dernières saisons pour les producteurs certifiés et non certifiés. Cependant, quand on regarde les données par pays, on constate une tendance à la baisse au

Sénégal (ce qui correspond aux statistiques nationales présentées dans le chapitre 2) et une (forte) tendance à la hausse au Mali et (légèrement) une tendance à la hausse au Burkina Faso. Les enquêtes de OPP de premier degré comportent une question de savoir si les gens pensaient la productivité avait changée au cours des trois dernières saisons; environ les deux tiers des OPP certifiées et non certifiées au Burkina Faso et au Sénégal ont rapporté une diminution des rendements et un tiers d'eux ont pensé qu'il y avait une augmentation. Une part plus importante des OPP de premiers degrés certifiés a connu des tendances positives de la productivité (39 pour cent des OPP certifiées par rapport à 27 pour cent des OPP non certifiées).

Les raisons les plus importantes pour changements dans les rendements (à la fois positifs et négatifs) selon les organisations de premier et deuxième degré étaient: les bonnes pratiques agricoles, le climat et les précipitations, et la qualité de coton graine (voir le tableau 25). Parmi les OPP non certifiées, la dégradation des sols a été indiquée comme étant le facteur le plus important de changement dans les rendements, suivi par le respect des bonnes pratiques agricoles et le climat et les précipitations.

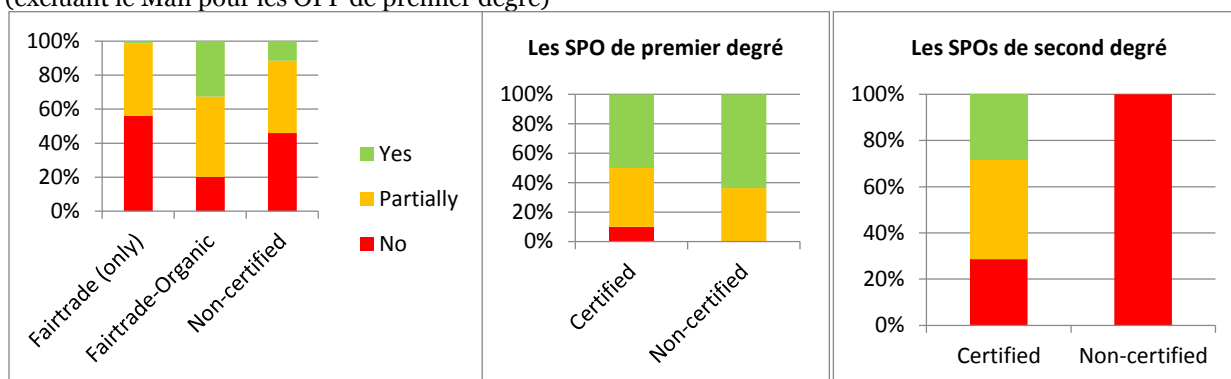
Tableau 25: De fréquence dans les réponses de facteurs qui influencent sur le rendement selon les OPP

Facteur	Certifiés	Non-certifiés
Bonnes pratiques agricoles	53%	42%
La qualité de coton graine	36%	0%
L'utilisation de pesticides	25%	17%
L'utilisation d'engrais	18%	17%
Utilisation de la technologie	11%	25%
La dégradation des sols	29%	58%
Climat / précipitations	39%	33%

La tenue de registres

La fiabilité des données sur la productivité au-dessus dépendait en partie de la capacité des producteurs et des OPP de tenir des registres. Ceci variait considérablement: les producteurs certifiés et des organisations du second degré ont démontré de meilleures pratiques de tenue de dossier que les producteurs non-certifiés, mais des OPP non certifiés premier degré ayant de meilleurs rendements que ceux des OPP certifiées. (Voir figure 32).

Figure 32: Les pratiques de tenue de registres à la ferme, les organisations de premier et de second degré (excluant le Mali pour les OPP de premier degré)



La qualité des produits La plupart des producteurs (905) connaissaient le niveau de qualité de leur coton. Parmi ceux-ci, tous sauf un avaient la qualité de premier degré (voir la figure 33). Les niveaux de la méconnaissance sur les grades de qualité étaient plus élevés chez les producteurs non certifiés et plus bas parmi les producteurs certifiés Fairtrade-Biologique (voir Figure 34).

Figure 33: La production de coton de degré de qualité

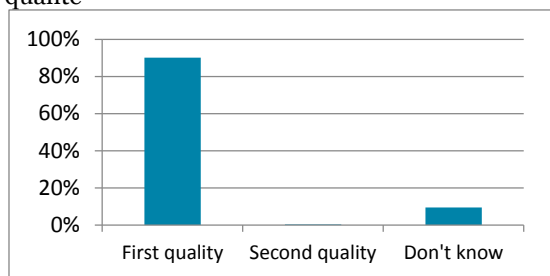
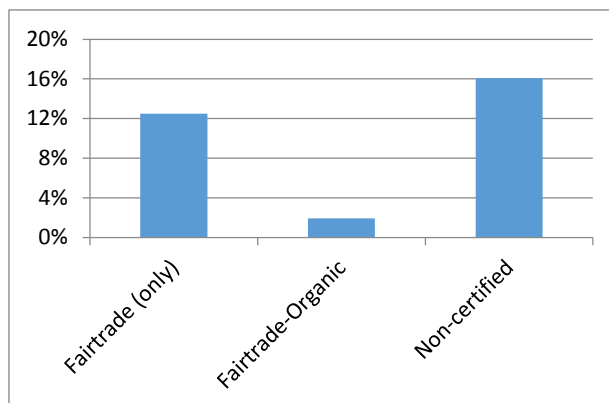


Figure 34: Le pourcentage des producteurs qui ne connaissent pas leur niveau de qualité



4.2.5 Elimination des pratiques de production dangereuses

Conclusion: Les producteurs certifiés ont obtenu des effets légèrement meilleurs sur les pratiques environnementales que les producteurs non-certifiés.

Le tableau 26 montre des effets des producteurs sur diverses pratiques environnementales pour les producteurs certifiés et les producteurs non-certifiés. Ceci est basé sur les enquêtes auprès des producteurs. Les pratiques de rotation des cultures étaient similaires. Cela ne surprend pas car le système de coton prévu à l'Afrique de l'Ouest est basé sur la rotation. Par exemple, la CMDT au Mali exige les producteurs de cultiver un maximum de 33 pour cent de leurs terres avec du coton et ils devraient faire encore la rotation des cultures. Les enquêtes ont montré que la rotation était la plus fréquente avec des grains et des légumineuses. Les grains les plus populaires étaient le sorgho, le maïs et le millet. Les légumineuses les plus populaires étaient l'arachide et le niébé.

Les producteurs certifiés avaient en moyenne un arbre de plus par hectare de champ de coton que les producteurs non-certifiés (non significatif). Ils ont également obtenu des effets légèrement meilleurs sur les mesures anti-érosion. La mesure de lutte contre l'érosion la plus fréquemment utilisée était l'utilisation de barrières de pierre (56 pour cent). Un tiers des producteurs certifiés n'a toujours pas utilisé les mesures anti-érosion (et 47 pour cent des producteurs non-certifiés).

La majorité des producteurs certifiés (71 pour cent) ont brûlé leurs résidus de cultures (et 79 pour cent pour les producteurs non-certifiés). Les producteurs certifiés ont obtenu des effets légèrement meilleurs que les producteurs non-certifiés en termes de remise à niveau et de réutilisation des résidus de récolte.

L'enquête comprenait également une question sur d'autres activités génératrices de revenus au niveau des ménages (voir rubrique 4.3.). Les réponses ont montré que dix pourcent des ménages d'producteurs certifiés et quinze pourcent des ménages d'producteurs non certifiés ont produit du charbon de bois. Dans le Sahel, cette activité est considérée comme non durable qu'elle contribue à la désertification.

Tableau 26: Aperçu de la performance des producteurs sur les pratiques environnementales

Pratique	Certifiés	Non-certifiés
Rotation des cultures	96%	99%
Années de production de coton avant la rotation	1,5	1,4
Années de culture avant la période de jachère	4,7	5,9
Durée de jachère (en années)	3,8	4,4
Arbres par hectare en champ de coton *	8,6	7,6

Les mesures anti-érosion	67%	53%
(1) (1) barrières de pierre pour empêcher l'eau de couler au large / ralentir l'eau * *	56%	45%
(2) des digues pour empêcher l'eau de couler au large / ralentir l'eau *	10%	5%
(3) La plantation de cultures anti-érosion, par exemple les herbes sur les pentes *	14%	16%
(4) La construction de crêtes dans toutes les directions *	6%	6%
(5) La construction des nervures le long de pistes (opposée à la direction de la pente) *	1%	0%
L'utilisation de résidus de récolte *		
(1) Laisser dans le champ	5%	5%
(2) Bruler	71%	79%
(3) Labourer le sol	16%	14%
(4) Le compostage, la construction ou les biocarburants	7%	2%
La production de charbon de bois comme une activité génératrice de revenus	10%	15%

* pas significative $p = >0.1$, ** marginalement significative $p = <0.1$, *** significative $p = <0.05$

Il y avait des différences significatives dans l'utilisation des équipements de protection individuelle (EPI) dans l'utilisation des pesticides. Dix pour cent des producteurs Fairtrade (seulement) et 28 pour cent des producteurs non certifiés n'utilisent pas d'EPI (voir le tableau 27). Presque trois quarts des producteurs certifiés et 31 pour cent des producteurs non certifiés utilisant des pesticides ont utilisé EPI de base mais pas toujours systématiquement. Les producteurs non certifiés surperforment les producteurs Fairtrade (seulement) en ce qui concerne l'utilisation cohérente des EPI (41 pour cent contre 16 pour cent). Ces effets ont été significatifs et en partie ils correspondent avec les effets de l'enquête OPP montrant que les OPP non-certifiés ont rapporté d'avoir des procédures d'EPI plus rigoureuses en place que les OPP certifiés (voir section 4.2 - mais cela n'a pas été confirmée par les enquêtes auprès des producteurs).

Tableau 271: Utilisation de l'équipement de protection individuelle

Utilisation de l'EPI*	Fairtrade (seulement)	Non-certifiés
(1) Pas de mesures mises en œuvre. Les membres / ouvriers travaillent sans protection comme pratique courante.	10%	28%
(2) Les mesures de base ont été mises en œuvre, mais il n'est pas utilisé en tout temps ou de travailleurs sont facturés pour les EPI	74%	31%
(3) Des mesures ont été mises en œuvre et les membres ont accès à EPI et les travailleurs sont fournis avec EPI essentiel gratuitement et son utilisation est appliquée.	16%	41%

* Ces catégories ont été sur la base de critères de conformité développés par FLO-CERT pour déterminer la conformité à la norme Fairtrade.

Aux fins de cette recherche, les groupes non-certifiés ont également été interrogés par l'équipe de recherche utilisant les critères de conformité FLO-CERT.

4.2.6 La propriété individuelle et conjointe des actifs productifs

Conclusions: Il n'y avait pas de différences significatives entre les producteurs certifiés et non certifiés dans la propriété des actifs productifs. Des hommes possédaient plus de terres agricoles que les femmes. Les producteurs certifiés, notamment les hommes, possédaient plus souvent une vache.

En termes de propriété individuelle des actifs productifs, il n'y avait pas de différences significatives entre les producteurs certifiés et non certifiés. Cependant, les hommes possédaient plus de terres agricoles que les femmes (11 ha contre 7 ha) (voir le tableau 28). Les vaches et les tracteurs ont été utilisés dans la préparation des terres pour la production de coton. Environ les deux tiers des producteurs possédaient au moins une vache qui pourrait être utilisée pour la préparation des terres. La propriété de vache par les femmes était plus élevée chez les producteurs non-certifiés que chez les producteurs certifiés. La propriété de tracteur était très faible.

Tableau 28: Possession des actifs productifs des ménages

	Tous		Hommes		Femmes	
	Certifiés	Non-certifiés	Certifiés	Non-certifiés	Certifiées	Non-certifiées
La terre agricole (ha)	10.0*	10.4*	11.4	11.5	7.2	7.0
Vache	68%*	62%*	77%	61%	52%	67%
Tracteur	3%*	1%*	3%	2%	5%	0%

* pas significative $p = >0.1$, ** marginalement significative $p = <0.1$, *** significative $p = <0.05$

4.3 Impact

Amélioration des performances de l'agriculture peut avoir un impact positif au niveau des ménages. Cette section présente quelques-uns des impacts possibles.

- Revenu de ménage, les actifs et les niveaux de vie améliorés
- Moins de la vulnérabilité, accroître la sécurité alimentaire

4.3.1 Revenu de ménage, les actifs et les niveaux de vie améliorés

Conclusion: Pour des producteurs certifiés et non-certifiés, le coton représente la source principale de revenu pour le ménage et sa part dans le revenu total du ménage est comparable pour les deux groupes. Les autres sources de revenu les plus fréquentes sont les autres activités agricoles, le bétail et le commerce. Pour la plupart des producteurs (certifiés ou de contrôle) le revenu total du ménage a augmenté ces dernières années.

Le coton représentait plus de 50 pour cent du revenu total du ménage pour plus de la moitié de l'échantillon (voir Figure 35). Cette part est comparable à travers les producteurs certifiés et non-certifiés. Pour deux pour cent des producteurs, à la fois les certifiés et les non-certifiés, le coton était la seule source de revenu pour le ménage. L'autre source de revenu la plus commune pour le ménage est la culture d'autres plantes (voir Tableau 29) ; beaucoup de producteurs produisaient et vendaient des graines et des légumes secs et quelques-uns

produisaient aussi des légumes ordinaires et des fruits. Le bétail était une autre source de revenu pour plus de la moitié des ménages. Le petit commerce était une activité qui produisait un revenu pour un quart des producteurs et les transferts d'argent par des membres de la famille étaient une source de revenu pour approximativement 15 pour cent.

Figure 35: La part des revenus du coton dans le total du revenu du ménage

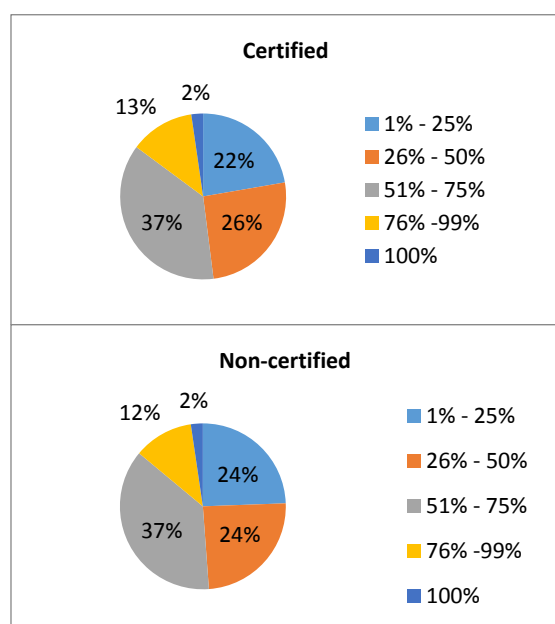
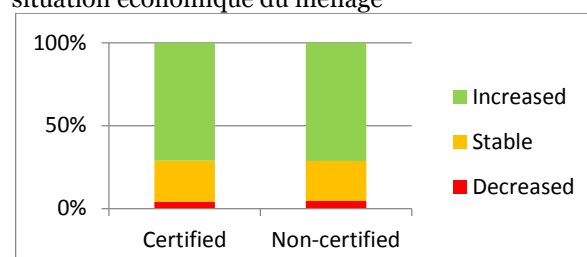


Tableau 29: Fréquence d'autres activités génératrices de revenu

Activité	Certifié	Non-certifié
Agriculture (excluant le coton)	77%	83%
Bétail	51%	62%
Pêche	2%	0%
Produits forestiers non ligneux	2%	1%
Travail de ferme	2%	2%
Travail hors ferme	2%	1%
Commerce	24%	22%
Production de charbon de bois	10%	15%
Artisanat	7%	3%
Construction	4%	1%
Transfert	18%	14%

Les producteurs certifiés et non-certifiés ont répondu de même manière à la question s'ils percevaient un changement dans la situation économique de leur ménage ces dernières années (voir Figure 36). Un pour cent a perçu une augmentation et quatre à cinq pour cent une diminution. Il y avait une corrélation positive modérée entre ces producteurs qui ont connu une augmentation de profitabilité (ce qui est discuté dans la section 5.2.2) et ceux qui ont perçu une amélioration de la situation économique du ménage. Les producteurs au Burkina Faso étaient les plus satisfaits (81 pour cent) suivis par le Sénégal (63 pour cent) et le Mali (59 pour cent)

Figure 36: Perception de changements dans la situation économique du ménage



4.3.2 Moins de vulnérabilité, sécurité alimentaire accrue

Conclusion: Les producteurs certifiés et non-certifiés avaient un profil similaire concernant la sécurité alimentaire et la nécessité d'emprunter un peu d'argent ou vendre des biens de production pour faire face aux chocs.

Les producteurs certifiés et non-certifiés ont donné presque les mêmes réponses sur leur besoin de d'emprunter de l'argent ou de vendre des biens de production pour faire face aux chocs tout comme quand ils connaissaient une insuffisance alimentaire (voir Tableau 30)

Tableau 30: Indicateurs de vulnérabilité économique et de sécurité alimentaire

Question	Réponses	Certifiés	Non-certifiés
Avez-vous eu à (1) emprunter de l'argent, (2) vendre des biens de production pour faire	Non	68%	62%
	Oui	32%	38%

face à des chocs naturels, médicaux ou autres en 2014 ?			
Avez-vous l'année dernière connue des périodes d'accès inadéquat à la nourriture pour le ménage ?	Non	70%	71%
	Oui	30%	29%
	Nombre de mois	2,4	2,7

5. Accès amélioré au marché

Fairtrade encourage le commerce équitable à la fois comme un moyen pour améliorer les moyens de subsistance des producteurs et comme un objectif en soi. Cette recherche n'a pas inclus la chaîne d'approvisionnement dans son étendue mais s'est concentrée aux aspects de l'accès au marché pour les producteurs et les OPP

Figure 37: Théorie du changement Fairtrade: *Accès amélioré au marché*

Intervention	Résultat	Effets	Impacts
<ul style="list-style-type: none"> • Prix Minimum du Fairtrade • Prime du Fairtrade • Standard commercial du Fairtrade • Services de support au Producteur • Instituer des marchés Fairtrade 	<ul style="list-style-type: none"> • Accès accru aux conditions du Fairtrade 	<ul style="list-style-type: none"> • Des entreprises robustes et viables pour le petit producteur • Croissance avec intégrité dans le Fairtrade 	<ul style="list-style-type: none"> • Revenu ménager, biens de production, et niveaux de vie améliorés

Ce chapitre traite des intrants, des résultats et des effets. Les impacts ont été discutés dans le chapitre 4 et ne seront pas décrits dans celui-ci.

Comme décrit dans la Figure 37, le Fairtrade a beaucoup d'instruments pour encourager le commerce équitable. Les plus pertinents pour cette étude sont le Prix Minimum, la Prime Fairtrade payée aux OPP. La norme commerciale de Fairtrade peut aussi influencer les relations commerciales entre OPP et leurs acheteurs. Les services de support au producteur peuvent supporter les OPP dans le développement de compétences commerciales et en créant des liens entre marchés. Les activités de marketing de Fairtrade devraient améliorer la demande d'ensemble pour les produits Fairtrade.

5.1 Résultat

Les thèmes pertinents liés aux résultats de la Théorie du changement Fairtrade sont, pour cette section : Un accès significatif et durable aux marchés Fairtrade

- Un accès significatif et durable aux marchés Fairtrade
- Des relations commerciales solidaires
- Des prix équitables et une protection contre la volatilité

5.1.1 Un accès significatif et durable aux marchés Fairtrade et des relations commerciales solidaires

Conclusion: *Un accès durable aux marchés exclusifs Fairtrade était un problème. Seuls deux sur huit titulaires de certificats pouvaient vendre leur production comme certifiée. Les Fairtrade-Biologiques avaient une meilleure assimilation de marché. Le haut degré d'organisation du secteur dans tous les trois pays a ajouté à la complexité de la création de relations commerciales plus transparentes et directes entre producteurs et acheteurs. De telles relations étaient vraiment absentes.*

L'organisation des secteurs cotonniers au Sénégal, Mali et Burkina Faso a déterminé dans une très grande mesure comment l'accès au marché des OPP et de leurs membres était organisé.

Les producteurs de coton avaient du mal à vendre leur coton en graine. Ils étaient autorisés à vendre seulement à la société cotonnière

qui était obligée d'acheter tout le coton des producteurs dans sa zone d'approvisionnement. Chaque OPP livrait à une usine d'égrenage spécifique. Les distances moyennes entre les OPP et leurs usines variaient de 54 km au Sénégal et 76 au Mali à 384 au Burkina Faso. Le tranOPPr à l'usine était organisé par la société cotonnière.

Les statistiques officielles Fairtrade ont montré qu'un accès durable aux marchés Fairtrade était un problème au Sénégal et au Mali. Des volumes importants de production certifiée n'ont pas été vendus sur des marchés Fairtrade. Au Burkina Faso les statistiques n'ont pas montré de problème. Ceci a été confirmé par les sondages OPP. Au Burkina Faso, tout le coton (Fairtrade-Biologique) est vendu sous les conditions Fairtrade, tandis qu'au Sénégal et au Mali, quelques OPP ne pouvaient rien vendre ou ne vendaient qu'une part de leur coton certifié sous les conditions Fairtrade. Dans certains cas, le marketing du coton était encore en attente, tandis que dans d'autres cas il avait été vendu comme du coton conventionnel. Au cours des trois dernières années, deux sur huit OPP étaient capables de vendre tout leur coton comme certifié. Plusieurs OPP n'ont rien pu vendre sous les conditions Fairtrade en une ou plusieurs années. L'accès au marché est particulièrement problématique pour le coton certifié Fairtrade (seulement) mais moins pour le coton Fairtrade-Biologique.

Comme expliqué dans le chapitre 2, il n'a pas été possible de produire des chiffres fiables pour la production et le marketing du coton certifié. Les sondages des OPP ont montré que quelques titulaires de certificats comprenaient peu le statut réel de savoir si le coton était vendu contre les conditions Fairtrade ou non. Il pouvait se passer des mois et parfois plus d'une année entre la récolte et la confirmation que le coton avait été vendu. Particulièrement au Mali, il n'était pas clair si et combien de coton certifié avait été vendu. Tout le coton au Mali, y compris celui certifié, était commercialisé par la société nationale CMDT. La CMDT informait de temps en temps si le coton était encore dans ses dépôts ou avait été vendu sous des conditions Fairtrade ou avait été vendu comme du coton conventionnel. Les chiffres fournis par Fairtrade montrent que des volumes importants n'avaient pas été vendus comme certifiés (exemple au Mali, rien en 2013 et seulement 40 pour cent en 2014). De même au Sénégal, beaucoup de OPP manquent d'information sur le marketing du coton, bien que cette information est présente au niveau de la SODEFITEX. Au Burkina Faso, toutes les OPP, y compris de premier degré, avaient une information à jour.

Le haut degré d'organisation du secteur dans les trois pays ajoutait à la complexité en créant des relations plus transparentes et directes entre les producteurs et les acheteurs. Par exemple, au Mali, en dépit d'un logging sérieux, il était interdit d'exporter du coton directement ; tout le coton était commercialisé par la CMDT.

5.1.2 Des prix équitables et une protection contre la volatilité

Conclusion: Les prix pour le coton conventionnel étaient en-dessous du Prix Minimum Fairtrade. Les producteurs vendant leur produit comme Fairtrade recevaient un prix différent entre huit et dix-huit pour cent au-dessus du prix conventionnel. Les producteurs vendant comme Fairtrade-Biologique recevaient un prix différent entre 27 et 60 pour cent. La Prime Fairtrade payées aux OPP était une somme additionnelle de treize à quatorze pour cent par kilo ou bien € 8,50 par membre certifié. A cause de problèmes avec l'assimilation du marché, plusieurs producteurs et des OPP ne recevaient pas des avantages.

Les Prix Minimum Fairtrade et les Primes pour le coton conventionnel étaient posés à:¹²

- € 0.42 par kg de coton en graines = 275 FCFA
- € 0.05 par kg de coton en graines = 33 FCFA

Les Prix Minimum Fairtrade les Primes pour le coton biologique étaient posés à:¹³

- € 0.50 per kg de coton en graines = 328 FCFA
- € 0.05 per kg de coton en graines = 33 FCFA

Etant donné les conditions du marché dans les trois dernières saisons, le prix du coton conventionnel a été plus bas que le Prix Minimum Fairtrade. Ceci signifiait que les volumes vendus comme certifiés (sous les conditions Fairtrade) recevaient un prix différentiel comparé au coton conventionnel. Le tableau 31 montre que ce que les producteurs recevaient quand ils vendaient du coton certifié - comparé au coton conventionnel. S'ils vendaient sous les conditions Fairtrade, les producteurs recevaient un prix d'environ le Prix Minimum Fairtrade. Ceci est en accord avec la régulation Fairtrade, car le prix est payé au titulaire du certificat qui peut déduire quelques frais. Comme expliqué plus haut, au Sénégal et au Mali quelque coton produit comme certifié n'a pas été vendu comme Fairtrade et en conséquence les producteurs n'ont pas reçu le prix différentiel. Afin de garder les producteurs motivés pour continuer à produire Fairtrade-Biologique, un des titulaires de certificat a payé une petite prime aux producteurs venant de ses propres ressources.

Pour les paiements de la Prime Fairtrade à l'OPP, il n'y a pas la transparence au sein des OPP qui ne savaient pas - ou dont la bonne gestion était quasi inexistante de - combien avait été vendu comme certifié. Les OPP de premier niveau sont généralement inconscients de cette situation, mais quelques titulaires de certificat sont incapables de tirer ou de présenter la situation clairement. Par exemple, deux titulaires de certificat au Sénégal ont présenté les rapports de prime déjà perçu, mais la quantité commercialisée auquel on faisait allusion n'était pas clair. Un titulaire de certificat au Mali a rapporté une prime de 14 FCFA par kilo trois saisons passées; trois saisons passées.

Ceux de l'OPP qui ont eu une administration normale étaient capables de montrer que la Prime Fairtrade qu'ils ont reçue était presque proche à celle des prix Fairtrade officiels. Un des titulaires de certificat au Sénégal a reçu une Prime Fairtrade entre 30 à 33 FCFA par kilogramme dans les trois dernières saisons. Le titulaire de certificat au Burkina Faso, lui a signifié une Prime Fairtrade stable de 34 FCFA dans les 3 dernières saisons. Ces primes ont correspondu à une moyenne de 8.50 € par membre de l'OPP certifiée.

¹² Voir www.fairtrade.net ; ces prix sont valables depuis 2011.

¹³ Voir www.fairtrade.net ; ces prix sont valables depuis 2011.

Le tableau 31 : Assimilation du marché, prix et primes Fairtrade minimales pour coton graine certifié entre 2011/12 et 2013/14

Titulaire de certificat	% de production certifiée vendue comme certifiée	Prix reçu pour production certifiée (FCFA/kg)		Prime pour ventes certifiées (FCFA/kg)
		Vendu comme certifié	Vendu comme conventionnel	Vendu comme certifié
Sénégal				
- 1 Fairtrade-Biologiques	100%	325	n/A.	30-33
- 2 Fairtrade (uniquement)	Aucun rapport disponible, mais 100%	275	255	Oui, mais le prix n'est pas connu
Burkina Faso				
- Fairtrade-Biologiques	100%	325-375	n/A.	34
Mali				
- 1 Fairtrade-Biologiques	0% -100%	328	235-255 (300*)	Oui, mais inconnu pour quel volume
- 3 Fairtrade (uniquement)	Aucun rapport disponible, mais <100%	275	235-255	Aucun rapport disponible

* Ceci reste le prix à payer par le titulaire de certificat à ses membres, bien que l'OPP n'ait pas encore vendu le coton dans des conditions exigées par Fairtrade.

Le tableau 32 montre l'évolution des prix et son écart au fil du temps. Au Sénégal, les prix pour toutes les catégories sont restés constants au fil des années. En général le changement des prix a été limité ces dernières années en ce qui concerne le coton conventionnel. Un regard vers le développement de prix chaque année, nous a montré que les prix Fairtrade-organique au Burkina Faso ont dépassé le Prix Fairtrade Minimal. Pendant les trois dernières saisons, le Prix Fairtrade Minimal était approximativement 8 pour cent de plus que les prix conventionnels au Sénégal et entre 8 pour cent et 17 pour cent de plus au Mali. Pour Fairtrade-Organique, l'écart des prix a représenté un prix plus élevé de 27 pour cent au Sénégal et 33 pour cent de plus, 60 pour cent au Burkina Faso en comparant à celui de prix conventionnel.

Le tableau 32: Prix conventionnels et différentiels reçus pour Fairtrade et coton graine Fairtrade-Biologique (en FCFA)

	2011/12			2012/13			2013/14		
	Conventionnel	Fairtrade	Fairtrade-Biologique	Conventionnel	Fairtrade	Fairtrade-Biologique	Conventionnel	Fairtrade	Fairtrade-Biologique
Burkina Faso	245	n/A.	+80	245	n/A.	+105	235	n/A.	+140
Mali	235-255	+45	+93	255	+20	0/?	250	0	0/65*
Senegal	255	+20	+70	255	+20	+70	255	+20	+70

* Ceci est la prime payée par le titulaire de certificat à ses membres, bien que le coton reste encore invendu ou non certifié au moment de l'enquête.

5.2 Les Effets

Les thèmes pertinents liés aux résultats de la Théorie du changement Fairtrade pour cette section sont :

- Développement des marchés
- Amélioration du pouvoir de négociation, de contrôle et /ou la propriété des chaînes d'approvisionnement
- Augmentation de la rentabilité, risque réduit pour les OPP et leurs membres

5.2.1 Développement des marchés et l'amélioration du pouvoir de négociation, de contrôle et/ ou la propriété des chaînes d'approvisionnement

Conclusion: Pour raison de l'organisation de secteur de haut en bas, les producteurs avaient l'influence limitée sur des négociations des prix. Les quelques OPP ayant le contact direct avec des acheteurs internationaux, ont estimé qu'il a eu une grande capacité pour négocier.

Les relations de chaîne d'approvisionnement dans le secteur de coton de l'Afrique occidentale sont organisées par les entreprises de coton. Et comme conséquence, l'OPP ne connaissait pas généralement les acheteurs de leur coton. Aucune des OPP non-certifiées ne connaissait les entreprises qui achetaient de l'entreprise de coton et aucune des OPP certifiés du premier degré ne connaissait les acheteurs de leur coton. Pour les OPP certifiées, deux titulaires de certificats au Sénégal (sur trois) et un au Mali (sur quatre) connaissaient un à trois acheteurs, généralement jusqu'au niveau de fabricant. Deux de ces trois étaient disposés aux négociations avec des clients et ont par la suite estimé qu'ils étaient capables de négocier. Cependant, les producteurs et les titulaires de certificat n'ont pas l'influence de négociateur sur les prix ainsi sur les conditions de ventes du coton conventionnel, inclus sur les paiements. Ceci est déterminé au niveau de secteur et les producteurs peuvent seulement influencer leur représentation nationale. Excepté au Burkina Faso, où le titulaire de certificat est producteur en contrepartie au niveau national et a l'influence (potentiellement) plus directe qu'au Sénégal ou au Mali.

5.2.2 Augmentation de la rentabilité, risque réduit pour aux membres de l'OPP

Conclusion: Admettant que l'intérêt du marché global pour la production certifiée, le donné disponible suggère que les producteurs Fairtrade certifiés seront plus profitable par hectare au Mali et profitable également au Sénégal par rapport aux producteurs conventionnels. L'attestation Fairtrade-Biologique serait plus profitable par hectare que la culture conventionnelle non certifiée au Burkina Faso, tandis qu'il est moins rentable au Sénégal et au Mali. Cependant, les petites parcelles de coton pour le producteur Fairtrade-Biologique réduisent considérablement le revenu agricole total en comparaison au Fairtrade (uniquement) et aux producteurs non-certifiés. Soixante-dix pour cent des producteurs certifiés et contrôles sont satisfaits de la rentabilité de coton. Un peu plus des producteurs certifiés ont connu une augmentation de la rentabilité dans la production de coton ces dernières années.

La certification Fairtrade a eu une influence positive sur le revenu brut de l'OPP à travers la Prime Fairtrade. La compensation de coton rassemblé par les membres était semblable pour le coton certifié et non-certifié et a été mis à l'échelle nationale. L'enquête n'a pas rassemblé les coûts de la certification, de l'audit ainsi que celui de la gestion.

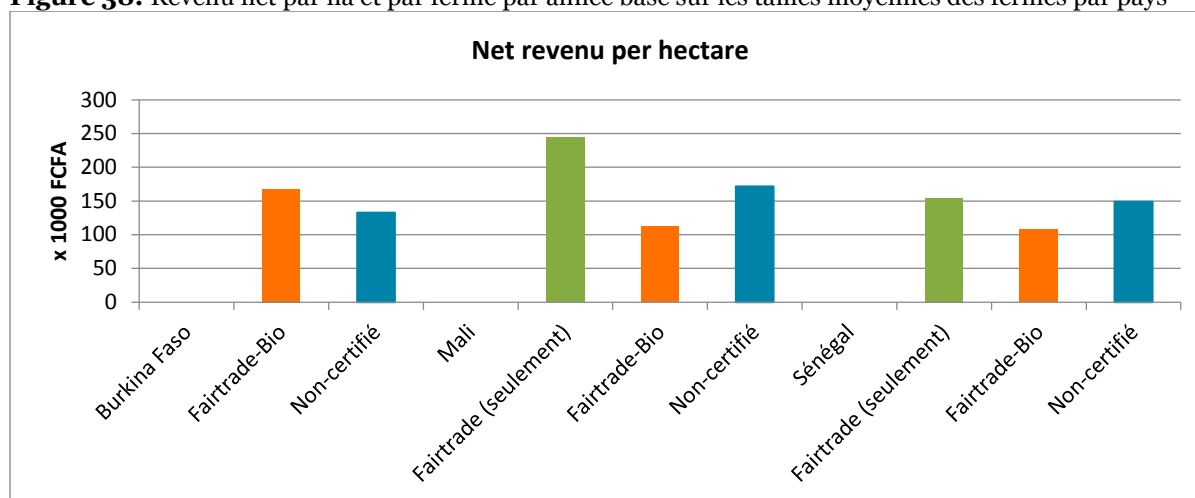
Le chapitre 4 nous a démontré que les producteurs certifiés avaient les coûts bas et les rendements comparables (pour Fairtrade) ou les coûts bas et les rendements bas (pour Fairtrade Biologique) comparé aux producteurs non-certifiés. Mettant ensemble le rendement, prix et coûts par ha nous avons pu calculer le revenu brut et le revenu net sous une hypothèse que toute la production certifiée est vendue comme tel. Le tableau 33 nous le montre le prix moyen par pays et type de la certification. Ces chiffres devraient être traités avec grande attention car on ne peut pas considérer que tous les données sont fiables. Cela exigerait une analyse minutieuse de coûts plus détaillée (de préférence sur un échantillon plus petit de producteurs) pour produire des chiffres plus précis et inclure la main d'œuvre et le coût d'aide mutuelle.

Le tableau 33: Le revenu brut et net des producteurs par hectare- saison 2013/14 sous l'hypothèse que toute la production certifiée est vendue comme certifiée

Pays	Rendement / ha	Prix / kg	Revenu brut / ha	Coûts / ha	Revenu net / ha	Ha / fermier	Revenu net/ fermier
Burkina Faso							
- Fairtrade-Biologique	553	375	207,289	39,258	168,031	1.09	182,585
- Non-certifié	1.116	235	262,363	129,768	132,595	3.45	457,345
Mali							
-Fairtrade (uniquement)	1.129	275	310,500	66,306	244,193	3.70	903,515
-Fairtrade-Biologique	493	328	161,610	49,493	112,117	1.16	129,636
-Non-certifié	1.089	250	272,354	100,506	171,848	3.26	561,033
Sénégal							
-Fairtrade (uniquement)	925	275	254,435	99,936	154,499	0.94	144,611
-Fairtrade-Biologique	433	325	140,617	32,957	107,660	0.34	36,277
-Non-certifié	912	255	232,461	83,402	149,059	1.11	165,730

Tenant compte de ces chiffres, les fermes Fairtrade certifiées seraient plus rentables par hectare au Mali et également rentables au Sénégal comparant aux fermes non-certifiées (voir le tableau 34 et la Figure 38). Des fermes Fairtrade-Biologique seraient plus rentables que les fermes non-certifiées au Burkina Faso, mais moins rentables au Sénégal et au Mali.

Figure 38: Revenu net par ha et par ferme par année basé sur les tailles moyennes des fermes par pays



Si nous considérons les grandeurs moyennes de la ferme, les producteurs non-certifiés au Burkina Faso gagnent beaucoup plus d'argent que des producteurs Fairtrade-Biologique. La grandeur de la petite ferme relativement aux producteurs Fairtrade-biologique au Sénégal et au Mali implique aussi le revenu agricole net de coton résolument inférieur par producteurs que Fairtrade ou le coton non-certifié. Encore, la validation de ces chiffres exige une analyse plus approfondie des coûts au niveau de la ferme.

Au niveau de la ferme, 63 pour cent des producteurs certifiés ont perçu une augmentation de la rentabilité d'agriculture de coton dans les trois dernières années en comparant à 55 pour cent des producteurs non-certifiés (voir la figure 39). Moins d'un quart de tous les producteurs a éprouvé une diminution. Les niveaux de satisfaction quant à la rentabilité de production de coton étaient comparables pour des producteurs certifiés et non-certifiés (voir la figure 40). Les producteurs certifiés au Burkina Faso avaient des niveaux de

satisfaction plus hauts que des producteurs non-certifiés. Les producteurs non-certifiés au Mali avaient des niveaux de satisfaction plus élevés que des producteurs certifiés. Au Sénégal, les niveaux de satisfaction étaient comparables à toutes les catégories et environ 70 pour cent ont été satisfaits.

Les femmes certifiées ont été beaucoup plus satisfaites que des femmes non-certifiées, tandis que les hommes certifiés ont été légèrement moins satisfaits que des hommes non-certifiés.

Figure 39: Développement perçu de rentabilité de culture de coton dans les trois dernières années.

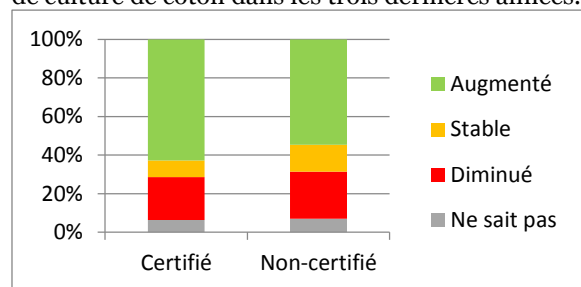
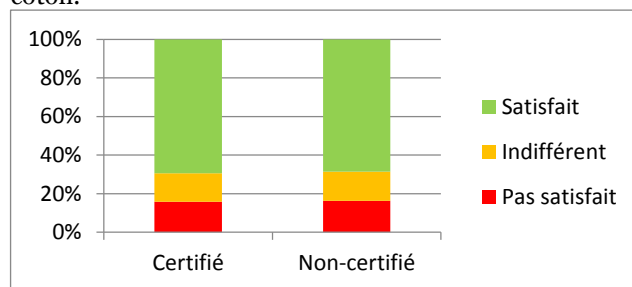


Figure 40: Satisfaction de producteur de rentabilité de coton.



6. Des OPP solides et ouvertes

La création des organisations solides pour le plus petit producteur reste un objectif important de Fairtrade. Il est considéré comme un moyen primordial de la promotion de l'autonomisation au niveau des producteurs et de stimuler les investissements dans les milieux ruraux.

Figure 41: La théorie du changement Fairtrade: les organisations des petits producteurs puissantes et inclusives

Apport	Résultat	Effets	Impacts
<ul style="list-style-type: none"> • Standard Fairtrade • Prime Fairtrade • Services d'assistance de producteur. 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement organisationnel dans les OPP • Investissement accru dans petits producteurs, leurs organisations et communautés. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les OPP solides et ouvertes • Avantages accrus pour petits producteurs et leurs communautés • Influence accrue pour petits producteurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Confiance accrue, le respect de soi, le contrôle et le choix • Influence améliorée et statut de petits producteurs • Accès aux services de base • Durabilité environnementale accrue

Comme on l'a montré dans la figure 41, des interventions clés de Fairtrade pour promouvoir des OPP fortes et inclusives incluent le standard Fairtrade, qui contient plusieurs critères liés à la gestion de groupe. Une intervention clé est la dépense de la Prime Fairtrade pour chaque kilogramme de produit vendu comme certifié. Cette Prime Fairtrade est payée par l'acheteur à l'OPP. Il peut couvrir les frais de certification et/ou être investi au sein de l'OPP, des membres ou des communautés, comme décidé par les membres lors d'une réunion d'Assemblée Générale. Tous les titulaires de certificat et 73 pour cent des OPP certifiées du premier degré ont reçu une Prime Fairtrade dans les 6 dernières années. En 2014, 29 pour cent des titulaires des certificats ont reçu une Prime Fairtrade et 23 pour cent des OPP du premier degré.

Un autre type d'intervention est le service d'assistance du producteur qui élabore la gestion de l'OPP dans des divers sujets. Les trois-quarts des titulaires de certificat, ou organisations au cours de la certification, ont reçu un support organisationnel de Fairtrade en 2014 et 9 pour cent des OPP certifiées au premier degré.

6.1 Les Résultats

Les thèmes pertinents liés aux résultats de la Théorie du changement Fairtrade pour cette section sont :

- Amélioration de la démocratie, participation et la transparence
- Des systèmes transparents pour la gestion de la prime Fairtrade
- Participation à des réseaux Fairtrade et à la gouvernance
- Investissements en utilisant la prime Fairtrade
- Accès accru au travail et investissement du capital

6.1.1 Amélioration de la démocratie, participation et la transparence

Conclusion: Les OPP certifiées ont fonctionné un peu mieux suivant le chronogramme de leurs Assemblées Générales par rapport à ceux non-certifiées.

Parmi les OPP certifiées (premier et deuxième degré), 87 pour cent ont tenu leur dernière Assemblée Générale en 2014 et au début de 2015 (en comparaison avec 78 pour cent des OPP non-certifiées). Pour les

Assemblées Générales en 2014, 63 pour cent des OPP certifiées et 53 pour cent des OPP non-certifiées les ont tenus en conformité à la loi. Voir le tableau 34 pour les résultats plus détaillés.

Le tableau 34: Présentation de la qualité des Assemblées Générales en 2014.

La qualité d'Assemblée Générale en 2014	Certifiée	Non-certifiée
(1) Aucune Assemblée Générale annuelle a été tenue en 2014.	7%	22%
(2) L'Assemblée Générale annuelle a été reportée en 2015 pour les raisons techniques raisonnables ou l'Assemblée Générale n'avait pas atteint le quorum (l'Assemblée Générale invalide)	7%	0%
(3) L'Assemblée Générale annuelle a eu lieu (même si il y a eu enregistrement ou non) ou reporté pour des motifs valables	23%	22%
(4) Les Assemblées Générales annuelles ont eu lieu conformément aux lois	17%	0%
(5) Les Assemblées Générales annuelles ont eu lieu conformément aux règlements et l'Assemblée Générale s'est donné beaucoup de temps pour aborder toutes les questions	47%	53%

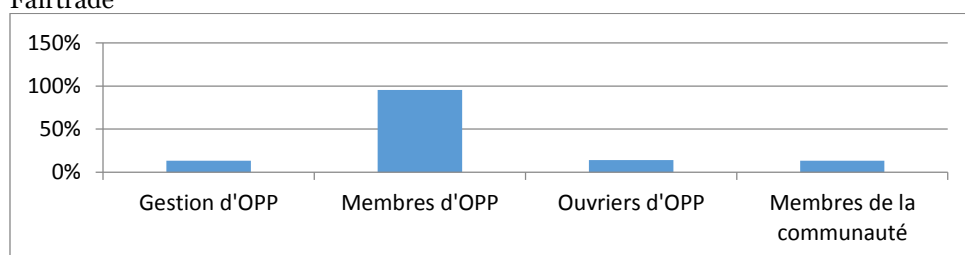
**Ces catégories ont été basées sur des critères de conformité développés par la FLO-CERT pour déterminer la conformité avec le critère de la Fairtrade. En ce qui concerne le but de cette recherche, les groupes non-certifiés ont été aussi examinés par l'équipe de recherche utilisant les mêmes critères de conformité de FLO-CERT.*

6.1.2 Des systèmes transparents pour gérer la Prime Fairtrade.

Conclusion: Presque tous les OPP certifiées ont impliqué leurs membres dans la décision de l'utilisation de prime, mais moins de 50 pour cent des producteurs pensaient qu'ils savaient comment la prime été utilisée ou comment cela pourrait l'influencer.

Comme l'a indiqué dans le tableau 42 ci-dessous, parmi les OPP certifiées qui ont été payé de la prime Fairtrade au cours des 6 dernières années (73 pour cent), 95 pour cent ont impliqué leurs membres dans la prise des décisions de l'utilisation prime. La gestion et les ouvriers ont été impliqués à 14 pour cent des cas. Les membres communautaires ont été aussi impliqués dans des décisions à 14 pour cent des organisations.

Figure 42: la part des OPP impliquant les différents acteurs dans la décision sur l'utilisation de prime Fairtrade



L'enquête des producteurs a révélé que 40 pour cent des producteurs certifiés ne savent pas si ou quand leur OPP a reçu une Prime Fairtrade et 55 pour cent savaient que leur OPP avait reçu leur dernière prime au cours des 6 dernières années (11 pour cent en 2014). Trente-neuf pour cent savaient la valeur de la dernière prime reçue. Trente-cinq pour cent savaient toujours pourquoi la prime a été utilisée et 19 pour cent parmi eux savaient parfois.

Le tableau 35: la connaissance des membres de l'OPP et l'influence sur utilisation de Prime Fairtrade.

Indicateurs	Réponses		
Connaissance de valeur de Prime Fairtrade	Non		Oui
	40%		60%
Connaissance sur utilisation de Prime Fairtrade	Jamais	Parfois	Toujours
	45%	19%	35%
Qui prend la décision	Ne sais pas	Gestion d'OPP	Membres
	50%	5%	45%

Selon 45 pour cent des producteurs, les OPP ont pris des décisions de l'utilisation de prime (voir le tableau 35). Selon 5 pour cent ces décisions ont été prises par la gestion de l'OPP et 50 pour cent des producteurs ne savaient pas qui a pris la décision. Les critères Fairtrade prescrivent que l'OPP doive inclure toutes les activités planifiées avant d'être financé avec la Prime Fairtrade dans le Plan de Développement Fairtrade et avant la mise en œuvre du Plan de Développement Fairtrade, il doit être présenté à l'Assemblée Générale pour l'approbation.

6.1.3 Participation dans les réseaux Fairtrade et de la gouvernance.

Conclusion: Les titulaires de certificat ont rencontré Fairtrade en 2014.

Presque tous les titulaires de certificat (sept sur huit) ont participé au moins à une réunion avec Fairtrade en 2014 (voir le tableau 36).

Le tableau 36: La part des OPP qui ont participé à la réunion Fairtrade en 2014.

OPP Certifiée	%
Titulaire de certificat.	88%
Premier degré	14%

6.1.4 Les investissements utilisant la prime Fairtrade

Conclusion: Des projets sociaux et environnementaux orientés (co-) financés avec la Prime Fairtrade ont visé 20,000 membres communautaires en 2014. Le montant de la Prime investie varie selon l'organisation.

La Prime Fairtrade reçue a été dépensée sur les divers types de projets (voir le tableau 37). Au total, il y a eu 46 projets financés par la Prime ces dernières années avec une valeur totale de 43.2 millions de FCFA (€ 65.900). Ces projets ont atteint 20,000 bénéficiaires en 2014 (ceci pourrait inclure un peu de compte double des bénéficiaires qui ont été atteints avec plus qu'un projet). Le nombre total d'enfants qui ont atteint les projets était 1,246, le nombre des jeunes (âgé de 16 à 24) atteint était 400 et le nombre des femmes atteintes était 283.

Le tableau 37: La vue d'ensemble comment la dernière Prime Fairtrade a été dépensée à travers des organisations de producteurs certifiées.

Thème	Montant financée par prime (FCFA)	Nombre de projets	Nombre de bénéficiaires directs
Sécurité Sociale pour membres	160.000	1	
Formation de renforcement des capacités des OPP	1.400.000	2	472
Installations et infrastructure	18.147.950	18	11,696
Ressources humaines et administration	2.415.093	2	254
Services aux communautés	3.765.000	8	6
Services d'éducation pour communautés	75.000	1	61
Sécurité Sociale pour communautés	75.000	1	1,500
Services environnementaux pour communautés	7.729.225	11	6,059
Infrastructure communautaire	9.460.000	2	73
Total	43.227.268	46	20,121

Neuf de ces projets ont été cofinancés avec un total de 25 millions FCFA, représentant 73 pour cent du budget total de ces neuf projets. La majorité de ces projets concernait des services sociaux et environnementaux et le développement d'infrastructure visant la communauté. Il devrait être noté que pour certaines OPP et notamment les OPP du premier degré, la Prime totale investie était très bas, ce qui a limité l'impact potentiel. Par exemple, les deux projets de 75,000 FCFA ci-dessous représentent une valeur de 115 € chacun. Ces montants bas ont été liés aux petits volumes produits par le groupe ou la certification de faible marché de coton certifié. Il dépendait aussi de la politique interne des titulaires de certificat. Par exemple, au Sénégal un titulaire de certificat a eu l'habitude de tenir un tiers de Prime et partageait parmi ses membres de l'organisation de premier degré.

6.1.5 L'accès accru au travail et au capital d'investissement

Conclusion: La proportion des OPP certifiée qui ont reçu le crédit en 2014 était un peu plus basse que les OPP non-certifié. Plus qu'un quart (28 pour cent) des OPP certifiées a reçu le financement de donateur (six pour cent des OPP non-certifiées).

Très souvent les OPP non-certifiées ont eu le crédit en 2014 par rapport aux OPP non-certifiées (47 pour cent contre 41 pour cent). Les OPP du premier degré ont souvent reçu le crédit. Les OPP certifiées et non certifiées ont reçu le crédit auprès des mêmes fournisseurs. Les OPP certifiées ont indiqué qu'ils ont reçu le crédit de leurs acheteurs Fairtrade (voir aussi le tableau 38). D'autres questions ont révélé que les OPP ne connaissaient pas généralement leurs acheteurs Fairtrade (voir le chapitre 5). Il est probable que les associations de tutelle ou des entreprises de coton ont été inclus à 42 pour cent des OPP certifiées qui a indiqué avoir reçu le crédit de leurs acheteurs Fairtrade. Comme l'enquête n'a pas inclus de question si les organisations ont appliqué le crédit, le tableau ci-dessous ne nous a pas permis de déterminer l'accès réel aux finances pour les OPP.

Le tableau 38: L'accès d'OPP à la finance.

	Certifié	Non-certifié
Crédit Reçu en 2014.	41%	47%
Fournisseur de crédit aux personnes qui en demander.		
(1) Des acheteurs Fairtrade (préfinancement)	42%	n/A.
(2) Des acheteurs Non-Fairtrade	0%	63%
(3) Des banques éthiques ou institutions de microfinance	25%	38%
(4) Des banques et des institutions conventionnelles	33%	25%
(5) L'organisation de producteur	8%	13%
Financement de donateur reçu en 2014	28%	6%

Comme l'a indiqué dans le tableau 39, neuf OPP certifiées ont reçu un financement des donateurs en 2014 et un OPP non-certifiée (28 pour cent contre 6 pour cent). Les OPP certifiées ont dépensé le financement de donateur sur :

- La promotion de pratiques agronomiques (la distribution d'apport, support sur de bonnes pratiques et d'autres services) : six OPP
- Transformation (ajout de valeur) : une OPP
- Développement d'organisation de l'OPP : une OPP
- Services Communautaires et infrastructure sociale : deux OPP

L'OPP non-certifiée a utilisé le financement pour un projet environnemental.

Les données sur le montant de subventions reçues n'étaient pas complètes et des valeurs rapportées ont variés entre 250,000 FCFA et 5,000 millions de FCFA.

6.2 Les Effets

Les thèmes pertinents liés aux résultats de la Théorie du Changements de Fairtrade pour cette section sont :

- Augmentation de la rentabilité, risque réduit pour l'OPP et les membres
 - Un leadership fort et responsable
 - Intégration des jeunes adultes au sein de l'OPP
 - L'égalité des sexes
 - Amélioration des conditions de travail pour les travailleurs
 - Mise en œuvre de stratégies d'adaptation au changement climatique
 - Amélioration des services et du soutien pour les membres de l'OPP
 - Amélioration des services et de l'infrastructure dans les petites communautés de producteurs
 - Appui aux groupes vulnérables et marginalisés
 - Capacité d'influencer politiques et la réglementation de Fairtrade
 - Capacité d'influencer la politique locale, régionale et internationale

6.2.1 Augmentation de la rentabilité, risque réduit pour l'OPP et les membres

Conclusion: Les OPP certifiés avaient un résultat financier positif plus souvent que les OPP non-certifiées.

Comme indiqué dans le tableau 39, une proportion un peu plus haute des OPP certifiés avait réalisé un résultat financier positif des trois dernières années que ceux des OPP non-certifiées. Ceci a inclus toutes les activités, à part celui du lié au coton.

Le tableau 39 : le pourcentage des OPP avec un solde financier annuel positif (des données du Mali n'ont pas été collectées)

	2012	2013	2014
Certifié	83%	52%	52%
Non-certifié	67%	42%	50%

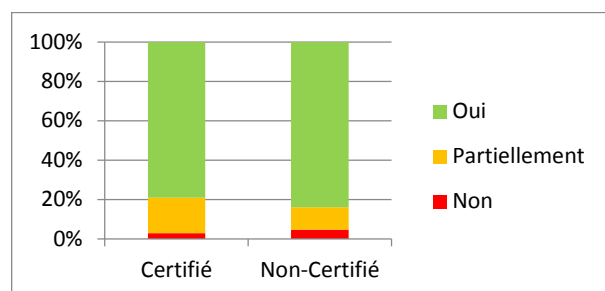
6.2.2 Un leadership fort et responsable

Conclusion: Approximativement 80 pour cent des producteurs certifiés et non-certifiés percevaient leurs OPP œuvrant dans leurs meilleurs intérêts et étaient capable d'exprimer leurs idées et préoccupations à la direction de l'OPP.

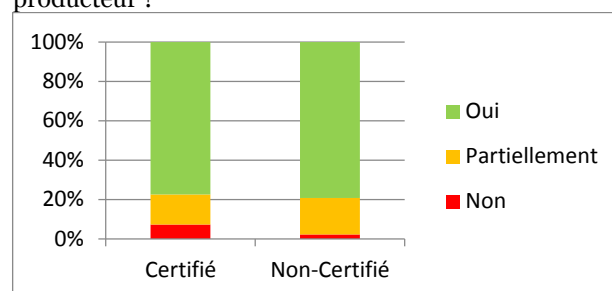
Les producteurs certifiés et non-certifiés étaient comparables dans leurs perceptions de leur OPP à travailler dans leurs intérêts supérieurs; approximativement 80 pour cent dans les deux groupes (voir le tableau 43). Un peu plus des producteurs certifiés que des producteurs non-certifiés ont pu exprimer leurs idées à la direction de l'OPP (sept pour cent contre deux pour cent).

Figure 43: La perception des OPP ont pris en compte l'intérêt supérieur des producteurs

Croyez-vous que votre organisation de producteur travaille authentiquement pour votre intérêt ?



Estimez-vous que vous puissiez exprimer vos idées ou préoccupations à la direction d'organisation de producteur ?



6.2.3 Implication des jeunes adultes au sein de l'OPP et l'égalité des sexes.

Conclusion: Les OPP certifiées avaient souvent une politique du genre en place par rapport aux OPP non-certifiées. Les OPP certifiés avaient plus de femmes dans leur modèle de gouvernance et ceux non-certifiés englobaient plus de jeunes.

Les OPP certifiées ont obtenu des meilleurs résultats en termes de la politique ou stratégie du genre que les non-certifiés (voir le tableau 40). Quelques organisations avaient 3 ou 4 activités en place. D'après le contraste, 40 pour cent des OPP certifiés n'avaient pas toujours de politique ou stratégie spécifique de genre en place.

Le tableau 40: Politique et la stratégie du genre

Question	Réponses	Certifié	Non-certifié
Avez-vous une politique ou une stratégie du genre?	(1) Quota pour comité ou membres du conseil ?	43%	18%
	(2) Formation visant spécifiquement les femmes	27%	12%
	(3) Formation adressant les questions de genre	23%	6%
	(4) Prêts ou visant les femmes	7%	12%
	(5) Quota du genre pour réunions	3%	0%
	Rien	40%	76%

Le regard sur la composition de la structure de la gouvernance des OPP a montré que les OPP certifiées étaient beaucoup plus des femmes et ceux non-certifiées étaient plus des jeunes adultes dont l'âge varié entre 16 et 25 ans. Notez que tous les OPP n'avaient pas enregistré le genre et l'âge dans la liste de participant de leur Assemblée Générale et que certains chiffres avancés ont été basées sur les évaluations faites. Pour plus de détails, vous pouvez recourir au tableau 41.

Le tableau 41: Le pourcentage des femmes et des jeunes adultes (âgé de 16 – 25 ans) dans des différents organismes des OPP.

		Certifiée	Non-certifiée	Nombre
Conseil	Femmes	25%	5%	46
	Jeunes adultes	4%	10%	46
Comités	Femmes	27%	5%	25
	Jeunes adultes	7%	4%	25
Direction et personnel	Femmes	20%	20%	13
	Jeunes adultes	2%	26%	13

Participants en général	Femmes	23%	15%	31
	Jeunes adultes	7%	2%	28

6.2.4 Amélioration des conditions de travail pour les ouvriers

Conclusion: Plus souvent les OPP certifiées payaient les ouvriers plus souvent que les OPP de contrôle. Parmi les OPP certifiées, les salaires ont augmenté dans 50 pour cent des cas et diminué dans 30 pour cent des cas pendant les trois dernières années.

Un tiers des OPP certifiées fut payé aux ouvriers; 63 pour cent des titulaires de certificat et 23 pour cent des organisations du premier degré. Le nombre moyen d'ouvriers par le l'OPP certifiée était 27, mais ceux-ci sont des données juste de six OPP- du faite que nous n'avons pas obtenu des données pour quatre d'entre eux (voir le tableau 42). Le nombre d'ouvriers au sein des organisations du premier degré a varié entre un et neuf et celui de titulaire de certificat allait de 25 à 89. Quarante pour cent des dix OPP certifiés ont vu une augmentation de la main-d'œuvre dans les trois dernières années. Les salaires pendant les trois dernières années ont augmenté de 50 pour cent et ont diminué de 30 pour cent. L'enquête concernait seulement deux OPP non-certifiées avec une main-d'œuvre payée.

Le tableau 42: Emploi au sein de l'OPP.

	Réponse	Certifiée	Non-certifiée
Avez-vous des ouvriers rémunérés?	Oui (% et compte)	33% (10)	12% (2)
Nombre moyen d'ouvriers	Nombre	27	n/A.
Comment le nombre de d'ouvriers rémunérés s'est développé dans les trois dernières années ?	Diminution	-	-
	Écurie	60%	100%
	Augmentation	40%	-
Comment les salaires d'ouvriers rémunérés s'est développé dans les trois dernières années ?	Diminution	30%	100%
	Écurie	20%	-
	Augmentation	50%	-

6.2.5 La mise en œuvre des stratégies d'adaptation au changement climatique.

Conclusion: Les OPP certifiées étaient plus actifs sur la question de changement climatique que ceux non-certifié.

Comparé au groupe non-certifié, relativement plus d'OPP certifiée avait analysé des risques de changement climatique et implémentent des stratégies d'adaptation avec des membres (voir le tableau 43).

Le tableau 43: les stratégies du changement climatique au niveau de l'OPP

	Certifiée	Non-certifiée
Mener une analyse liée aux risques du changement climatique	63%	59%
Mettre en place une stratégie d'adaptation climatique avec les membres	53%	35%

6.2.6 Amélioration de services, de soutien et d'infrastructures, pour les membres des OPP et les communautés

Conclusion: Au moins la moitié des titulaires de certificat avait quelques activités dans la livraison d'apport agricole, la fourniture de crédit agricole, la diversification de revenu ou le marketing.

Le chapitre 4 a révélé que les OPP certifiés ont obtenu des meilleurs résultats en comparant aux OPP non-certifiés dans l'organisation de la formation liée à l'agriculture ainsi que la fourniture d'aide technique à

leurs membres. Les OPP ont aussi livré d'autres services. Quand les OPP certifiées recevaient la question à propos des services fournis qui n'étaient pas financé par la Prime, ils répondaient : assurez l'accès aux produits de protection de récolte, les matériels de plantation et le crédit (confère le tableau 44). Malheureusement, aucun donné n'a été collecté en ce qui concerne la performance des OPP non-certifiée en référence à cet indicateur.

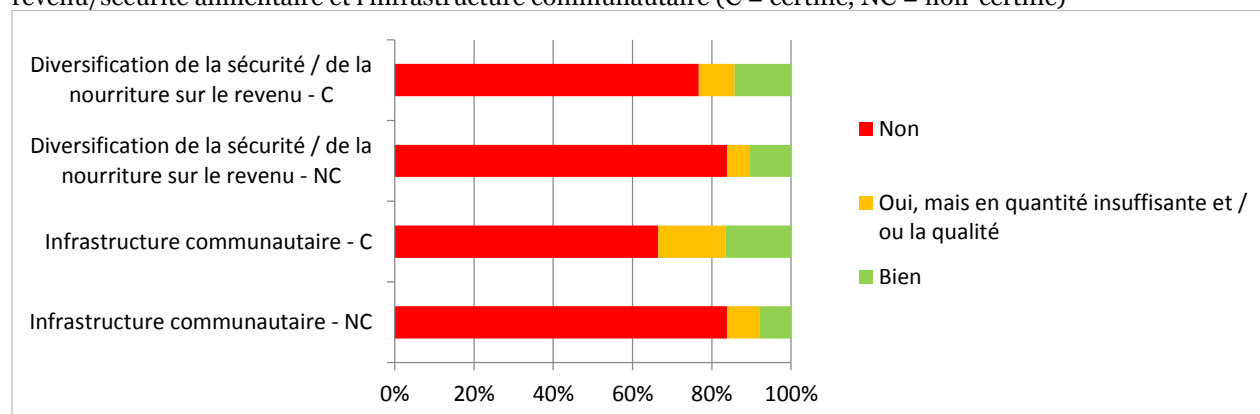
Le tableau 44: Pourcentage des OPP fournissant de différents services.

Services	Certifiée (1 ^e degré)	Titulaire de certificat
L'accès aux produits de protection des récoltes ou équipement	95%	88%
L'accès aux matériels de plantation	55%	88%
Distribution d'EPI	18%	38%
L'accès au crédit pour des activités agricoles	55%	63%
L'accès au crédit pour des activités non-agricoles	-	-
Services communautaires et infrastructure	14%	39%
Diversification de revenu et/ou support de sécurité alimentaire	14%	63%
Support aux ventes	9%	63%

Le chapitre 4 discute quelques livraison de service liée à l'agricole d'une perspective de fermier. Les chiffres pour des producteurs certifiés et non-certifiés étaient comparables. Il n'est pas clair dans quelle mesure les services de crédit agricoles inclus ou a exclu l'apport de programmes de crédit organisés au niveau de secteur. Les OPP ont généralement un rôle de facilitation dans ces programmes.

Approximativement 20 pour cent des producteurs ont rapporté réception des services de leur OPP pour la diversification de revenu (voir la Figure 44) et la création d'infrastructure communautaire. Les producteurs non-certifiés avaient l'accès un peu plus haut aux services d'infrastructure communautaires de leur OPP.

Figure 44: l'accès par les producteurs à la prestation de services d'OPP sur la diversification de revenu/sécurité alimentaire et l'infrastructure communautaire (C = certifié, NC = non-certifié)



6.2.7 Appui aux groupes vulnérables et marginalisés

Conclusion: Entre un quart et un tiers des OPP certifiées avait des projets visant des enfants, les jeunes et des femmes.

Les OPP certifiées du premier degré ont rapportés des projets financés par la Prime Fairtrade profitant aux femmes, les jeunes et des enfants. Approximativement un tiers des OPP avait de tels projets profitant aux

enfants et environ un quart avait des projets profitant aux jeunes et des femmes (voir le tableau 45). Ces projets ont atteint environ 1,900 bénéficiaire.

Le tableau 45: Aperçu des projets des OPP ciblant les groupes vulnérables et marginalisés

	Enfant	Jeune (16-24)	Femmes
Part des OPP totaux (nombre)	32% (7)	23% (6)	(23% (6)
Bénéficiaires totaux	1264	400	283
Moyenne par projet	156	80	75

6.2.8 La capacité d'influencer les politiques et les règlements du Fairtrade et la capacité d'influencer la politique locale, régionale et internationale.

Conclusion: Tant d'OPP certifiées que non-certifiées estimaient qu'ils avaient peu ou pas d'influence sur les politiques locales, régionales ou internationales. L'influence sur les politiques du commerce équitable a été considéré comme faible.

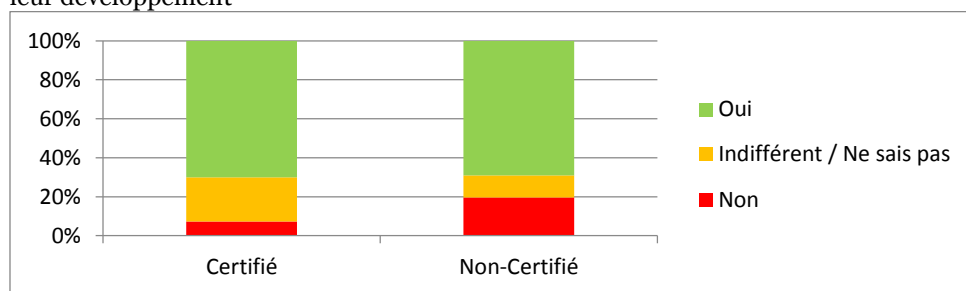
Un titulaire de certificat a perçu ayant l'influence forte sur le système Fairtrade et un titulaire de certificat et une organisation de premier degré ont perçu une influence moyenne. Le reste a estimé qu'ils n'ont eu aucune influence (voir le tableau 46). Les titulaires de certificat ont vu plus d'influence par Fairtrade sur des politiques locales, régionales et internationales; l'un a vu l'influence forte, trois moyens et deux ont vu l'influence faible. Des organisations du premier degré n'ont pas perçu aucune influence par Fairtrade sur la politique, ni à l'extérieur du Fairtrade. Les OPP non-certifiées ont estimé qu'ils n'ont pas eu d'influence sur la politique locale, régionale ou internationale.

Le tableau 46: la perception de l'OPP sur la capacité d'influencer la politique locale, régionale, internationale et Fairtrade.

Indicateur	Niveau d'OPP	Réponses			
		Aucun	Faible	Moyen	Fort
		Certifié			
Influence sur politique et règlement dans Fairtrade	1er degré	95%	0%	5%	0%
	Titulaire de certificat	71%	0%	14%	14%
Influence sur politique locale, régionale et internationale par Fairtrade	1er degré	81%	19%	0%	0%
	Titulaire de certificat	14%	29%	43%	14%
Influence sur politique locale, régionale et internationale par Fairtrade	1er degré	86%	14%	0%	0%
	Titulaire de certificat	25%	25%	38%	13%
		Non-certifié			
	1er degré	100%	0%	0%	0%
	Titulaire de certificat	100%	0%	0%	0%

Environ 70 % des producteurs certifiés ont rapporté que depuis leur entrée au système de Fairtrade, leur communauté peut mieux planifier et préconiser pour leur développement, tandis que sept pour cent n'ont rapporté aucun changement (voir la Figure 45). Ceci peut indiquer que l'accréditation a vraiment des impacts communautaires. Cependant, 70 pour cent des producteurs non-certifiés ont aussi rapporté que leur communauté a amélioré sa capacité de planifier et préconiser pour leur développement. Comme ces producteurs non-certifiés vivaient dans d'autres communautés il n'est pas clair si les changements observés au niveau communautaire peuvent être liés avec Fairtrade ou d'autres facteurs externes.

Figure 45: La perception de fermier sur la capacité de communauté à planifier et à plaider en faveur de leur développement



6.3 Les Impacts

Les thèmes pertinents liés aux effets de la Théorie du changement Fairtrade pour cette section sont :

- Amélioration de revenu des ménages, les actifs et le niveau de vie et l'amélioration de l'accès aux services de base
 - Renforcement de la coopération et de l'équité entre les sexes au sein des communautés
 - Accroissement de la confiance, l'estime de soi, le contrôle et le choix

6.3.1 Amélioration de revenu des ménages, les actifs et le niveau de vie et l'amélioration de l'accès aux services de base

Conclusion: Les producteurs certifiés et non-certifiés au Sénégal étaient également pauvres, tandis qu'au Burkina Faso et au Mali les producteurs certifiés étaient plus pauvres que des producteurs non-certifiés (basé sur l'Indice de Sortie de la Pauvreté). Parmi les producteurs certifiés et non-certifiés, les femmes étaient plus pauvres que les hommes. Comparé aux producteurs non-certifiés, les producteurs certifiés avaient : un meilleur accès à des sources d'eau potable. Les taux de scolarisation, les sources d'énergie d'éclairage et l'accès aux services de santé étaient comparables.

L'Indice de Sortie de la Pauvreté (PPI) est un outil de mesure de pauvreté : les réponses à dix questions couvrant les caractéristiques d'un ménage et la propriété d'atout sont marquées pour calculer la probabilité que le ménage vit au-dessous du seuil de pauvreté - ou au-dessus de cela par seulement une marge étroite. Les scores de PPI peuvent être définis par rapport aux lignes de pauvreté nationales ou internationales. On ne peut pas comparer les scores de PPI de chaque pays car chaque pays a ses propres catégories de PPI, mais ils peuvent être réglés contre un pourcentage de pauvreté internationale (PPP -une méthode qui compte le nombre de personnes au-dessus ou au-dessous du seuil de pauvreté). Le tableau 47 donne un aperçu des scores de PPI de chaque pays analysé par sexe et le statut d'accréditation.

Le score moyen de PPI pour le Sénégal était 18. Les producteurs certifiés avaient un score PPI un peu plus haut que des producteurs non-certifiés. Des producteurs féminins avaient un score inférieur pour les deux groupes. Les producteurs tant certifiés que non-certifiés (femmes et hommes) sont tombés dans la même catégorie PPI avec une probabilité de 58.6 pour cent que le fermier moyen dans ce groupe a vécu au-dessous du seuil de pauvreté national et une probabilité de 33.5 pour cent qu'ils vivent au-dessous de la ligne 1.25 \$/jour de PPI de 2005.

Le score moyen de PPI pour le Burkina Faso était 33. Les producteurs non-certifiés ont une moyenne plus haute de score PPI que des producteurs certifiés indiquant qu'il y avait une probabilité inférieure qu'ils ont vécu au-dessous du seuil de pauvreté national. Des producteurs féminins (tant certifié que non-certifié) avaient le score PPI plus haut que des producteurs masculins. La différence était plus prononcée pour des producteurs non-certifiés. Basé sur le tableau de bord PPI au Burkina Faso, les producteurs certifiés (tant

femmes que hommes) avaient une chance de 20.7 pour cent d'être au-dessous du seuil de pauvreté national et une chance de 33.6 pour cent de vivre au-dessous de la ligne 1.25 \$/jour de PPI de 2005. Parmi les producteurs non-certifiés, les hommes avaient une probabilité de 17.0 pour cent et des femmes une probabilité de 14.4 pour cent de vivre au-dessous du seuil de pauvreté national et la probabilité qu'ils vivent au-dessous de la ligne 1.25 \$/jour de PPI de 2005 était 30.1 pour cent et 25.6 pour cent respectivement.

Le score moyen de PPI pour le Mali était 46.1. Les producteurs non-certifiés avaient une moyenne plus haute de score PPI que des producteurs certifiés. Les producteurs féminins (certifié et non-certifié) avaient un PPI plus haut que des producteurs masculins. La différence était plus prononcée pour des producteurs non-certifiés. Basé sur le tableau de bord PPI au Mali, des femmes certifié et des hommes non-certifiés avaient une chance de 63.9 pour cent d'être au-dessous du seuil de pauvreté national et 49.5 pour cent de vivre au-dessous de la ligne 1.25 \$/jour de PPI de 2005. Les producteurs hommes certifiés avaient une chance de 76.4 pour cent d'être au-dessous du seuil de pauvreté national et une probabilité de 32.0 pour cent de vivre au-dessous de la ligne 1.25 \$/jour de PPI de 2005. Finalement, les productrices femmes non-certifiés avaient en moyenne le seuil de pauvreté le plus bas au Mali avec une chance de 47.4 pour cent de vivre au-dessous du seuil de pauvreté national et 32.0 pour cent au-dessous de la ligne 1.25 \$/jour de PPI de 2005.

Ces chiffres ont montré qu'au Sénégal l'indice de PPI était comparable pour des producteurs certifiés et non-certifiés, tandis qu'au Burkina Faso et au Mali les producteurs non-certifiés avaient un score PPI plus haut que les producteurs certifiés - c'est-à-dire ils étaient moins pauvres. L'indice a montré que les producteurs au Mali sont relativement les plus pauvres des trois pays. Les femmes avaient des seuils de pauvreté plus hauts (un score de PPI plus bas que des hommes).

Le tableau 27: Les scores de l'Indice de Sortie de la Pauvreté (probabilité de vivre au-dessous de seuils de pauvreté nationaux).

Score PPI	Certifié		Non-certifié		Moyen
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	
Sénégal	17.4 (58.6%)	19.2 (58.6%)	15.8 (58.6%)	17.6 (58.6%)	18
Burkina Faso	33.6 (20.7%)	30.2 (20.7%)	43.7 (14.4%)	34.7 (17.0%)	33
Mali	46.3 (63.9%)	44.3 (76.4%)	54.9 (47.4%)	46.2 (63.9%)	46.1

Le tableau 48: Probabilité que des producteurs vivent au-dessous de la ligne 1.25 \$/jour de PPI de 2005

Score PPI	Certifié		Non-certifié	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Sénégal	33.5%	33.5%	33.5%	33.5%
Burkina Faso	36.9%	36.9%	25.6%	30.1%
Mali	49.5%	67.5%	32.0%	49.5%

Les producteurs certifiés avaient significativement un meilleur accès aux sources propres d'eau potable que des producteurs non-certifiés, bien que 60 pour cent utilisent toujours l'eau de surface ou des puits non-modernes ou forés (voir le tableau 49). Les femmes avaient un peu meilleur accès que des hommes (tant certifié que non-certifié).

Le tableau 49: Principale source d'eau potable

	Certifié			Non-certifié		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Eau de surface, puits non-moderne, puits forés	55%	62%	60%	76%	80%	79%
Puits modernes	17%	17%	17%	14%	9%	10%
Robinet public	25%	15%	18%	5%	9%	8%
Robinet privé	3%	6%	5%	5%	2%	2%

Les sources d'énergie d'éclairage pour des producteurs certifiés et non-certifiés étaient comparables. Approximativement 20 pour cent avaient l'accès à l'électricité ou l'énergie solaire, autour de 5 pour cent utilisé bois de chauffage comme la principale source. La source d'énergie la plus importante était des batteries (de voiture) (voir le tableau 50).

Le tableau 50: Principale source d'énergie d'éclairage.

	Certifié			Non-certifié		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Bois de chauffage	10%	5%	7%	5%	5%	5%
Bougies, essence ou gaz	3%	3%	3%	0%	2%	1%
Torche sur batterie	69%	72%	71%	71%	76%	75%
Électricité ou énergie solaire	17%	21%	19%	24%	18%	20%

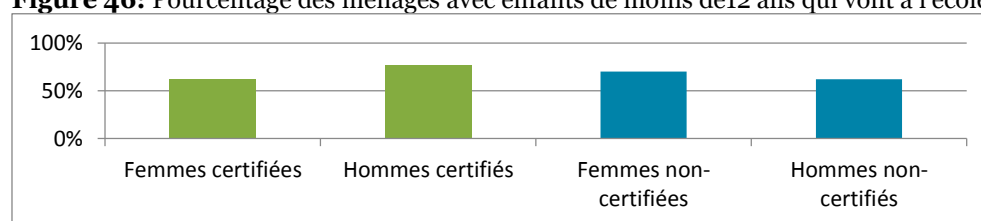
Les producteurs non-certifiés avaient plus souvent un bon accès aux services de santé que des producteurs certifiés (voir le tableau 51). Cependant, cette différence n'était pas significative. Les femmes avaient plus de difficulté à payer pour la santé que des hommes (tant certifié que non-certifié).

Le tableau 51: L'accès aux services de santé

	Certifié			Non-certifié		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Pas du tout	0%	1%	1%	0%	0%	0%
Certains, mais la distance est trop loin	33%	34%	34%	29%	27%	28%
Certains, mais je ne peux pas payer pour cela	18%	9%	12%	19%	9%	11%
Certains, mais la qualité est trop bas	15%	3%	7%	5%	8%	7%
Oui	33%	53%	46%	48%	56%	54%

La scolarisation d'enfants sous 12 ans de producteurs certifiés et non-certifiés était comparable (71 pour cent contre 73 pour cent, la Figure 47). Les répondants masculins interrogés avaient des réponses plus positives que les féminines interrogées (76 pour cent contre 65 pour cent).

Figure 46: Pourcentage des ménages avec enfants de moins de 12 ans qui vont à l'école au niveau approprié

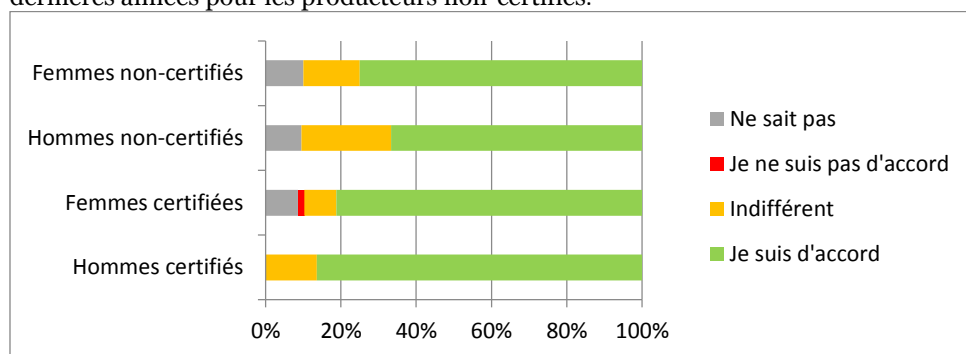


6.3.2 Renforcement de la coopération et de l'égalité des sexes au sein des communautés

Conclusion: Environ les trois quarts des fermiers certifiés perçus une amélioration de la coopération dans la communauté et l'amélioration de l'égalité hommes-femmes au niveau des ménages depuis leur entrée dans le système Fairtrade. La proportion des producteurs non-certifiés avec un développement similaire dans les trois dernières années n'est pas très différents.

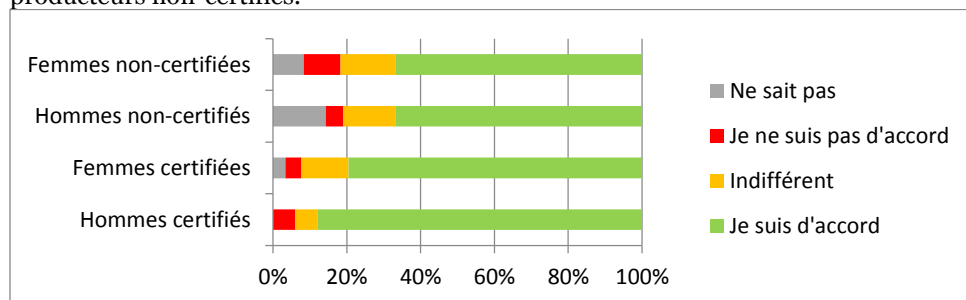
Les trois-quarts des producteurs certifiés ont perçu un niveau accru de coopération dans la communauté depuis leur adhésion à Fairtrade. Quatre-vingt-deux pour cent des producteurs non-certifiés a estimé que les niveaux de coopération s'étaient améliorés dans les trois dernières années (la Figure 47).

Figure 47: La perception de producteur du fait que les niveaux de coopération avaient augmenté dans la communauté depuis leur entrée dans le système Fairtrade pour les producteurs certifiés / depuis les 3 dernières années pour les producteurs non-certifiés.



Soixante-dix-neuf pour cent des producteurs certifiés a vu que le pouvoir de décision de femmes était amélioré (82 pour cent des femmes certifiées ont confirmé ceci; voir la Figure 48). Parmi les producteurs non-certifiés une proportion inférieure a vu ceci (70 pour cent au total et 57 pour cent de femmes).

Figure 48: la perception des producteurs du fait que le pouvoir décisionnel des femmes dans le ménage est amélioré depuis l'entrée en Fairtrade pour les producteurs certifiés / depuis les 3 dernières années pour les producteurs non-certifiés.

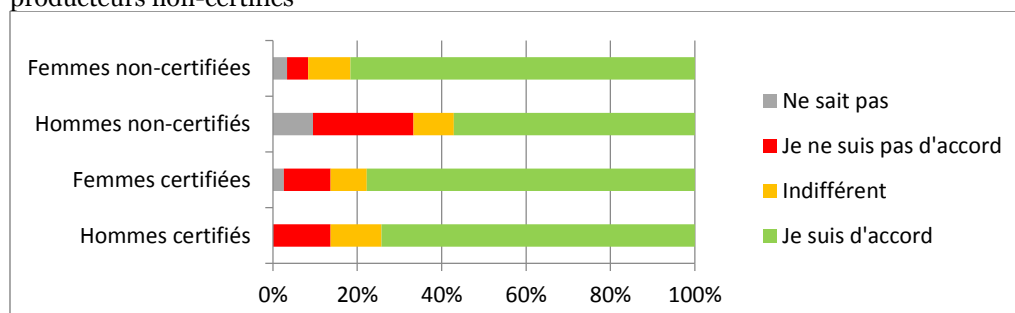


6.3.3 Augmentation de la confiance, l'estime de soi, le contrôle et le choix

Conclusion: Les trois-quarts des fermiers certifiés ont perçu l'estime en soi améliorée depuis son entrée en Fairtrade. Un peu plus des fermiers non-certifiés (83 %) ont senti le même au cours des trois dernières années.

La majorité tant d'hommes certifiés que des femmes a cru leur assurance et le prestige social avait augmenté depuis qu'ils sont entrés en Fairtrade. Les hommes étaient plus positifs que des femmes. Au moins le même nombre de producteurs non-certifiés, des hommes et des femmes, a cru que leur respect de soi et le prestige social avait augmenté au cours des trois dernières années (voir la Figure 49).

Figure 49: la perception des producteurs du fait que leur estime en soi et le prestige social ont augmenté depuis l'entrée en Fairtrade pour des producteurs certifiés / depuis les 3 dernières années pour des producteurs non-certifiés



7. Les avantages de Fairtrade

L'enquête a demandé aux producteurs et aux OPP s'ils ont été satisfaits de Fairtrade et d'identifier les avantages principaux de Fairtrade.

7.1.1 Les avantages aux producteurs

Conclusion: Les trois-quarts des producteurs certifiés ont rapporté qu'ils ont été satisfaits de Fairtrade. Les avantages principaux étaient la cohésion de groupe et une Prime Fairtrade améliorée. Les producteurs non-certifiés qui ont été conscients de Fairtrade étaient généralement intéressés à en devenir partie.

La figure 51 montre dans quelle mesure les producteurs ont été satisfaits des avantages associés à Fairtrade. Approximativement les trois-quarts des producteurs ont été satisfaits de Fairtrade et 13 pour cent ont été peu satisfaits. Les niveaux de satisfaction étaient plus hauts parmi des producteurs Fairtrade-biologique que des producteurs Fairtrade (uniquement) (85 pour cent contre 63 pour cent). Les niveaux de satisfaction les plus hauts étaient au Burkina (98 pour cent), suivis par le Sénégal (67 pour cent) et le Mali (53 pour cent). Les femmes ont été un peu plus satisfaites que des hommes (78 pour cent contre 74 pour cent). Dans l'enquête nous avons demandé aux producteurs non-certifiés s'ils connaissaient Fairtrade. Approximativement 41 pour cent d'entre eux connaissaient Fairtrade et parmi eux, 91 pour cent étaient intéressés à la participation (voir la Figure 52).

Figure 50: Niveau de satisfaction avec Fairtrade par les producteurs certifiés

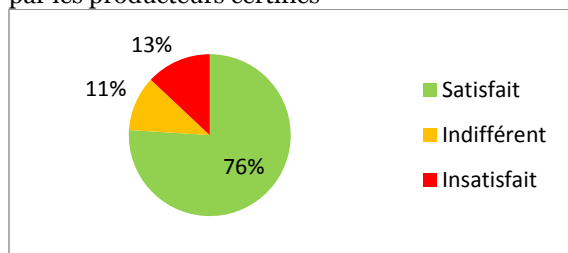
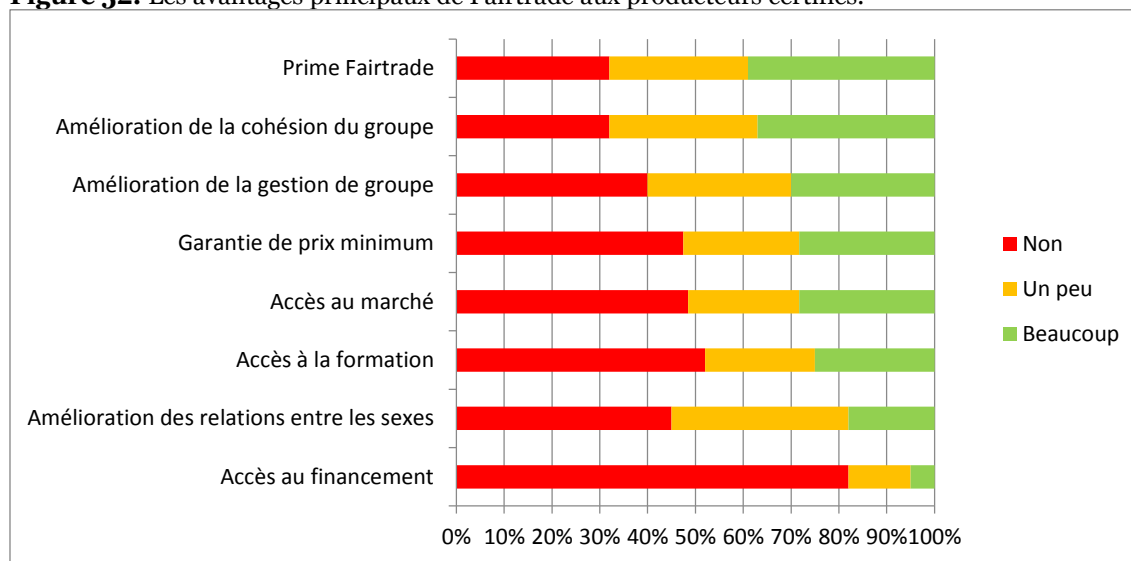


Figure 5251: Conscience et intérêt parmi les producteurs non-certifiés

	Oui
Connaissez-vous Fairtrade?	41%
Si vous le connaissez, voulez-vous en devenir partie ?	91%

Quand on a demandé aux petits cultivateurs certifiés des avantages principaux de Fairtrade, 39 pour cent ont mentionné la Prime Fairtrade et 37 pour cent à la cohésion améliorée de groupe. Entre 25 pour cent et 30 pour cent ont mentionné la gestion améliorée de groupe, le prix de garantie minimal et l'accès au marché (la Figure 52). Plus que la moitié des producteurs n'a pas perçu l'accès à la finance, à la formation, aux marchés et le prix de garantie minimal comme les avantages de Fairtrade.

Figure 52: Les avantages principaux de Fairtrade aux producteurs certifiés.



7.1.2 Les avantages au niveau de l'OPP

Conclusion: Parmi les OPP certifiées, 65 pour cent ont rapporté qu'ils ont été satisfaits de Fairtrade, les avantages principaux étant la Prime Fairtrade et le Prix Minimal Fairtrade.

Approximativement deux tiers des OPP certifiée ont été satisfaits de Fairtrade et 19 pour cent ont été insatisfait (Figure 53). Plus de la moitié des OPP a fortement apprécié la Prime Fairtrade et le Prix Minimal Fairtrade. Les avantages potentiels qui ont été moins appréciés ont été l'accès améliorés aux officiers de liaison, à la finance et avoir accès aux marchés (voir Figure 54).

Ceci suggère qu'ils n'ont pas perçu ces avantages, ils les ont trouvés moins importants ou qu'ils n'associent pas les prestations reçues à Fairtrade. Malheureusement, l'enquête n'a pas examiné les raisons.

Figure 53: Niveau de satisfaction de Fairtrade par les OPP certifiées

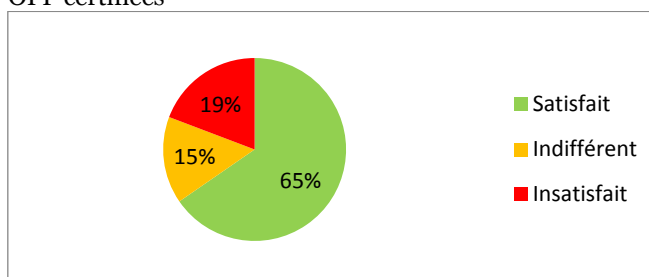
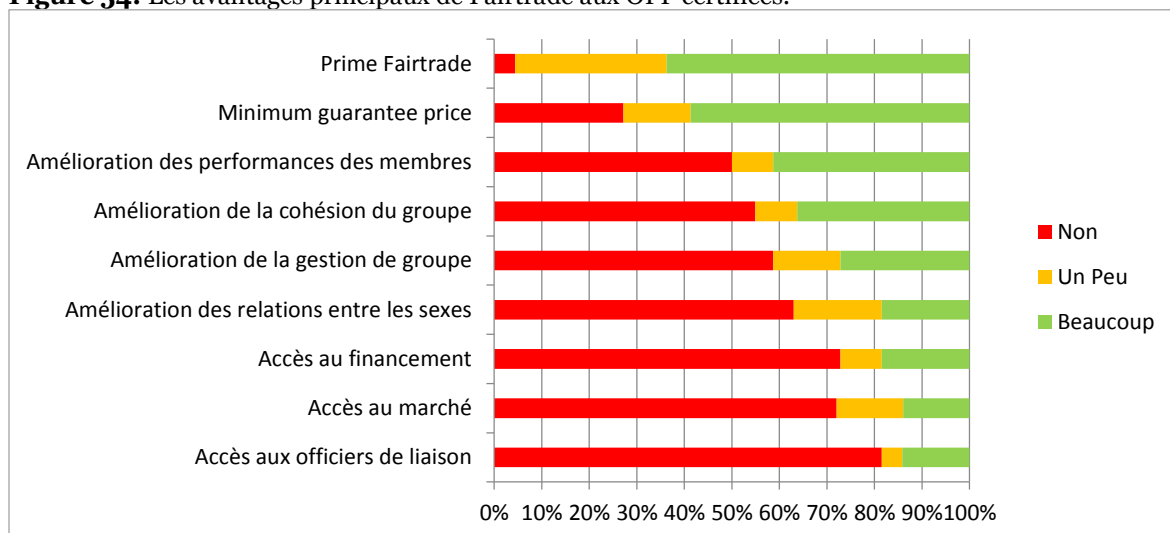


Figure 54: Les avantages principaux de Fairtrade aux OPP certifiées.



8. Conclusions et recommandations

Les producteurs et les OPP certifiées surpassent les producteurs et les OPP non-certifiées sur plusieurs dimensions (par exemple, équilibre hommes-femmes, droits des enfants, pratiques d'antiérosives, accès à la formation, investissements dans des projets sociaux et des activités sur l'adaptation au changement climatique). Sur certaines dimensions les performances étaient similaires (par exemple, la gestion de l'eau, utilisation des engrais chimiques et des pesticides (en excluant les Fairtrade-Organique), la prestation de service d'intrants des OPP). Le Fairtrade a réussi à atteindre les producteurs les plus pauvres. Il n'était pas possible de déterminer l'impact que le Fairtrade a eu qu'au niveau de pauvreté au temps plus que la certification était inconnu. Cette étude était une base de référence. L'étude de suivi prévue mesurera le progrès des producteurs Fairtrade comparé aux producteurs contrefactuels ainsi que la contribution de Fairtrade.

Les résultats et de l'étude suggèrent les recommandations suivantes pour Fairtrade

1. Promouvoir l'assimilation du marché du coton certifié Fairtrade

L'accès au marché est un problème. La capacité de vendre du coton certifié dans des conditions Fairtrade est une condition importante pour le succès et une grande partie de la rétroaction négative que l'équipe d'enquête a reçue lors de la collecte de données été liée à l'absence d'accès au marché. Afin de poursuivre et d'intensifier la accréditation de Fairtrade dans le secteur du coton ouest-africain, les producteurs doivent avoir accès soutenu aux marchés de Fairtrade. Peut-être Fairtrade devrait multiplier ses efforts.

2. Analyser comment le contexte institutionnel des filières cotonnières ouest-africains favorise ou bloque la promotion de Fairtrade

Le haut degré d'organisation du secteur dans les trois pays influence comment Fairtrade peut être mis en œuvre dans ces secteurs et quels avantages peuvent être attendus. Par exemple, il y a un problème dans la création des chaînes d'approvisionnement transparentes. La commercialisation du coton est organisée par les sociétés cotonnières, ce qui empêche les relations commerciales directes entre producteurs et acheteurs. Cette étude de base montre que ceci entrave la transparence dans, par exemple, des informations de marché. On pourrait aussi faire valoir que ces secteurs hautement organisés parviennent à atteindre à presque tous les producteurs avec des intrants au niveau de crédit, l'assistance technique et qu'ils offrent un accès garanti aux marchés à des prix fixés annuellement. Comparé à d'autres secteurs moins organisés, il y a beaucoup moins de problèmes en ce qui concerne l'accès aux intrants, la qualité des produits et l'accès au marché. Bien que ce la fournisse aux agriculteurs des avantages importants, il réduit les alternatives possibles. Par exemple, la fourniture de haut en bas des paquets technologiques peut réduire la capacité des organisations paysannes à développer leurs propres régimes de gestion des engrais-mieux adaptés au contexte local. La mesure dans laquelle le degré élevé d'organisation du secteur entrave ou soutient la promotion des valeurs, principes et systèmes de Fairtrade était difficile à capturer dans cette étude. Nous vous recommandons d'effectuer une analyse plus approfondie dans les modèles du secteur et de la gouvernance du marché de ces trois pays pour identifier les contraintes et les opportunités dans la promotion de Fairtrade. Cette analyse devrait également étudier comment la collaboration améliorée avec les sociétés cotonnières peut potentiellement promouvoir la mise en œuvre de l'ensemble du secteur des valeurs, principes et systèmes Fairtrade.

3. D'autres soutiennent les membres de l'OPP à la prestation de services de qualité à leurs membres-

Bien que les membres de l'OPP certifiées aient mieux performé par rapport aux membres de l'OPP non certifiés sur la formation et autres prestations de services, il y a beaucoup à améliorer. Le nombre d'agriculteurs ayant accès adéquat à la formation sur une variété de sujets importants a été relativement faible en 2014. La plupart des membres de l'OPP manquaient une approche structurée pour promouvoir la performance des agriculteurs et les ressources à mettre en œuvre une telle approche. Comme la

formation et de l'assistance régulière-souvent en combinaison avec l'accès aux intrants-est si important, le Fairtrade devrait intensifier son soutien dans ce domaine. Cela ne doit pas nécessairement se concentrer uniquement sur la culture du coton. Il peut-en reconnaissant l'importance des systèmes agricoles diversifiés-cible également d'autres activités de la ferme et des compétences de base, telles que la formation de l'alphabétisation ou la gestion financière.

4. Clarifier et communiquer l'analyse de rentabilisation de l'accréditation Fairtrade

Cette recherche a inclus plusieurs éléments qui font partie de l'analyse de rentabilisation pour les agriculteurs et les OPP à choisir l'accréditation Fairtrade. Le Fairtrade pourrait faire un travail supplémentaire pour clarifier cette analyse de rentabilisation de l'accréditation Fairtrade aux niveaux des fermes, OPP et secteur. Ce ne serait pas utile de mener une enquête à grande échelle, mais plutôt une analyse plus approfondie des coûts et des avantages sur un échantillon réduit des agriculteurs. Outre les avantages financiers, une telle étude pourrait également inclure les avantages sociaux de l'accréditation Fairtrade. Par exemple, les agriculteurs certifiés dans cette enquête ont apprécié l'amélioration de la cohésion du groupe à la suite de l'accréditation Fairtrade. Les effets pourraient aider à promouvoir l'adoption de Fairtrade et d'identifier les interventions susceptibles de renforcer encore le cas de l'entreprise. Ils pourraient aussi aider à créer davantage d'appropriation des sociétés cotonnières et leurs gouvernements respectifs qui sont crucial en raison de leur rôle dominant dans le secteur.

5. L'utilisation des méthodes mixtes pour obtenir plus d'idées dans l'attribution

La Théorie du changement Fairtrade était trop vaste pour que nous incluions tous les sujets et les indicateurs de l'enquête. Aussi il n'y avait pas une justification pour les hiérarchiser quand nous avons commencé cette recherche. Lors de la finalisation de ce rapport, le Fairtrade a commencé à développer des voies d'impact spécifiques qui devraient permettre à la hiérarchisation des indicateurs. Cela permettra également de faciliter l'analyse de l'attribution des interventions du Fairtrade. Les voies d'impact sont une bonne occasion d'inclure les intérêts des différentes parties prenantes, y compris les acheteurs (qui soulignent généralement les aspects environnementaux). Pour toute recherche à venir, l'analyse de l'attribution pourrait être encore améliorée par une utilisation progressive des méthodes de collecte de données quantitatives et qualitatives. Une option est d'utiliser une approche progressive dans laquelle, par exemple des discussions de groupes sont organisés après les données des enquêtes d'agriculteurs ont été analysés comme un moyen de valider et d'identifier les explications des effets clés. Cela permet une discussion plus ciblée lors de la validation des résultats des enquêtes ou de clarifier les sujets entamés. Afin de valider les voies d'impact les plus applicables, on pourrait aussi inverser cet ordre et utiliser des débats dans des groupes comme base pour la conception des enquêtes quantitatives.

6. Utiliser des méthodes alternatives pour collecter des mesures ou des indicateurs importants de performance

Enfin, certains des indicateurs exigent des informations détaillées sur les quantités utilisées, coûts et avantages. Cette enquête de référence a révélé que les pratiques de tenue de dossiers étaient généralement moyennant médiocres. Si Fairtrade souhaite poursuivre à recevoir ces données sur une grande échelle, plus de soutien sera nécessaire aux niveaux de l'OPP et de la ferme. Fairtrade pourrait aussi envisager les différentes méthodes pour recueillir de telles données. Les exemples sont l'analyse du cycle de vie, calcul de l'empreinte ou l'identification de cas de l'entreprise mentionnée ci-dessus. L'application de ces méthodes sur des échantillons d'agriculteurs pourraient se traduire par des meilleures données et plus complètes que d'essayer de recueillir des informations via des enquêtes d'agriculteurs qui tentent également de recueillir des données sur un grand nombre d'autres indicateurs.

Appendix I : Les Indicateurs de l'industrie

Le tableau 53 donne un aperçu de certains paramètres de culture pour les producteurs de coton Fairtrade en Afrique de l'Ouest et de *Cotton made in Africa* (CmiA) [coton fabriqué en Afrique].¹⁴ Les paramètres de Fairtrade sont basés sur des producteurs moyens de Fairtrade (uniquement) sur l'étude de base au Sénégal, au Burkina Faso et au Mali.

Les paramètres CmiA sont basés sur des producteurs moyens du CmiA au Bénin, au Burkina Faso, en Côte-d'Ivoire, le Malawi, le Mozambique, la Zambie et le Cameroun. Les méthodologies utilisées par les études sont différentes.

Le tableau 53: Chiffres de culture

Culture	Unité	Les producteurs de Fairtrade dans cette étude	Afrique CmiA
Rendement (coton graine)	kg/ha	986	967
Engrais NPK (N=15, P=15, K=15,)	kg/ha	Non applicable	102.8
Engrais NPK (14/18/18 & 14/23/14)	kg/ha	186.4	Non disponible
Engrais organiques	kg/ha	150	145.7
Part de l'eau bleue.	Taux	0%	10%

Le tableau 54 donne un aperçu des paramètres d'égrenage. Les données pour le Sénégal ont été fournies par SODIFITEX (mars 2015), ce sont des moyennes nationales. Les données pour CmiA sont les mêmes provenant de l'édition de *Foundation Aid by Trade* (2012) et publiés dans le tableau 53.

Le tableau 54: Chiffres d'égrenage

Egrenage	Unité	Sénégal	Afrique CmiA (moyen)
La distance de transport (coton graine)	km	58.7	51.5
Grill d'électricité	kWh/kg peluches	0.12	0.089
Gaz naturel	kWh/kg peluches	0,009	Aucune donnée
Diesel	kWh/kg peluches	0,12	Aucune donnée
Hydroélectricité	kWh/kg peluches	0	Aucune donnée
Les prélèvements d'eau pour l'égrenage	m ³ /kg peluches	0,00019	Aucune donnée
L'utilisation de l'emballage (Bales)	kg/kg peluches	0,013	Aucune donnée
Déchets solides	kg/kg Lint	0,07	Aucune donnée

Le tableau 55 montre la pluviométrie dans les pays inclus dans l'étude. La culture du coton est pluviale.

Le tableau 55: les chiffres des précipitations dans les zones cotonnières

Pays	Précipitations mm / an
Sénégal	800 -1000
Burkina Faso	700 -800
Mali	1000-1100

¹⁴ Nill, M., and Wick, K. (2013) Le carbone et l'empreinte hydrique de *Cotton made in Africa*. Systain, commandée par Aid par Trade Foundation

Appendix II : Les questionnaires

Questionnaire pour les enquêtes sur **les exploitations agricoles**

3. Identité du questionnaire	
1. Numéro du Questionnaire	Q1
2. Code de l'enquêteur	Q2
3. Date de l'interview	[] / [] / [2015] JJ / MM / AAAA Q3

2. Lieu	
4. Pays	Q4
5. Région	Q5
6. Cercle ou département	Q6
7. District ou commune	Q7
8. Village	Q8

3. Organisation de Producteurs	
9. Nom de l'organisation de troisième degré	Q9 O (-99) Ne s'applique pas
10. Nom de l'organisation de second degré	Q10 O (-99) Ne s'applique pas
11. Nom de l'organisation de premier degré	Q11 O (-99) Ne s'applique pas

4. Profil du producteur	
12. Quel est votre nom complet? Prénom(s), puis nom de famille en majuscules	Q12
13. Sexe	O (1) Féminin - O (2) Masculin Q13
14. Age (en nombre d'années)	[] ans Q14
15. Quelle est votre situation matrimoniale?	O (1) Marié(e) → nombre d'épouses: [Q15.1] O (2) Célibataire O (3) Divorcé(e) O (4) Veuf (ve) Q15
16. Savez-vous lire et écrire ?	O (0) Non O (1) Oui, en français O (2) Oui, en autre langue O (3) Oui, en français et autre langue Q16
17. Quel est votre niveau d'instruction?	O (0) Pas d'éducation O (1) Education informelle O (2) Education primaire incomplète O (3) Education primaire complète O (4) Education secondaire incomplète O (5) Education secondaire complète O (6) Education supérieure Q17

5. Composition du ménage	
18. Combien d'adultes (>= 18 ans) vivent au sein de	[] # femmes / []

ce ménage ?	#hommes Q18_1 Q18_2
19. Combien d'enfants (<18 ans) vivent au sein de ce ménage ?	[] # filles / [] # garçons Q19_1 Q19_2
20. Combien de personnes qui vivent en dehors du ménage dépendent-elles (en partie ou entièrement) des revenus de votre ménage?	[] # Q20

6. Certification				
21. Pour la certification actuelle : depuis quand (première certification) vous êtes certifiez / vérifiez?				
(1) Equitable Q21.1	O (o) Non	O (1) Oui, depuis : [Q21.1a]	O (2) Oui, mais ne sait pas,* depuis: [Q21.1a]	O (3) En voie d'obtention, prévu en: [Q21.1a]
(2) Bio Q21.2	O (o) Non	O (1) Oui, depuis : [Q21.2a]	O (2) Oui, mais ne sait pas,* depuis: [Q21.2a]	O (3) En voie d'obtention, prévu en: [Q21.2a]
(3) Initiative Better Cotton (BCI) Q21.3	O (o) Non	O (1) Oui, depuis : [Q21.3a]	O (2) Oui, mais ne sait pas,* depuis: [Q21.3a]	O (3) En voie d'obtention, prévu en: [Q21.3a]
(4) Autres, Q21.4 Nom Q21.4a	O (o) Non	O (1) Oui, depuis : [Q21.4b]	O (2) Oui, mais ne sait pas,* depuis: [Q21.4b]	O (3) En voie d'obtention, prévu en: [Q21.4b]
22. Est-ce que vous avez été décertifié ?				
(1) Equitable Q22.1	O (o) Non	O (1) Oui (a) 1 ^{ère} certificat: [Q22.1a] (b) Décertifié: [Q22.1b]	O (2) Oui, mais ne sait pas* (a) 1 ^{ère} certificat: [Q22.1a] (b) Décertifié: [Q22.1b]	
(2) Bio Q22.2	O (o) Non	O (1) Oui (a) 1 ^{ère} certificat: [Q22.2a] (b) Décertifié: [Q22.2b]	O (2) Oui, mais ne sait pas* (a) 1 ^{ère} certificat: [Q22.2a] (b) Décertifié: [Q22.2b]	
(3) Initiative Better Cotton (BCI) Q22.3	O (o) Non	O (1) Oui (a) 1 ^{ère} certificat: [Q22.3a] (b) Décertifié: [Q22.3b]	O (2) Oui, mais ne sait pas* (a) 1 ^{ère} certificat: [Q22.3a] (b) Décertifié: [Q22.3b]	
(4) Autres, Q22.4 Nom Q22.4a	O (o) Non	O (1) Oui (a) 1 ^{ère} certificat: [Q17.4b]	O (2) Oui, mais ne sait pas* (a) 1 ^{ère} certificat: [Q17.4b]	

		(b) Décertifié: [Q17.4c]	(b) Décertifié: [Q17.4c]	
--	--	-----------------------------	-----------------------------	--

*En cas, l'OP ne sait pas si elle est certifiée, mais le consultant est au courant, l'enquêteur consultant remplit les données.

7. Régime foncier	
23. En quelle année avez-vous commencé à cultiver le coton ?	[_____] année Q23
24. Quelle était l'utilisation de la terre auparavant?	<input type="radio"/> (1) Terre agricole <input type="radio"/> (2) Brousse (débroussaillage) <input type="radio"/> (3) Forêt (défriche) <input type="radio"/> (4) Autres, veuillez préciser : Q24 Q24.1
25. Superficie totale de la terre propre à l'agriculture que vous possédez (en hectare)	[_____] ha Q25
26. Type de propriété foncière	<i>Plusieurs réponses sont possibles</i> <input type="radio"/> (1) Titre foncier officiel <input type="radio"/> (2) Coutumier <input type="radio"/> (3) Domaine communautaire / nationale <input type="radio"/> (4) Terre louée/affermée Q26.1 Q26.2 Q26.3 Q26.4
27. Superficie totale cultivée par le paysan (2013/14) – toutes cultures confondues	[_____] ha Q27

8. Production et vente de coton graine			
28. Est-ce que vous avez une base de données qui registre la production, vente, revenus, utilisation des intrants, etc.		O (0) Non O (1) Partiellement O (2) Oui Q28	
Coton graine	29. Superficie (2013/14)	30. Production (2013/14)	31. Quantité vendue (2013/14)
(1) Conventionnel	[Q29.1] ha O (-99) NA	[Q30.1] kg O (-99) NA	[Q31.1] kg O (-99) NA
(2) Equitable	[Q29.2] ha O (-99) NA	[Q30.2] kg O (-99) NA	O (1) Sous label [Q31.2] kg O (-88) Ne sait pas O (-99) NA
(3) Bio	[Q29.3] ha O (-99) NA	[Q30.3] kg O (-99) NA	O (1) Sous label [Q31.3a] kg O (2) En conventionnel [Q31.3b] kg O (-88) Ne sait pas O (-99) NA
(4) Bio-Equitable	[Q29.4] ha O (-99) NA	[Q30.4] kg O (-99) NA	O (1) Sous label [Q31.4a] kg O (2) En conventionnel [Q31.4b] kg O (-88) Ne sait pas O (-99) NA
32. Qualité de coton grain vendue		O (1) première choix : [Q32.1] kg O (2) deuxième choix: [Q32.2] kg O (3) troisième choix : [Q32.3] kg O (-88) Ne sait pas	

9. Prix coton graine		
	33. Prix au producteur (2013/14)	34. Différentiel / prime reçu (2013/14)
(1) Conventionnel	[Q33.1] FCFA/kg O (-99) NA	
(2) Equitable	[Q33.2] FCFA/kg O (-99) NA	[Q34.2] FCFA/kg O (-88) Ne sait pas O (-99) NA
(3) Bio	[Q33.3] FCFA/kg O (-99) NA	[Q34.3] FCFA/kg O (-88) Ne sait pas O (-99) NA
(4) Bio-Equitable	[Q33.4] FCFA/kg O (-99) NA	[Q34.4] FCFA/kg O (-88) Ne sait pas O (-99) NA

10. Prime sociale Equitable <i>Non applicable pour les groupes de control</i>	
35. Quand votre OP a reçu la dernière Prime Sociale Equitable ?	[] Année Q35
36. Connaissez-vous le montant de la prime sociale Equitable reçu par l'organisation de producteurs?	[] FCFA (dernière versement reçue) O (-88) Ne sait pas O (-99) NA (groupe de control) Q36
37. Est-ce que vous êtes au courant de l'utilisation de la prime?	O (o) Jamais O (1) Parfois O (2) Toujours O (-99) NA (groupe de control) Q37
38. Qui prend les décisions relatives à l'utilisation de la prime?	O (o) La Direction O (1) Les Membres/L'Assemblée Générale O (88) Ne sait pas O (-99) NA (groupe de control) Q38

11. Revenus			
39. Coûts de production (2013/2014)*	(1) Conventionnel (FCFA)	(2) Sous label (FCFA)	O (-88) Ne sait pas
(a) Coûts des intrants	[] Q39.1a	[] Q39.1b	
(b) Charge location du matériel	[] Q39.1b	[] Q39.2b	
(c) Charge location de la terre	[] Q39.1c	[] Q39.3b	
(d) Rémunération main d'œuvre	[] Q39.1d	[] Q39.4b	
(e) Autres	[] Q39.1e	[] Q39.5b	
40. Votre revenu / profitabilité obtenu de la production de coton a-t-il changé au cours des trois dernières années?	<u>Conventionnel</u> O (o) En diminution O (1) Stable O (2) En augmentation O (88) Ne sait pas O (-99) NA Q40.1	<u>Sous label</u> O (o) En diminution O (1) Stable O (2) En augmentation O (88) Ne sait pas O (-99) NA Q40.2	
41. Quelle satisfaction avez-vous obtenue de la rentabilité du coton ?	<u>Conventionnel</u> O (1) Pas satisfait O (2) Indifférent O (3) Satisfait O (-99) NA Q41.1	<u>Sous label</u> O (1) Pas satisfait O (2) Indifférent O (3) Satisfait O (-99) NA Q41.2	
42. A combien estimez-vous la part en pourcentage du coton dans le revenu total du ménage (y compris les revenus provenant de l'exploitation et ceux provenant d'autres sources)?	O (1) 1% - 25% O (2) 26% - 50% O (3) 51% - 75% O (4) 76% - 99% O (5) 100% Q42		
43. Si vous avez d'autres sources de revenus, quelles sont les activités génératrices de revenus ci-après que vous menez?			

(1) Production de céréales	O (o) Non - O (1) Oui Q43.1	O (-99) NA
(2) Elevage	O (o) Non - O (1) Oui Q43.2	
(3) Travail agricole salarié	O (o) Non - O (1) Oui Q43.3	
(4) Commerce (Achat et vente)	O (o) Non - O (1) Oui Q43.4	
(5) Production du bois de chauffage/du charbon	O (o) Non - O (1) Oui Q43.5	
(6) Artisanat (production et vente)	O (o) Non - O (1) Oui Q43.6	
(7) Travail salarié non agricole	O (o) Non - O (1) Oui Q43.7	
(8) Envoi de fonds de la famille vivant ailleurs	O (o) Non - O (1) Oui Q43.8	
(9) Construction	O (o) Non - O (1) Oui Q43.9	
(10) Autres, Veuillez spécifier :	Q43.10 Q43.10a (text)	

12. Facteur travail (pour le coton)			
44. Combien de membres du ménage travaillent-ils sur l'exploitation?		[_ Q44.1 _] # femmes (>18 ans) [_ Q44.2 _] # hommes (>18 ans) [_ Q44.3 _] # enfants (<18 ans)	
45. L'implication des membres du ménage dans le travail sur l'exploitation	Femmes (>18 ans)	Hommes (>18 ans)	Enfants (<18 ans)
(1) Préparation du sol	O (o) Non - O (1) Oui Q45.1a	O (o) Non - O (1) Oui Q45.1b	O (o) Non - O (1) Oui Q45.1c
(2) Semis	O (o) Non - O (1) Oui Q45.2a	O (o) Non - O (1) Oui Q45.2b	O (o) Non - O (1) Oui Q45.2c
(3) Entretien	O (o) Non - O (1) Oui Q45.3a	O (o) Non - O (1) Oui Q45.3b	O (o) Non - O (1) Oui Q45.3c
(4) Traitement phytosanitaire	O (o) Non - O (1) Oui Q45.4a	O (o) Non - O (1) Oui Q45.4b	O (o) Non - O (1) Oui Q45.4c
(5) Récolte	O (o) Non - O (1) Oui Q45.5a	O (o) Non - O (1) Oui Q45.5b	O (o) Non - O (1) Oui Q45.5c
46. Y a-t-il des voisins/des membres de la famille qui travaillent sans salaire dans votre exploitation (e.g. emploi sous forme assistance mutuelle)		O (o) Non O (1) Oui Q46	
47. Si oui, l'assistance mutuelle se réalise dans :			
(1) Préparation du sol	O (o) Non - O (1) Oui Q47.1		O (-99) NA
(2) Semis	O (o) Non - O (1) Oui Q47.2		
(3) Entretien	O (o) Non - O (1) Oui Q47.3		
(4) Traitement phytosanitaire	O (o) Non - O (1) Oui Q47.4		
(5) Récolte	O (o) Non - O (1) Oui Q47.5		

48. Avez-vous des travailleurs salariés dans votre exploitation pour le coton?	O (0) Non - O (1) Oui Q48	
Si oui, pouvez-vous indiquer, par type de dispositions contractuelles, leur nombre et le salaire qui leur est payé ?	49. Nombre de travailleurs	50. Salaire payé (moyenne)
(1) Travail temporaire, accord verbal	[Q49.1a]# hommes [Q49.1b]# femmes O (-99) NA	[Q50.1a] FCFA / ha [Q50.1b] FCFA jour [Q50.1c] FCFA / mois [Q50.1d] FCFA / campagne Rémunération par nature: [Q50.1de] FCFA O (-99) NA
(2) Travail temporaire, contrat écrit	[Q49.2a]# hommes [Q49.2b]# femmes O (-99) NA	[Q50.2a] FCFA / ha [Q50.2b] FCFA jour [Q50.2c] FCFA / mois [Q50.2d] FCFA / campagne Rémunération par nature: [Q50.2e] FCFA O (-99) NA
(3) Emploi permanent, accord verbal	[Q49.3a]# hommes [Q49.3b]# femmes O (-99) NA	[Q50.3a] FCFA / mois Rémunération par nature: [Q50.3b] FCFA O (-99) NA
(4) Emploi permanent, contrat écrit	[Q49.4a]# hommes [Q49.4b]# femmes O (-99) NA	[Q50.4a] FCFA / mois Rémunération par nature: [Q50.4b] FCFA O (-99) NA

13. Pratiques agricoles		
51. Quelle rotation vous pratiquez?	<u>(1) Conventionnel</u> O (0) aucun (coton / coton) O (1) coton / céréale / coton O (2) coton / légumineuse / coton O (3) coton / céréale / légumineuse / coton O (6) Autres, à préciser : O (-99) NA Q51.1	<u>(2) Sous label</u> O (0) aucun (coton / coton) O (1) coton / céréale / coton O (2) coton / légumineuse / coton O (3) coton / céréale / légumineuse / coton O (6) Autres, à préciser : O (-99) NA Q51.2
52. Si vous pratiquez la rotation avec des quels types de céréales ou légumineuses?		
(1) céréales	O (-99) NA Q52.1	
(2) légumineuse	O (-99) NA Q52.2	
53. Si vous pratiquez la rotation, Pendant combien d'années consécutives cultivez-vous le coton sur la même parcelle	<u>(1) Conventionnel</u> []# années O (-99) NA	<u>(2) Sous-label</u> []# années O (-99) NA

avant d'alterner?		Q53.1	Q53.2
54. Si vous pratiquez la jachère sur la culture de coton:			
(1) Apres combien d'années de production vous mettez en jachère ?		[]# années	O (-99) NA
		Q54.1	
(2) Combien d'année la jachère dure-t-elle ?		[]# années	O (-99) NA
		Q54.1	
55. Quelles sont les mesures anti-érosion ci-après que vous adoptez?			
(1) Des barrières de pierre pour empêcher l'eau de ruisseler/ralentir le rythme d'écoulement de l'eau		O (o) Non - O (1) Oui	
		Q55.1	
(2) Des digues pour empêcher l'eau de ruisseler/ralentir le rythme d'écoulement de l'eau		O (o) Non - O (1) Oui	
		Q55.2	
(3) Planter des cultures anti-érosion, par exemple l'herbe sur les versants		O (o) Non - O (1) Oui	
		Q55.3	
(4) Construire des crêtes dans plus ou moins dans le sens contraire du versant		O (o) Non - O (1) Oui	
		Q55.4	
(5) Construire des crêtes exactement le long des versants (avec des mesures avec des outils topographique)		O (o) Non - O (1) Oui	
		Q55.5	
56. Quel système de traitement phytosanitaire appliquez-vous?	<u>(1) Conventionnel</u> O (1) Traitement calendaire O (2) La lutte étagée ciblée O (3) Traitement sur seuil O (4) Gestion Intégrée de la Production et Déprédateurs (GIPD) O (5) Utilisation des Bio-pesticides O (-99) NA Q56.1	<u>(2) Sous label</u> O (1) Traitement calendaire O (2) La lutte étagée ciblée O (3) Traitement sur seuil O (4) Gestion Intégrée de la Production et Déprédateurs (GIPD) O (5) Utilisation des Bio-pesticides (-99) NA Q56.2	
57. Quels matériels pour la protection des personnes (PPE) qui sont utilisé dans le traitement phytosanitaire? <i>Comme exemples il y a des gants, des bottes, des masques et des vêtements de protection.</i>		O (1) Aucune mesure n'est mise en œuvre O (2) Des mesures de base sont adoptées MAIS elles ne sont toujours pas appliquées O (3) Les mesures sont toujours appliquées O (-99) NA (en case du Bio) Q57	
58. Comment effectuez-vous la préparation du sol?		O (o) Sans préparation O (1) Manuellement O (2) Par traction animale O (3) Avec un tracteur Q58	
59. Si vous utilisez des bœufs, à qui appartiennent ces bœufs?		O (1) A moi/ propriété ménage O (2) A quelqu'un d'autre O (-99) – NA Q59	
60. Si vous utilisez un tracteur à qui appartient ce tracteur?		O (1) – à moi/ propriété ménage O (2) – il est loué O (-99) – NA Q60	
61. Quelle méthode de semis pratiquez-vous?		O (1) A la main O (2) Avec un semoir Q61	
62. Que faites-vous des résidus de coton ?		O (o) Aucun utilisation O (1) Les brûler O (2) Les enfouir dans le sol O (3) Les utiliser comme biocarburant O (4) Autres, veuillez préciser:	

	Q62
	Q62a

14. Accès aux intrants

63. Comment qualifierez-vous votre accès aux pesticides?	(1) Chimique	(2) Biologique
	O (1) limité du fait d'une disponibilité insuffisante (qualité/quantité) O (2) limité du fait de couts élevés des pesticides O (3) Disponible à suffisance O (-99) NA (ne les utilise pas) Q63.1	O (1) limité du fait d'une disponibilité insuffisante (qualité/quantité) O (2) Limité du fait de couts élevés de bio-pesticide O (3) Limité du fait de l'insuffisance de crédit O (4) En cas d'auto-fabrication, limité du fait de l'insuffisance de temps / indisponibilité des matières premières O (5) Disponible à suffisance O (-99) NA (ne les utilise pas) Q63.2
64. Comment qualifierez-vous votre accès aux engrais?	(1) Chimique	(2) Organique (y compris le fumier, le paillis et les déchets ménagers organiques)
	O (1) limité du fait d'une disponibilité insuffisante (qualité/quantité) O (2) limité du fait de couts élevés des engrais O (3) Disponible à suffisance O (-99) NA (ne les utilise pas) Q64.1	O (1) limité du fait d'une disponibilité insuffisante (qualité/quantité) O (2) Limité du fait de couts élevés d'engrais organiques O (3) Limité du fait de l'insuffisance de crédit O (4) En cas d'auto-fabrication, limité du fait de l'insuffisance de temps / indisponibilité des matières premières O (5) Disponible à suffisance O (-99) NA (ne les utilise pas) Q64.2

15. Intrants agricoles (2013/14)

65. Utilisation de l'engrais chimique dans la production du coton	Type (nom du produit commercial)	Quantité appliquée (kg/ha) (1) Conventionnel	Quantité appliquée (kg/ha) (2) Sous label
	Q65.a	Q65.1a	Q65.2a
	Q65.b	Q65.1b	Q65.2b
	Q65.c	Q65.1c	Q65.2c
	Q65.d	Q65.1d	Q65.2d
	Q65.e	Q65.1e	Q65.2e
66. Utilisation de l'engrais organique dans la production de coton	Q65.f	Q65.1f	Q65.2f
	Type (nom du produit)	Quantité appliquée Conventionnel	Quantité appliquée Sous label
	Parcage des vaches Q66.a	[] vaches / ha Q66.1a	[] vaches / ha Q66.2a
	Q66.b	Q66.1b	Q66.2b
	Q66.c	Q66.1c	Q66.2c
	Q66.d	Q66.1d	Q66.2d

	Q66.e Q66.f	Q66.1e Q66.1f	Q66.2e Q66.2f
67. Utilisation de pesticides chimiques dans la production de coton	Type (nom du produit commercial)	Quantité appliquée (litre/ha) <u>Conventionnel</u>	Quantité appliquée (litre/ha) <u>Sous label</u>
(1) Herbicide	Q67.1a	Q67.1.1a	Q67.1.2a
	Q67.1b	Q67.1.1b	Q67.1.2b
	Q67.1c	Q67.1.1c	Q67.1.2c
	Q67.1d	Q67.1.1d	Q67.1.2d
(2) Fongicide	Q67.2a	Q67.2.1a	Q67.2.2a
	Q67.2b	Q67.2.1b	Q67.2.2b
	Q67.2c	Q67.2.1c	Q67.2.2c
(3) Insecticide	Q67.3a	Q67.3.1a	Q67.3.2a
	Q67.3b	Q67.3.1b	Q67.3.2b
	Q67.3c	Q67.3.1c	Q67.3.2c
68. Utilisation de pesticides biologiques dans la production de coton	Type (nom du produit)	Quantité appliquée (litre/ha) <u>Conventionnel</u>	Quantité appliquée (litre/ha) <u>Sous label</u>
	Q68.a	Q68.1a	Q68.2a
	Q68.b	Q68.1b	Q68.2b
	Q68.c	Q68.1c	Q68.2c
	Q68.d	Q68.1d	Q68.2d

16. Organisation de producteurs	
69. Pensez-vous que votre organisation de producteurs travaille véritablement pour vos intérêts?	O (0) Non - O (1) En partie - O (2) Oui Q69
70. Sentez-vous que vous pouvez faire parvenir vos idées ou soucis à la direction de l'organisation de producteurs?	O (0) Non - O (1) En partie - O (2) Oui Q70
71. Avez-vous participé à une formation dispensée ou organisée par l'organisation de producteurs en 2014?	O (0) Non - O (1) Oui Q71
72. Si oui, pouvez-vous indiquer les thèmes abordés (en 2014)?	Indiquez les numéros correspondants à partir de l'annexe relative aux thèmes: Q72.1, Q72.2, etc. Autres, veuillez préciser: Q72a
73. Etes-vous satisfait de la qualité des formations dispensées par votre organisation de producteurs?	O (1) Pas satisfait O (2) Indifférent O (3) Satisfait Q73
74. Quels sont les autres services fournis par l'organisation de producteurs?	
(1) Accès aux intrants	O (0) Non O (1) Oui, mais en quantité insuffisante ou de mauvaise qualité O (2) Oui, en quantité suffisante et de bonne qualité Q74.1
(2) Accès à l'équipement agricole	O (0) Non O (1) Oui, mais en quantité insuffisante ou de mauvaise qualité O (2) Oui, en quantité suffisante et de bonne qualité Q74.2

(3) Distribution du matériel pour la protection des personnes (PPE)	O (0) Non O (1) Oui, mais en quantité insuffisante ou de mauvaise qualité O (2) Oui, en quantité suffisante et de bonne qualité Q74.3
(4) Crédit de court terme lié aux activités agricoles (< 1 ans)	O (0) Non O (1) Oui, mais en quantité insuffisante ou de mauvaise qualité O (2) Oui, en quantité suffisante et de bonne qualité Q74.4
(5) Crédit de long terme aux activités agricoles (> 1 ans)	O (0) Non O (1) Oui, mais en quantité insuffisante ou de mauvaise qualité O (2) Oui, en quantité suffisante et de bonne qualité Q74.5
(6) Investissements communautaires	O (0) Non O (1) Oui, mais en quantité insuffisante ou de mauvaise qualité O (2) Oui, en quantité suffisante et de bonne qualité Q74.6
(7) Appui pour la diversification des revenus et/ou la sécurité alimentaire	O (0) Non O (1) Oui, mais en quantité insuffisante ou de mauvaise qualité O (2) Oui, en quantité suffisante et de bonne qualité Q74.7
(8) Autres, veuillez préciser	Q74.8

17. Impact	
75. Constatez-vous un changement dans votre situation économique depuis : - Pour commerce équitable : votre entrée dans le Commerce Equitable - Pour le groupe control : au cours des trois dernières années	O (1) Pire O (2) Ni pire, ni meilleur O (3) Meilleur Q75
76. Avez-vous dû soit prendre un prêt ou vendre un bien de production / des éléments de votre patrimoine naturel pour gérer des problèmes naturels, médicaux ou d'autres problèmes en 2014 ?	O (0) Non - O (1) Oui Q76
77. Est-ce que tous les enfants de 6 à 12 ans vont à l'école?	O (0) Non - O (1) Oui - O (-99) NA Q77
78. Avez-vous connu, au cours de 2014, des périodes où vous n'avez pas eu un accès adéquat à la nourriture pour votre ménage?	O (0) Non - O (1) Oui Q78
79. Si oui, pendant combien de mois?	[]# O (-99) Sans objet Q79
Sensibilisation sur les droits de l'enfant	
80. Age auquel les enfants peuvent pulvériser ? La réponse devrait être: 18 ans	O (0) Fausse réponse O (1) Bonne réponse Q80
81. Age auquel les enfants peuvent cueillir le coton? La réponse devrait être: 15 ans	O (0) Fausse réponse O (1) Bonne réponse Q81
82. Quelles sont les conditions dans lesquelles les enfants de moins de 15 ans peuvent travailler à l'exploitation? La réponse devrait être: des heures courtes, du	O (0) Fausse réponse O (1) Partiellement bonne réponse O (2) Bonne réponse

<i>travail léger, en dehors des heures de classe, sous la surveillance des parents.</i>	Q82
83. Combien d'arbres y a-t-il dans votre champ de coton?	[]# Q83
84. Quel est le principal mode d'approvisionnement en eau de boisson ? <i>Ne s'applique pas au Burkina (= dans les PPI, dernière section)</i>	O (1) Eau de surface, forage, puits non aménagés, ou autre O (2) Puits aménagés O (3) Fontaine publique O (4) Robinet O (5) NA (Mali) Q84
85. Quelle est la principale source d'énergie utilisée pour l'éclairage? <i>Ne s'applique pas au Burkina (= dans les PPI, dernière section)</i>	O (1) Bois à brûler, ou autre O (2) Bougies, pétrole, ou gaz O (3) Torche à piles, ou batteries O (4) Electricité/ énergie solaire O (5) NA (Burkina) Q85
86. Avez-vous un accès adéquat aux services de santé?	O (1) Pas du tout O (2) un peu, mais la distance à parcourir est trop grande O (3) un peu, mais je ne peux pas les payer O (5) un peu, mais la qualité est très faible O (5) oui Q86
87. Pensez-vous que les niveaux de coopération ont augmenté au sein de votre communauté - <i>Pour commerce équitable</i> : depuis votre entrée dans le Commerce Equitable - <i>Group de control</i> : au cours des trois dernières années	O (0) Pas d'accord O (1) Ni d'accord, ni en désaccord O (2) D'accord O (-88) Ne sait pas Q87
88. Croyez-vous que la capacité de votre communauté de programmer et de plaider pour son développement a augmentée ? - <i>Pour commerce équitable</i> : depuis votre entrée dans le Commerce Equitable - <i>Group de control</i> : au cours des trois dernières années	O (0) Pas d'accord O (1) Ni d'accord, ni en désaccord O (2) D'accord O (-88) Ne sait pas Q88
89. Croyez-vous que votre confiance et prestige social a augmenté - <i>Pour commerce équitable</i> : depuis votre entrée dans le Commerce Equitable - <i>Group de control</i> : au cours des trois dernières années	O (0) Pas d'accord O (1) Ni d'accord, ni en désaccord O (2) D'accord O (-88) Ne sait pas Q89
90. Croyez-vous que les conditions des femmes au niveau du ménage ont été améliorées (par exemple les charges de travail ou participation dans la prise de décision) - <i>Pour commerce équitable</i> : depuis votre entrée dans la Commerce Equitable - <i>Group de control</i> : au cours des trois dernières années	O (0) Pas d'accord O (1) Ni d'accord, ni en désaccord O (2) D'accord O (-88) Ne sait pas Q90
<i>Questions pour les agriculteurs certifié:</i>	<i>Questions pour le groupe de control :</i>
91. Etes-vous satisfaits des avantages liés à la participation au Commerce Equitable ?	92. Connaissez-vous la Commerce Equitable ? O (0) Non - O (1) Oui

O (0) Pas satisfait O (1) Indifférent O (2) Satisfait O (-99) NA (groupe de control) Q91		O (-99) NA (producteur commerce équitable) Q92
		93. Si oui, est-ce que vous voudrais faire parti du Commerce Equitable ? O (0) Non - O (1) Oui - O (-99) NA Q93
94. Quels sont les aspects positifs du Commerce Equitable :		94. Si oui, pour quel raison :
Les réponses sur questions 94 et 95 :		
(1) Prime sociale	O (0) Non - O (1) Un peu - O (2) Beaucoup Q94.1, Q94.1a	O (-99) NA
(2) Prix minimum	O (0) Non - O (1) Un peu - O (2) Beaucoup Q94.2, Q94.2a	
(3) Accès au marché	O (0) Non - O (1) Un peu - O (2) Beaucoup Q94.3, Q94.3a	
(4) Accès aux formations	O (0) Non - O (1) Un peu - O (2) Beaucoup Q94.4, Q94.4a	
(5) Amélioration de la gestion du groupe	O (0) Non - O (1) Un peu - O (2) Beaucoup Q94.5, Q94.5a	
(6) Amélioration des rapports de genre	O (0) Non - O (1) Un peu - O (2) Beaucoup Q94.6, Q94.6a	
(7) Amélioration de la cohésion du groupe	O (0) Non - O (1) Un peu - O (2) Beaucoup Q94.7, Q94.7a	
(8) Accès au financement	O (0) Non - O (1) Un peu - O (2) Beaucoup Q94.8, Q94.8a	
(9) Autres, veuillez préciser :	Q94.9, Q94.9a	

SECTION **Indice** de Sortie de la Pauvreté (PPI) (par pays)

PPI Mali

Indicator	Value
1. Combien de membres du ménage sont âgés 11 ans ou moins?	<input type="radio"/> (1) Cinq ou plus <input type="radio"/> (2) Quatre <input type="radio"/> (3) Trois <input type="radio"/> (4) Deux <input type="radio"/> (5) Un <input type="radio"/> (6) Aucun
2 Combien de membres du ménage exercent habituellement comme emploi principal dans l'agriculture, l'élevage, la pêche ou l'exploitation forestière?	<input type="radio"/> (1) Trois ou plus <input type="radio"/> (2) Deux <input type="radio"/> (3) Un ou aucun
3. Quelle est la matière principale du toit du logement?	<input type="radio"/> (1) Tuile ou chaume <input type="radio"/> (2) Banco, tôle, béton, ou autre
4. Quelle est la matière principale des murs du logement?	<input type="radio"/> (1) Semi-dur, ou autre <input type="radio"/> (2) Dur
5. Quel est le principal mode d'approvisionnement en eau de boisson ?	<input type="radio"/> (1) Eau de surface, forage, puits non aménagés, ou autre <input type="radio"/> (2) Puits aménagés <input type="radio"/> (3) Fontaine publique <input type="radio"/> (4) Robinet
6. Quel est le type d'aisance utilisé dans le logement?	<input type="radio"/> (1) Autres <input type="radio"/> (2) Latrine (privée ou commune à plusieurs ménages) ou avec chasse eau (intérieur ou extérieur ou commune à plusieurs ménages)
7. Le ménage possède-t-il au moins une télévision?	<input type="radio"/> (1) Non <input type="radio"/> (2) Oui
8. Le ménage possède-t-il au moins une radio?	<input type="radio"/> (1) Non <input type="radio"/> (2) Oui
9. Le ménage possède-t-il au moins un fer à repasser?	<input type="radio"/> (1) Non <input type="radio"/> (2) Oui
10. Le ménage possède-t-il au moins un vélomoteur?	<input type="radio"/> (1) Non <input type="radio"/> (2) Oui

PPI - Burkina Faso

Indicator	Value
1. Combien de membres du ménage sont âgés 14 ans ou moins?	<input type="radio"/> (1) Six ou plus <input type="radio"/> (2) Cinq <input type="radio"/> (3) Quatre <input type="radio"/> (4) Trois <input type="radio"/> (5) Deux <input type="radio"/> (6) Un <input type="radio"/> (7) Aucun
2 Dans quelle(s) langues le chef masculine du ménage sait-il lire et ecrire?	<input type="radio"/> (1) Aucune, ou il n'y a pas chef masculine du ménage <input type="radio"/> (2) Français seulement <input type="radio"/> (3) Autre langue que le Français (peu importe que la personne sache lire ou ecrire Français)
3. La chef de famille féminin, a-t-elle achevée le CP1?	<input type="radio"/> (1) Non <input type="radio"/> (2) Il n'y pas chef féminin <input type="radio"/> (3) Oui
4. Quelle est la principale source d'énergie utilisée pour l'éclairage?	<input type="radio"/> (1) Bois à bruler, ou autre <input type="radio"/> (2) Bougies, petrole, ou gaz <input type="radio"/> (3) Torche a piles, ou batteries <input type="radio"/> (4) Electricité/énergie solaire
5. Quel type de toilettes utilise le ménage?	<input type="radio"/> (1) Dans la nature, ou autre <input type="radio"/> (2) Latrines ordinaries <input type="radio"/> (3) Latrines à fosse ventilée, ou WC avec chasse d'eau et fosse septique
6. Est-ce-que le ménage possède une télévsnion?	<input type="radio"/> (1) Non <input type="radio"/> (2) Oui
7. Est-ce-que le ménage possède un matelas ou lit?	<input type="radio"/> (1) Non <input type="radio"/> (2) Oui
8. Est-ce-que le ménage possède un mobylette/moto?	<input type="radio"/> (1) Non <input type="radio"/> (2) Oui
9. Y a-t-il des membres de votre ménage qui ont travaillé dans l'agriculture, l'élevage, la pêche ou l'exploitation forestière (comme emploi principal au cours des 7 derniers jours?	<input type="radio"/> (1) Non <input type="radio"/> (2) Oui
10. Combien de tetes de bétail et d'autres gros animaux le ménage possède-t-il actuellement?	<input type="radio"/> (1) Un, ou aucune <input type="radio"/> (2) Deux <input type="radio"/> (3) Trois à cinq <input type="radio"/> (4) Six ou plus

PPI - Senegal

Indicator	Reponse
1. Quel est le matériau des murs de la maison?	O (1) Autre O (2) Briques en branco ou en ciment
2 Quelle est la principale source'énergie utilisée pour l'éclairage?	O (1) Lampe tempete ou lampe à pétrole artisanale O (2) Bougie, bois ou autre O (3) Group électrogène, solaire, lampe a gaz ou électricité
3. Quelle est la principale source'énergie utilisée pour faire la cuisine?	O (1)Autre O (2)Gaz
4. Quelle est la principale source d'approvisionnement en eau utilisée pour boire?	O (1) Autre O (2) Robinet intérieur
5. Quel type de toilettes utilise le ménage?	O (1) Latrines non couvertes, cuvette/seau, aucun ou autre O (2) Latrines couvertes, latrines ventilées améliorées ou chasse d'eau avec fosse septique O (3) Chasse d'eau branché à l'égout
6. Votre ménage possède-t-il un réfrigérateur/congélateur?	O (1) Non O (2) Oui
7. Votre ménage possède-t-il une télévision?	O (1) Non O (2) Oui
8. Votre ménage possède-t-il un ventilateur?	O (1) Non O (2) Oui
9. Votre ménage possède-t-il un fer à repasser électrique?	O (1) Non O (2) Oui
10. Est-ce que le chef de famille féminin, ou la première épouse sait lire et écrire dans une langue quelconque ?	O (1) Il n'y a pas chef de famille feminine ou première épouse O (2) Non O (3) Oui

Questionnaire sur les Organisation de Producteurs

4. Identité du questionnaire	
1. Numéro du questionnaire	Q1
2. Code de l'enquêteur	Q2
3. Date de l'enquête	[] / [] / [2015] JJ / MM / AAAA Q3

2. Lieu	
4. Pays	Q4
5. Région	Q5
6. Cercle, département, province	Q6
7. District ou commune	Q7
8. Village	Q8

3. Organisation de producteurs	
9. Nom de l'organisation	Q9
10. Type d'organisation	O (1) Premier degré O (2) Second degré O (3) Troisième degré O (4) Quatrième degré Q10
11. Nom de l'organisation de 2 ^{ème} degré	Nom du 2 ^{ème} : Q11 O (-99) NA
12. Nom de l'organisation de 3 ^{ème} degré	Nom du 3 ^{ème} : Q12 O (-99) NA
13. Nom de personne contacte	Q13
14. Fonction de personne contacte	Q14
15. Numéro de téléphone	Q15

4. Certification				
16. Pour la certification actuelle : depuis quand (première certification) vous êtes certifiez / vérifiez?				
(5) Equitable Q16.1	O (o) Non	O (1) Oui, depuis : [Q16.1a]	O (2) Oui, mais ne sait pas,* depuis: [Q16.1a]	O (3) En voie d'obtention, prévu en: [Q16.1a]
(6) Bio Q16.2	O (o) Non	O (1) Oui, depuis : [Q16.2a]	O (2) Oui, mais ne sait pas,* depuis: [Q16.2a]	O (3) En voie d'obtention, prévu en: [Q16.2a]
(7) Initiative Better Cotton (BCI) Q16.3	O (o) Non	O (1) Oui, depuis : [Q16.3a]	O (2) Oui, mais ne sait pas,* depuis: [Q16.3a]	O (3) En voie d'obtention, prévu en: [Q16.3a]
(8) Autres, nom Q16.4 Nom Q16.4a	O (o) Non	O (1) Oui, depuis : [Q16.4b]	O (2) Oui, mais ne sait pas,* depuis: [Q16.4b]	O (3) En voie d'obtention, prévu en: [Q16.4b]
17. Est-ce que vous avez été décertyifié ?				
(1) Equitable Q17.1	O (o) Non	O (1) Oui (a) 1 ^{ère} certificat: [Q17.1a] (b) Décertyifié: [Q17.1b]	O (2) Oui, mais ne sait pas* (a) 1 ^{ère} certificat: [Q17.1a] (b) Décertyifié: [Q17.1b]	
(2) Bio Q17.2	O (o) Non	O (1) Oui (a) 1 ^{ère} certificat: [Q17.2a] (b) Décertyifié: [Q17.2b]	O (2) Oui, mais ne sait pas* (a) 1 ^{ère} certificat: [Q17.2a] (b) Décertyifié: [Q17.2b]	

(3) Initiative Better Cotton (BCI) Q17.3	O (o) Non	O (1) Oui (a) 1 ^{ère} certificat: [Q17.3a] (b) Décertifié: [Q17.3b]	O (2) Oui, mais ne sait pas* (a) 1 ^{ère} certificat: [Q17.3a] (b) Décertifié: [Q17.3b]
(4) Autres, nom Q17.4 Nom Q17.4a	O (o) Non	O (1) Oui (a) 1 ^{ère} certificat: [Q17.4b] (b) Décertifié: [Q17.4c]	O (2) Oui, mais ne sait pas* (a) 1 ^{ère} certificat: [Q17.4b] (b) Décertifié: [Q17.4c]

* En cas, l'OP ne sait pas si elle est certifiée, mais le consultant est au courant, le consultant remplit les données.

Section des organisations faitière (section 5 à 8)

5. Adhésion				
18. Est-ce que vous avez une base de données qui enregistre les membres, superficie, production, paiements, etc. ?		O (o) Non O (1) Partiellement O (2) Oui Q18		
19. Nombre de membres adhérent	2011/2012	2012/2013	2013/2014	O (-88) Ne sait pas
(1) Total	[Q19.1] #	[Q19.2] #	[Q19.3] #	
(a) Hommes	[Q19.1a] #	[Q19.2a] #	[Q19.3a] #	
(b) Femmes	[Q19.1b] #	[Q19.2b] #	[Q19.3b] #	
20. Nombre de membres qui produisent le coton				
(1) Conventionnel (total)	[Q20.1.1] #	[Q20.1.2] #	[Q20.1.3] #	O (-99) NA
(a) Hommes	[Q20.1.1a] #	[Q20.1.2a] #	[Q20.1.3a] #	
(b) Femmes	[Q20.1.1b] #	[Q20.1.2b] #	[Q20.1.3b] #	
(2) Equitable (total)	[Q20.2.1] #	[Q20.2.2] #	[Q20.2.3] #	O (-99) NA
(a) Hommes	[Q20.2.1a] #	[Q20.2.2a] #	[Q20.2.3a] #	
(b) Femmes	[Q20.2.1b] #	[Q20.2.2b] #	[Q20.2.3b] #	
(3) Bio (total)	[Q20.3.1] #	[Q20.3.2] #	[Q20.3.3] #	O (-99) NA
(a) Hommes	[Q20.3.1a] #	[Q20.3.2a] #	[Q20.3.3a] #	
(b) Femmes	[Q20.3.1b] #	[Q20.3.2b] #	[Q20.3.3b] #	
(4) Bio-Equitable (total)	[Q20.4.1] #	[Q20.4.2] #	[Q20.4.3] #	O (-99) NA
(a) Hommes	[Q20.4.1a] #	[Q20.4.2a] #	[Q20.4.3a] #	
(b) Femmes	[Q20.4.1b] #	[Q20.4.2b] #	[Q20.4.3b] #	

6. Production et vente				
	2011/2012	2012/2013	2013/2014	
21. Superficie totale cultivée en coton par les membres (en ha):				
(1) Conventionnel	[Q21.1.1]ha	[Q21.1.2]ha	[Q21.1.3]ha	O (-99) NA
(2) Equitable	[Q21.2.1]ha	[Q21.2.2]ha	[Q21.2.3]ha	O (-99) NA
(3) Bio	[Q21.3.1]ha	[Q21.3.2]ha	[Q21.3.3]ha	O (-99) NA
(4) Bio-Equitable	[Q21.4.1]ha	[Q21.4.2]ha	[Q21.4.3]ha	O (-99) NA
22. Volume total de la production de coton réalisée par les membres (en tonnes):				
(1) Conventionnel	[Q22.1.1]t	[Q22.1.2]t	[Q22.1.3]t	O (-99) NA
(2) Equitable	[Q22.2.1]t	[Q22.2.2]t	[Q22.2.3]t	O (-99) NA
(3) Bio	[Q22.3.1]t	[Q22.3.2]t	[Q22.3.3]t	O (-99) NA
(4) Bio-Equitable	[Q22.4.1]t	[Q22.4.2]t	[Q22.4.3]t	O (-99) NA
23. Volume total vendu en équivalence du coton graine (en tonnes)*				
(1) Produit et vendue en conventionnel	[Q23.1.1]t	[Q23.1.2]t	[Q23.1.3]t	O (-99) NA
(2) Produit en Equitable et vendue				O (-88) Ne sait pas
(a) Sous label	[Q23.2.1a] t	[Q23.2.2a] t	[Q23.2.3a] t	

(b) En conventionnel (c) En attente	[Q23.2.1b] t [Q23.2.1c] t	[Q23.2.2b] t [Q23.2.2c] t	[Q23.2.3b] t [Q23.2.3c] t	O (-99) NA
(3) Produit en Bio et vendue (a) Sous label (b) En conventionnel (c) En attente	[Q23.3.1a] t [Q23.3.1b] t [Q23.3.1c] t	[Q23.3.2a] t [Q23.3.2b] t [Q23.3.2c] t	[Q23.3.3a] t [Q23.3.3b] t [Q23.3.3c] t	O (-88) Ne sait pas O (-99) NA
(4) Produit en Bio-Equitable et vendue (a) Sous label (b) En conventionnel (c) En attente	[Q23.4.1a] t [Q23.4.1b] t [Q23.4.1c] t	[Q23.4.2a] t [Q23.4.2b] t [Q23.4.2c] t	[Q23.4.3a] t [Q23.4.3b] t [Q23.4.3c] t	O (-88) Ne sait pas O (-99) NA
24. Prix et prime obtenu pour le coton graine par l'OP (en FCFA/kg)*				
(1) Produit et vendue en conventionnel	[Q24.1.1]	[Q24.1.2]	[Q24.1.3]	O (-99) NA
(2) Produit en Equitable (a) Prix conventionnel (b) Différentiel / prime** (c) Prime Social (montant total reçu en million FCFA)	[Q24.2.1a] [Q24.2.1b] [Q24.2.1c]M	[Q24.2.2a] [Q24.2.2b] [Q24.2.2c]M	[Q24.2.3a] [Q24.2.3b] [Q24.2.3c]M	O (-99) NA
(3) Produit en Bio (a) Prix conventionnel (b) Prime bio	[Q24.3.1a] [Q24.3.1b]	[Q24.3.2a] [Q24.3.2b]	[Q24.3.3a] [Q24.3.3b]	O (-99) NA
(4) Bio-Equitable (a) Prix conventionnel (b) Différentiel / prime** (c) Prime Social (montant total reçu en million FCFA)	[Q24.4.1a] [Q24.4.1b] [Q24.4.1c]M	[Q24.4.2a] [Q24.4.2b] [Q24.4.2c]M	[Q24.4.3a] [Q24.4.3b] [Q24.4.3c]M	O (-99) NA

* Si l'OP ne sait pas les chiffres, on met l'option "ne sait pas" et le consultant remplit ces chiffres en précisant la source de l'information le cas échéant.

** La différentiel est la différence entre le prix obtenu (exclu la prime sociale) et le prix conventionnel. Dans le cas d'Equitable et de Bio-Equitable, ceci correspond normalement à la différence entre le prix minimum garantie et le prix conventionnel.

7. Productivité				
25. Comment la productivité/rendement en kg du coton graine par ha a évolué les derniers 3 ans?				
	2011/2012	2012/2013	2013/2014	
(1) Conventionnel	[Q25.1.1] kg/ha	[Q25.1.2] kg/ha	[Q25.1.3] kg/ha	O (-99) NA
(2) Equitable	[Q25.2.1] kg/ha	[Q25.2.2] kg/ha	[Q25.2.3] kg/ha	O (-99) NA
(3) Bio	[Q25.3.1] kg/ha	[Q25.3.2] kg/ha	[Q25.3.3] kg/ha	O (-99) NA
(4) Bio-Equitable	[Q25.4.1] kg/ha	[Q25.4.2] kg/ha	[Q25.4.3] kg/ha	O (-99) NA
26.S'il y a changements importants, quelle en est la raison?				
(1) Respect de bonnes pratiques agricoles		O (o) Non - O (1) Oui Q26.1		O (-88) Ne sait pas O (-99) NA
(2) Qualité de semence		O (o) Non - O (1) Oui Q26.2		
(3) Qualité/quantité de pesticides		O (o) Non - O (1) Oui Q26.3		

(4) Qualité/quantité d'engrais	O (o) Non - O (1) Oui Q26.4	
(5) Utilisation de technologie	O (o) Non - O (1) Oui Q26.5	
(6) Dégradation du sol	O (o) Non - O (1) Oui Q26.6	
(7) Changement climatique (pluie)	O (o) Non - O (1) Oui Q26.7	
(8) Autres, veuillez préciser	Q26.8	

8. Commercialisation			
27. Connaissez-vous les noms des acheteurs du coton Equitable et/ou Bio-Equitable ?		O (o) Non - O (1) Oui Q39	
28.Si oui, es acheteurs sont a quel niveau dans la chaine de valeur?			
(1) Négociants/ trader		O (o) Non - O (1) Oui Q40.1	O (-99) NA
(2) Filateurs		O (o) Non - O (1) Oui Q40.1	
(3) Confection		O (o) Non - O (1) Oui Q40.1	
(4) Distribution		O (o) Non - O (1) Oui Q40.1	
29.Si oui, combien des acheteurs connaissez-vous?		O [_____] # O (-99) NA Q41	
30.Est-ce que vous-êtes impliqué dans la négociation ?		O (o) Non - O (1) Oui Q42	
31. Si oui, quelle est votre capacité à négocier des prix avec les acheteurs?		O (1) Faible O (2) Ni faible ni grande O (3) Grande O (-99) NA Q43	
32. Est-ce que votre OP est impliquée dans la transformation du coton ?		O (o) Non - O (1) Oui Q44	
33. Est-ce que votre OP a un bilan financier positif? (toutes activités)	2012	2013	2014
	O (o) Non O (1) Oui O (-88) Ne sait pas Q45.1	O (o) Non O (1) Oui O (-88) Ne sait pas Q45.2	O (o) Non O (1) Oui O (-88) Ne sait pas Q45.3

Section des organisations de base (section 5b à 8b)

5b. Adhésion		
34. Est-ce que vous avez une base de données qui enregistre les membres, superficie, production, paiements, etc. ?		O (o) Non O (1) Partiellement O (2) Oui Q27
35. Nombre de membres de l'OP en 2014	[Q28.1] #total [Q28.2] # hommes [Q28.3] # femmes	O (-88) Ne sait pas
36. Comment le nombre de membres a évalué les derniers 3 ans?	O (o) a diminué O (1) est restée la même O (2) a augmenté Q29	
37. Nombre de membres qui produisent le coton en saison 2013/2014		
(1) Conventionnel	[Q30.1] # total [Q30.1a] # hommes [Q28.1b] # femmes	O (-88) Ne sait pas O (-99) NA
(2) Equitable	[Q30.2] # total [Q30.2a] # hommes [Q28.2.b] # femmes	O (-88) Ne sait pas O (-99) NA
(3) Bio	[Q30.3] # total [Q30.3a] # hommes [Q28.3b] # femmes	O (-88) Ne sait pas O (-99) NA
(4) Bio-Equitable	[Q30.4] # total [Q30.4a] # hommes [Q28.4b] # femmes	O (-88) Ne sait pas O (-99) NA
38. Comment le nombre de membres qui cultive le coton a évalué les derniers 3 ans?		O (o) a diminué O (1) est restée la même O (2) a augmenté Q31

6b. Production		
39. Superficie totale cultivée en coton par les membres (en ha):		
(1) Conventionnel	[Q32.1] ha	O (-88) Ne sait pas - O (-99) NA
(2) Equitable	[Q32.2] ha	O (-88) Ne sait pas - O (-99) NA
(3) Bio	[Q32.3] ha	O (-88) Ne sait pas - O (-99) NA
(4) Bio-Equitable	[Q32.4] ha	O (-88) Ne sait pas - O (-99) NA
40. Volume total de la production de coton réalisée par les membres (en tonnes) en saison 2013/14:		
(1) Conventionnel	[Q33.1] t	O (-88) Ne sait pas - O (-99) NA
(2) Equitable	[Q33.2] t	O (-88) Ne sait pas - O (-99) NA
(3) Bio	[Q33.3] t	O (-88) Ne sait pas - O (-99) NA
(4) Bio-Equitable	[Q33.4] t	O (-88) Ne sait pas - O (-99) NA
41. Comment le volume total de production de coton des membres a évalué les derniers 3 ans?	O (o) a diminué O (1) est restée la même O (2) a augmenté Q34	
42. Volume total vendu en équivalence du coton graine (en tonnes)*		
(1) Produit et vendue en conventionnel	[Q35.1] kg	O (-88) Ne sait pas O (-99) NA

(2) Produit en Equitable et vendue (a) Sous label (b) En tant que conventionnel (c) En attente	[Q35.2a] kg [Q35.2b] kg [Q35.2c] kg	O (-88) Ne sait pas O (-99) NA
(3) Produit en Bio et vendue (a) Sous label (b) En tant que conventionnel (c) En attente	[Q35.3a] kg [Q35.3b] kg [Q35.3c] kg	O (-88) Ne sait pas O (-99) NA
(4) Produit en Bio-Equitable et vendue (a) Sous label (b) En tant que conventionnel (c) En attente	[Q35.4a] kg [Q35.4b] kg [Q35.4c] kg	O (-88) Ne sait pas O (-99) NA
43. Prix et prime obtenu pour le coton graine par l'OP (en FCFA/kg)*		
(1) Produit et vendue en conventionnel	[Q36.1]	O (-88) Ne sait pas O (-99) NA
(2) Produit en Equitable (a) Prix conventionnel (b) Différentiel / prime** (c) Prime Social (montant total reçu en million FCFA)	[Q36.2a] [Q36.2b] [Q36.2c] M	O (-88) Ne sait pas O (-99) NA
(3) Produit en Bio (a) Prix conventionnel (b) Prime bio	[Q36.3a] [Q36.3b]	O (-88) Ne sait pas O (-99) NA
(4) Bio-Equitable (a) Prix conventionnel (b) Différentiel / prime** (c) Prime Social (montant total reçu en million FCFA)	[Q36.4a] [Q36.4b] [Q36.4c] M	O (-88) Ne sait pas O (-99) NA

* La différentiel est la différence entre le prix obtenu (exclu la prime sociale) et le prix conventionnel. Dans le cas d'Equitable et de Bio-Equitable, ceci correspond normalement à la différence entre le prix minimum garantie et le prix conventionnel.

** Si l'OP ne sait pas les chiffres, on met l'option "ne sait pas" et le consultant remplit ces chiffres en précisant la source de l'information le cas échéant.

7b. Productivité		
44. Comment la productivité/rendement en kg du coton graine par ha a évolué les derniers 3 ans?	O (o) a diminué O (1) est restée la même O (2) a augmenté Q37	
45. S'il y a changements importants, quelle en est la raison?		
(1) Respect de bonnes pratiques agricoles	O (o) Non - O (1) Oui Q38.1	O (-88) Ne sait pas O (-99) NA
(2) Qualité de semence	O (o) Non - O (1) Oui Q38.2	
(3) Qualité/quantité de pesticides	O (o) Non - O (1) Oui Q38.3	

(4) Qualité/quantité d'engrais	O (o) Non - O (1) Oui Q38.4	
(5) Utilisation de technologie	O (o) Non - O (1) Oui Q38.5	
(6) Dégradation du sol	O (o) Non - O (1) Oui Q38.6	
(7) Changement climatique (pluie)	O (o) Non - O (1) Oui Q38.7	
(8) Autres, veuillez préciser	Q38.8	

8b. Commercialisation

52. Commercialisation

46. Connaissez-vous les noms des acheteurs du coton Equitable et/ou Bio-Equitable ?	O (o) Non - O (1) Oui Q39		
47. Si oui, es acheteurs sont a quel niveau dans la chaine de valeur?			
(1) Négociants/ trader	O (o) Non - O (1) Oui Q40.1	O (-99) NA	
(2) Filateurs	O (o) Non - O (1) Oui Q40.1		
(3) Confection	O (o) Non - O (1) Oui Q40.1		
(4) Distribution	O (o) Non - O (1) Oui Q40.1		
48. Si oui, combien des acheteurs connaissez-vous?	O [] # O (-99) NA Q41		
49. Est-ce que vous-êtes impliqué dans la négociation ?	O (o) Non - O (1) Oui Q42		
50. Si oui, quelle est votre capacité à négocier des prix avec les acheteurs?	O (1) Faible O (2) Ni faible ni grande O (3) Grande O (-99) NA Q43		
51. Est-ce que votre OP est impliquée dans la transformation du coton ?	O (o) Non - O (1) Oui Q44		
52. Est-ce que votre OP a un bilan financier positif? (toutes activités)	2012	2013	2014
	O (o) Non O (1) Oui O (-88) Ne sait pas Q45.1	O (o) Non O (1) Oui O (-88) Ne sait pas Q45.2	O (o) Non O (1) Oui O (-88) Ne sait pas Q45.3

Continuation de la version commune

9. Utilisation de la Prime Sociale Equitable					
<i>Questions pour l'OP certifiée et décervifié, pas applicable pour le groupe de control</i>					
53. Quand avez- vous reçu la dernière prime sociale équitable ?		[] année O (o) Jamais reçu Q46			
54. Qui est impliqué dans la décision relative à l'utilisation de la prime sociale équitable?					
(1) La direction de l'OP		O (o) Non - O (1) Oui Q47.1		O (-99) NA	
(2) Les membres de l'OP		O (o) Non - O (1) Oui Q47.2			
(3) Les travailleurs de l'OP		O (o) Non - O (1) Oui Q47.3			
(4) Les membres de la communauté		O (o) Non - O (1) Oui Q47.4			
55. Quelles sont les dernières activités financées (partiellement) par la prime sociale équitable?*		56. Année	57. Montant payé par la prime sociale (1000 FCFA)	58. Montant supplémentaire d'autres financements (1000 FCFA)	59. Nombre de bénéficiaires
(1)	Q48.1	[Q49.1]	[Q50.1]	[Q51.1]	[Q52.1] #
(2)	Q48.2	[Q49.2]	[Q50.2]	[Q51.2]	[Q52.2] #
(3)	Q48.3	[Q49.3]	[Q50.3]	[Q51.3]	[Q52.3] #
(4)	Q48.4	[Q49.4]	[Q50.4]	[Q51.4]	[Q52.4] #
(5)	Q48.5	[Q49.5]	[Q50.5]	[Q51.5]	[Q52.5] #
(6)	Q48.6	[Q49.6]	[Q50.6]	[Q51.6]	[Q52.6] #
(7)	Q48.7	[Q49.7]	[Q50.7]	[Q51.7]	[Q52.7] #
(8)	Q48.8	[Q49.8]	[Q50.8]	[Q51.8]	[Q52.8] #
(9)	Q48.9	[Q49.9]	[Q50.9]	[Q51.9]	[Q52.9] #
(10)		[]	[]	[]	[] #
60. Nombre d'enfants (<16 ans) touchés par les projets financés avec la Prime Sociale (en 2014)					[] # Q53
61. Nombre de jeunes (16-24 ans) touchés par les projets financés avec la Prime Sociale (en 2014)					[] # Q54
62. Nombre de femmes (>16) touchées par les projets financés avec la Prime Sociale (en 2014))					[] # Q55
63. Autres services que l'OP offre à ses membres et qui ne sont pas financés (partiellement) avec la Prime Sociale (en 2014)					
(1) Accès aux intrants			O (o) Non - O (1) Oui Q56.1		
(2) Accès à l'équipement agricole			O (o) Non - O (1) Oui Q56.2		
(3) Accès au matériel pour la protection des personnes (PPE)			O (o) Non - O (1) Oui Q56.3		
(4) Accès au crédit lié aux activités agricoles			O (o) Non - O (1) Oui Q56.4		
(5) Accès au crédit aux autres activités			O (o) Non - O (1) Oui Q56.5		
(6) Investissements communautaires			O (o) Non - O (1) Oui Q56.6		
(7) Appui pour la diversification des revenus et/ou la sécurité alimentaire			O (o) Non - O (1) Oui Q56.7		

(8) Service a la commercialisation	O (0) Non - O (1) Oui Q56.8
(9) Autres, veuillez préciser	Q56.9

*Voir annexe 1 sur le type d'activités

10. Accès au financement			
64. Avez-vous obtenu un crédit ou un prêt en 2014 ?		O (o) Non - O (1) Oui Q57	
Si oui, de qui?			
(1) Acheteurs Commerce Equitable (préfinancement)		O (o) Non - O (1) Oui Q57.1	O (-99) NA
(2) Autres acheteurs		O (o) Non - O (1) Oui Q57.2	
(3) Banques éthiques ou institutions de micro-finance		O (o) Non - O (1) Oui Q57.3	
(4) Banques et institutions classiques		O (o) Non - O (1) Oui Q57.4	
(5) Autres, veuillez préciser :		Q57.5	
65. Avez-vous obtenu une subvention des bailleurs en 2014?		O (o) Non - O (1) Oui Q58	
66. Si oui, pour quel objectif?*		Montant (M FCFA)	
1	Q59.1	[Q59.1a _____] FCFA	O (-99) NA
2	Q59.2	[Q59.2a _____] FCFA	
3	Q59.3	[Q59.3a _____] FCFA	
4	Q59.4	[Q59.4a _____] FCFA	
5	Q59.5	[Q59.5a _____] FCFA	
6	Q59.6	[Q59.6a _____] FCFA	
7	Q59.7	[Q59.7a _____] FCFA	

*Voir annexe 1 sur le type d'activités

11. Organisation interne			
Qui fait partie de l'organisation de l'OP?	Adultes (26 ans et plus)	Jeunes (16-25 ans)	
67. Membres du Comité de Gestion (Bureau)	O (1) Hommes [Q60.a] O (2) Femmes [Q60.b]	O (1) Hommes [Q60.c] O (2) Femmes [Q60.d]	
68. Membres appartenant à des comités différents du Comité de Gestion	O (1) Hommes [Q61.a] O (2) Femmes [Q61.b]	O (1) Hommes [Q61.c] O (2) Femmes [Q61.d]	O (-99) NA
69. Direction et personnel	O (1) Hommes [Q62.a] O (2) Femmes [Q62.b]	O (1) Hommes [Q62.c] O (2) Femmes [Q61.d]	O (-99) NA
70. Participants à la réunion de l'assemblée générale (lors de la dernière AG ordinaire)	O (1) Hommes [Q63.a] O (2) Femmes [Q63.b]	O (1) Hommes [Q63.c] O (2) Femmes [Q63.d]	O (-88) Ne sait pas
71. Est-ce que vous avez de travailleurs salariés? Si oui, combien ?	O (o) Non Q64 O (1) Oui, [Q64.1_] #		
72. S'il y a des salariés, comment le <u>nombre de travailleurs</u> salarié a-t-il évolué au cours des 3 dernières années ?	O (1) en baisse O (2) stable O (3) en hausse		O (-99) NA

	O (-99) NA Q65	
73. S'il y a des salariés, comment est-ce que le <u>salaire moyen</u> des travailleurs salariés a-t-il évolué au cours des 3 dernières années ?	O (1) en baisse O (2) stable O (3) en hausse O (-99) NA Q66	O (-99) NA

12. Politiques et stratégies		
74. A quelle année vous avez tenu la dernière AG ?		[_____] an Q67
75. Votre organisation a-t-elle tenue une Assemblée Générale en 2014?	<p>O (1) Aucune Assemblée Générale annuelle n'a été tenue au cours de 2014.</p> <p>O (2) L'Assemblée Générale annuelle a été reportée à 2015 pour des raisons qui sont plus que justifiées techniquement OU il y a eu une Assemblée Générale avec un quorum insuffisant (Assemblée Générale non valide)</p> <p>O (3) L'Assemblée Générale annuelle a eu lieu (même s'il n'a pas fait l'objet de procès-verbal/a été mal convoqué ou fait l'objet d'un mauvais procès-verbal) OU reporté pour des raisons évidentes.</p> <p>O (4) L'Assemblée Générale annuelle a eu lieu en pleine conformité avec les statuts</p> <p>O (5) L'Assemblée Générale annuelle a eu lieu en pleine conformité avec les statuts ET il y a été accordé beaucoup de temps à l'Assemblée Générale pour discuter de tous les sujets</p> <p>Q68</p>	
76. Est-ce que l'organisation a une politique qui empêche l'emploi des enfants de moins de 15 ans ?		O (o) Non - O (1) Oui Q69
77. Avez-vous mis en œuvre des procédures pour empêcher le travail des enfants?		O (o) Non - O (1) Oui Q70
78. Avez-vous une politique ou une stratégie concernant le genre ?		
(1) Un quota pour les membres du comité ou du bureau		O (o) Non - O (1) Oui Q71.1
(2) Formation / activités ciblant les femmes spécifiquement		O (o) Non - O (1) Oui Q71.2
(3) Formation abordant les questions de genre		O (o) Non - O (1) Oui Q71.3
(4) Prêts ciblant les femmes		O (o) Non - O (1) Oui Q71.4
(5) Autres, veuillez préciser :		Q71.5
79. Avez-vous un système de Contrôle Interne (ICS) qui surveille:		
(1) L'utilisation des pesticides interdits		O (o) Non - O (1) Oui Q72.1
(2) L'utilisation de tous les pesticides		O (o) Non - O (1) Oui Q72.2
(3) Les quantités de pesticides utilisées par les membres de l'OP		O (o) Non - O (1) Oui Q72.3
80. Avez-vous des procédés qui permettent de s'assurer que les personnes sont protégées contre des effets néfastes de produits chimiques, y compris les enfants et les femmes enceintes?	<p>O (1) L'organisation n'a mené aucune activité d'information.</p> <p>O (2) Moins de 50% des membres et des travailleurs ont été informés OU le contenu/la qualité de l'information étaient insuffisants</p> <p>O (3) Au moins 50% des membres et des travailleurs ont été informés ET le contenu des informations était suffisant.</p> <p>O (4) Au moins 80% des membres et des travailleurs ont été informés ET le contenu de informations était suffisant ET il y a du matériel d'information.</p> <p>O (5) NIVEAU 4 ET il y a un programme de formation continue/de sensibilisation/du recyclage, ou des pesticides ou produits chimiques dangereux ne sont pas utilisés.</p> <p>Q73</p>	
81. Avez-vous analysé les risques liés au changement climatique ?		O (o) Non - O (1) Oui Q74

82. Est-ce que vous mettez activement en œuvre une stratégie d'adaptation climatique avec les membres?	O (0) Non - O (1) Oui Si oui, veuillez préciser les activités entreprises : Q75
--	--

13. Formation dispensée aux membres			
83. Est-ce que vous disposez à une agronome qualifiés au sein de l'OP?		O (1) nous n'embauchons pas d'agronomes qualifiés O (2) nous embauchons occasionnellement des agronomes qualifiés O (3) nous embauchons régulièrement des agronomes qualifiés O (4) nous employons des agronomes qualifiés Q76	
84. Combien d'agents de vulgarisation agricole employez-vous au sein de l'OP?		[] # Q77	
85. Combien de leader paysan fournissent-ils des conseils au sein de l'OP?		[] # Q78	
86. Est-ce que les membres ont bénéficié d'un appui technique sur le coton d'une partenaire extérieur en saison 2013/2014 ?		O (0) Non - O (1) Oui Q79	
87. Si oui, de quel type de partenaire ?			
(1) La faitière		O (0) Non - O (1) Oui Q80.1	O (-99) NA
(2) Société cotonnière		O (0) Non - O (1) Oui Q80.2	
(3) Service technique de l'état		O (0) Non - O (1) Oui Q80.3	
(4) ONG		O (0) Non - O (1) Oui Q80.4	
(5) Recherche		O (0) Non - O (1) Oui Q80.5	
(6) Acheteurs		O (0) Non - O (1) Oui Q80.6	
(7) Fournisseur des intrants		O (0) Non - O (1) Oui Q80.7	
(8) Autres, veuillez préciser:		Q80.8	
88. Est-ce que les membres ont bénéficié d'une formation en saison 2013/2014 ?		O (0) Non - O (1) Oui Q81	
89. Si oui, veuillez indiquer les thèmes sur lesquels l'OP a dispensé une formation en saison 2013/2014 ? <i>Indiquez les numéros correspondants en se référant à l'annexe 2 relative aux thèmes</i>		90. Nombre de participants par thème	91. Type de partenaire réalisant la formation <i>Mettez codes question 80</i>
(1)	Q82.1	[Q83.1a] # total [Q83.1b] # hommes [Q83.1c] # femmes O (-88) Ne sait pas	O (0) OP même O (1) Autre (voyez codes 80): Q84.1
(2)	Q82.2	[Q83.2a] # total [Q83.2b] # hommes [Q83.2c] # femmes O (-88) Ne sait pas	O (0) OP même O (1) Autre (voyez codes 80): Q84.2

(3)	Q82.3	[Q83.3a____] # total [Q83.3b____] # hommes [Q83.3c____] # femmes O (-88) Ne sait pas	O (o) OP même O (1) Autre (voyez codes 8o): Q84.3
(4)	Q82.4	[Q83.4a____] # total [Q83.4b____] # hommes [Q83.4c____] # femmes O (-88) Ne sait pas	O (o) OP même O (1) Autre (voyez codes 8o): Q84.4
(5)	Q82.5	[Q82.5a____] # total [Q82.5b____] # hommes [Q82.5c____] # femmes O (-88) Ne sait pas	O (o) OP même O (1) Autre (voyez codes 8): Q84.5

14. Avantages du Commerce Equitable		
<i>Questions pour l'OP certifié et décertifié, pas applicable pour le groupe de control (sauf Q. 95)</i>		
92. Avez-vous participé à au moins une rencontre avec Fairtrade au cours de 2014 (par exemple avec le Réseau des Producteurs / Fairtrade Afrique)?	O (o) Non - O (1) Oui O (-99) NA (pour des groupes de control) Q85	
93. Est-ce que votre organisation a une influence sur la politique et les règlements au sein du Commerce Equitable ?	O (o) Aucune O (1) Faible O (2) Ni faible ni forte O (3) Forte O (-99) NA (pour des groupes de control) Q86	
94. Votre organisation a-t-elle de l'influence sur la politique locale, régionale et internationale <i>grâce à la Commerce Equitable</i>	O (o) Aucune O (1) Faible O (2) Ni faible, ni forte O (3) Forte O (-99) NA (pour des groupes de control) Q87	
95. Votre organisation a-t-elle de l'influence sur la politique locale, régionale et internationale <i>en dehors du Commerce Equitable?</i> <i>NOTE : Aussi pour group de control</i>	O (o) Aucune O (1) Faible O (2) Ni faible, ni forte O (3) Forte Q88	
96. Avez-vous obtenu un appui organisationnel du Fairtrade (par exemple par les agents liaisons) ?	O (o) Non - O (1) Oui O (-99) NA (pour des groupes de control) Q89	
97. Avez-vous obtenu un appui destiné aux producteurs du Fairtrade (par exemple par le service PSR) ?	O (o) Non - O (1) Oui O (-99) NA (pour des groupes de control) Q90	
98. Etes-vous satisfait des services que vous avez obtenus auprès des Fairtrade Afrique?	O (1) Déçu O (2) Ni déçu ni satisfait O (3) Satisfait O (-99) NA (pour des groupes de control) Q91	
99. Croyez-vous que vous bénéficiez de votre participation au Commerce Equitable?	O (o) Non - O (1) Un peu - O (2) Beaucoup O (-99) NA (pour des groupes de control) Q92	
100. Si oui, veuillez en indiquer les raisons		
(1) Prime sociale	O (o) Non - O (1) Un peu - O (2) Beaucoup Q93.1	O (-99) NA

(2) Prix minimum	O (0) Non - O (1) Un peu - O (2) Beaucoup Q93.2	
(3) Accès au marché	O (0) Non - O (1) Un peu - O (2) Beaucoup Q93.3	
(4) Accès aux services des agents liaisons	O (0) Non - O (1) Un peu - O (2) Beaucoup Q93.4	
(5) Amélioration de la gestion du groupe	O (0) Non - O (1) Un peu - O (2) Beaucoup Q93.5	
(6) Amélioration de la performance des membres	O (0) Non - O (1) Un peu - O (2) Beaucoup Q93.6	
(7) Amélioration des rapports de genre	O (0) Non - O (1) Un peu - O (2) Beaucoup Q93.7	
(8) Amélioration de la cohésion du groupe	O (0) Non - O (1) Un peu - O (2) Beaucoup Q93.8	
(9) Accès au financement	O (0) Non - O (1) Un peu - O (2) Beaucoup Q93.9	
(10) Autres, veuillez préciser :	Q93.10	

15. Système agricole	
101. Quelle est la durée du cycle de production du coton (nombre de jours)	[] jours/saison Q94
102. Quelle est la quantité de semences utilisée ?	[] kg/ha Q95
103. Quelle est la méthode prédominante d'ensemencement?	O (1) Manuel O (2) Avec un semoir Q96
104. Quel est le système de travail prédominant chez les membres du groupe ?	O (1) main d'œuvre familiale / mutuelle O (2) main d'œuvre familiale / mutuelle plus main d'œuvre saisonnière salariée O (3) main d'œuvre familiale / mutuelle plus main d'œuvre salariée permanent Q97
105. Quelle est la distance (moyenne) entre le point de collecte et l'usine d'égrainage?	[] km Q98
106. Types d'engrais	Nom commercial:
(1) Chimique	Q99.1
(2) Organique	Q99.2
107. Types de pesticide	Nom commercial:
(1) Herbicides	Q100.1
(2) Fongicides	Q100.2
(3) Insecticides	Q100.2
(4) Pesticide bio	Q100.2

Annexe Enquêtes: Type d'activités menées par l'utilisation de la majoration

	Utilisation de la majoration
	Services rendus aux membres de l'exploitation agricole
1	Formation des paysans aux pratiques agricoles et commerciales
2	Fourniture de matériels et d'intrants agricoles
3	Adoption de meilleures pratiques agricoles
4	Services d'éducation fournis aux membres
5	Services de santé fournis aux membres
6	Services de crédit et de financement fournis aux membres
7	Paievements effectués aux membres
8	Appui aux travailleurs embauchés sur les exploitations des paysans
9	Autres services fournis aux membres
	Investissements dans les organisations de producteurs
10	Formation et renforcement des capacités du personnel des Organisations de Producteurs, du conseil et des comités
11	Installations et infrastructures
12	Ressources humaines et gestion
	Services fournis aux communautés
13	Services d'éducation fournis aux communautés
14	Services de santé fournis aux communautés
15	Services environnementaux fournis aux communautés
16	Infrastructures communautaires
17	Services sociaux et économiques fournis aux communautés
18	Autres services fournis aux communautés
	Autres
19	Majoration non dépensée
20	Utilisation non connue de la majoration

Annexe Enquêtes : Type de formation

	FORMATION GAP
1	Préparation de la terre
2	Plantation
3	Désherbage
4	Désinsectisation et lutte contre les maladies
5	Gestion du sol (fertilité, érosion)
6	Gestion de l'eau
7	Récolte
8	Traitement post-récoltes/Transport
9	Pratiques liées à la culture organique
	FORMATIONS RELATIVES A L'ENVIRONNEMENT
11	Lutte intégrée contre les insectes nuisibles
12	Stockage et manipulation sans danger des pesticides et autres produits chimiques dangereux
13	Polluants environnementaux (formation sur le PML)
14	Prévention ou réduction de l'érosion du sol
15	Utilisation adéquate des engrais
16	Utilisation efficiente de l'eau
17	Gestion sans danger des eaux usagées
18	Gestion durable des déchets (e.g., par le compost)
19	Protection de la biodiversité
20	Protection des espèces rares ou menacées
	FORMATIONS SOCIALES
21	Santé, sécurité professionnelles & environnement
22	Travail des enfants et protection des enfants
23	Conditions et droits liés au travail salarié
24	Genre
25	Principes de la coopérative (i.e. adhésion volontaire et ouverte, contrôle démocratique par les membres, participation économique des membres, autonomie et indépendance, éducation, formation et information, coopération entre coopératives, et intérêt pour la communauté
26	Droits des membres de la coopérative
27	Principes et normes (générales) du Commerce Equitable
28	Gestion des revenus de l'exploitation (formation commerciale des paysans)
29	Diversification des revenus
30	Alphabétisation